

## « L'Economie » : les banques américaines

# Le Monde

15, rue Falguière, 75001 Paris Cedex 15

QUARANTE-NEUVIÈME ANNÉE - N° 14883 7 F

MARDI 10 NOVEMBRE 1992

BOURSE  
FONDATEUR : HUBERT BEUVE-MÉRY - DIRECTEUR : JACQUES LESOURNE

### Le message de Berlin

DEPUIS trois mois, les dirigeants allemands ne cessent d'affirmer que leur peuple refusait, dans son immense majorité, le racisme et la xénophobie. Encore fallait-il en faire une démonstration convaincante pour une opinion publique mondiale impressionnée par les images montrant les agressions contre les foyers de demandeurs d'asile et les profanations de cimetières juifs.

On peut regretter que la réponse populaire aux agissements des skinheads et des néonazis soit venue bien tard et manque un peu de spontanéité : ordonnée d'en haut, organisée avec la lourdeur et la lenteur caractéristiques des machines politiques allemandes, la manifestation de Berlin a néanmoins atteint son objectif.

Plus de trois cent mille Allemands, représentant la quasi-totalité des courants politiques - à l'exception notable de la CSU bavaroise - ont prouvé que Bonn n'était pas Weimar, et que les minorités violentes et racistes se heurteraient, si besoin est, à la résistance résolue des démocrates et de leurs dirigeants.

ES agissements de quelques centaines d'autochtones, ces philistins d'extrême gauche aussi violents qu'isolés politiquement, ont fait dénoter le sens du message que les organisateurs du rassemblement de Berlin voulaient adresser à l'Allemagne et au monde. Et le libéralisme dont ils ont bénéficié dimanche démontre une fois de plus les déficiences d'une police vite débordée, ici comme lors des attaques de foyers.

S'ils peuvent se réjouir de l'ampleur de la manifestation de dimanche, les dirigeants de Bonn n'en sont pas pour autant au bout de leurs peines. Il est peu probable que les néonazis cessent leurs exactions dans l'immédiat : un cimetière juif a encore été profané ce week-end en Souabe. Les sondages montrent d'autre part que la polarisation de l'extrême droite s'accroît, ce qui peut mettre en danger la reconduction, dans dix-huit mois, de la coalition dirigée par le chancelier Kohl.

Il apparaît également qu'une fois les banderoles repliées, les divergences entre la CDU et le SPD sur la question de la réglementation du droit d'asile vont resurgir de plus belle. On est loin d'un accord entre les tenants du maintien des dispositions libérales de l'article 16 de la Constitution et les partisans d'une modification en profondeur, voire de la suppression de cette attitude généreuse adoptée depuis quarante ans au nom des responsabilités historiques de l'Allemagne.

La déchirure qui traverse chaque parti, chaque individu, même outre-Rhin, n'est pas prête de se refermer : entre le désir de l'Allemagne d'apparaître, en toute circonstance, comme la plus « morale » des nations, et les réflexes qui la poussent à défendre son pré carré et son identité s'inscrivent le doute et l'angoisse.

« Nous nous faisons du souci pour l'Allemagne ! », s'est écrié dimanche le président fédéral, M. Richard von Weizsäcker. Qui lui donnera tort ?

Lire page 3 l'article de notre correspondant à Berlin HENRI DE BRESSON

M0147 - 1110 0 - 7.00 F



En intervenant à la télévision sur l'Europe, le GATT et le scandale du sang

## M. Mitterrand entend « renouer le dialogue avec le pays »

M. François Mitterrand devait répondre, lundi soir 9 novembre, sur TF 1 et France 2, aux questions de Ruth Elkrief et d'Ariette Chébat, respectivement chefs du service politique de la première chaîne et de la deuxième chaîne. Le chef de l'Etat devait s'expliquer sur les suites politico-judiciaires du

scandale du sang contaminé, mais aussi sur les difficultés de la construction européenne et sur les négociations du GATT. A l'élysée, on indiquait lundi matin que le président de la République attendait, après un silence de près de deux mois, « renouer le dialogue avec le pays » en évitant les « effets d'annonce ».

### Sortir du piège

par Thomas Ferenzi

La V<sup>e</sup> République est ainsi faite que, si le chef de l'Etat n'intervient pas régulièrement pour orienter le débat public, l'opinion a le sentiment que la France n'est pas gouvernée. Même s'il ne faut pas attendre de la parole présidentielle plus qu'elle ne peut apporter, l'intervention télévisée de M. Mitterrand, lundi soir 9 novembre, était d'autant plus nécessaire que sa convalescence depuis le 20 septembre et que, depuis cette date, plusieurs événements - nationaux ou interna-

tionaux - auraient justifié des explications ou des prises de position claires au sommet de l'Etat. Il était donc temps que le président de la République reprenne l'initiative.

A court terme, il s'agit, bien

sûr, de tenter de trouver une issue à la controverse sur la responsabilité des ministres du gouvernement Fabius dans le scandale du sang contaminé.

Lire la suite et nos informations page 9

### L'affaire du sang contaminé

- Des rebondissements judiciaires en cascade. par LAURENT GRELSAMER
- Un entretien avec le porte-parole de l'Association française des hémophiles, M. Edmond-Luc Henry. page 10

### La presse prise à partie par le Front national



La fête annuelle du Front national a été marquée, dimanche 8 novembre au Bourget (Seine Saint-Denis), par des violences physiques exercées contre des représentants de la presse. Elles faisaient suite aux diatribes répétées depuis plusieurs jours de M. Jean-Marie Le Pen contre les journalistes. Ce dernier a condamné ces actes, dont il a suggéré qu'ils avaient été organisés par les journalistes eux-mêmes.

page 8

## Alexandre Dubcek le résistant

Le père du « printemps de Prague » est mort samedi 7 novembre, à Bratislava, des suites d'un accident de la route

par Bernard Féron

Il est entré par surprise dans l'histoire et, à la stupeur de ceux qui avaient envoyé des chars pour l'annihiler, il a refusé de s'en évader. Il n'avait rien qui le distinguât du commun des membres de l'appareil du Parti communiste, ni la prestance ni même le style, et il ne put compter sur le temps, lui qui occupa le devant de la scène en tout et pour tout pendant un an et trois mois. Cinq saisons, mais seulement un éphémère printemps, un interminable été pourri et l'enfoncement dans l'hiver. En cette période, Alexandre Dubcek poussa jusqu'à l'héroïsme ces vertus toutes simples qu'on appelle honnêteté et sincérité.

Il fut donc, entre janvier 1968 et avril 1969, premier secrétaire du Parti communiste tchécoslo-

vaque. Songait-il parfois qu'il aurait pu être un Américain anonyme ? Ses parents, Stefan et Pavlona, s'étaient connus et mariés aux Etats-Unis. Ils s'étaient installés à Chicago. Le père, militant socialiste, avait eu quelques ennuis avec les autorités pendant la première guerre mondiale - il fut même interné dans un camp au Texas. Le premier fils, Julius, naquit aux Etats-Unis. Le second, Alexandre, vit le jour en Slovaquie quelques mois après le retour du couple dans son pays.

La famille y resta quatre ans - de 1921 à 1925 - le temps pour le père de participer à la fondation du Parti communiste. Puis, il décida qu'il fallait en faire encore davantage pour la cause et se mettre entièrement au service de la patrie du socialisme. La famille s'installa en URSS,

exactement en Asie centrale. C'est à Frounzé (aujourd'hui Bichkek) que le jeune Alexandre fit ses études et à Gorki qu'il commença à travailler. En 1938, les purges se poursuivaient en URSS et la Tchécoslovaquie allait entrer en agonie. Les Dubcek revinrent chez eux, cette fois définitivement. Alexandre avait dix-sept ans, il adhéra l'année suivante au Parti communiste (illégal), il sera blessé dans les combats de la Résistance et son frère tué.

Commence, après la guerre, une carrière d'apparatchik. D'abord des postes subalternes. Puis un « travail à plein temps ». Pour s'implanter dans ce milieu, il fit un nouveau séjour - trois ans - en URSS. En 1955, il entre à l'Ecole supérieure du parti à Moscou.

Lire la suite page 3

### L'ECONOMIE

#### Ikea s'embourgeoise

Le géant suédois du meuble économique vient de racheter Habitat, spécialiste européen du haut de gamme. Plus qu'une diversification financière, un moyen d'assurer son avenir en élargissant sa palette.

#### La faiblesse des banques américaines


Une nouvelle crise bancaire se prépare-t-elle aux Etats-Unis, malgré l'amélioration spectaculaire des résultats des établissements de crédit ? Avec les nouvelles règles de contrôle, fermetures et faillites risquent de se multiplier.

Lire aussi : Les musiciens victimes de la nouvelle censure compact ; la Finlande tente de survivre à l'URSS ; les pages Mode d'emploi. Dossier (la zone franc). Opinions, Conjoncture, et le chronique de Paul Fabra. pages 24 à 38

### SPORTS

- Le tournoi open de Paris : Boris Becker s'offre la charge.
- Grand Prix de formule 1 d'Australie : une extravagante fin de saison.
- Rugby à XIII : leçon anglaise pour treize Français. page 13

Le sommaire complet se trouve page 24



## Norman Mailer

norman mailer harlot et son fantôme

"Mailer est là pour nous rappeler, dans la lignée de Balzac et Dickens, que le roman est plus qu'un divertissement. Entre ses mains, l'histoire de la CIA surpasse l'Histoire."

Anthony Burgess

ROBERT LAFFONT

A L'ETRANGER : Algérie, 4,50 DA ; Maroc, 9 DH ; Tunisie, 750 m.; Allemagne, 2,50 DM ; Autriche, 26 ATS ; Belgique, 40 FB ; Canada, 2,25 \$ CAN ; Danemark, 9 F ; Côte d'Ivoire, 465 F CFA ; Espagne, 14 Ptas ; Grèce, 95 p.; Irlande, 2,20 £ ; Italie, 2,200 L ; Luxembourg, 42 FL ; Norvège, 14 Kron ; Pays-Bas, 2,75 FL ; Portugal, 170 Esc ; Sénégal, 450 F CFA ; Suède, 15 Kron ; Suisse, 1,90 Frs ; USA, 2 \$ ; USA, 2,50 \$.



## DÉBATS

# Un entretien avec Claude Allègre

« Le troisième millénaire donnera aux sciences de la Terre leur juste place »

« Dans votre livre *Economiser la planète, vous évoquez les risques croissants d'inondation. L'actualité vous a rattrapé...*

— Le cas de Vaison-la-Romaine présente des aspects très particuliers. Cela dit, il est exact de considérer que les inondations seront de plus en plus fréquentes. Or, en même temps, aux mêmes endroits, il y aura des problèmes de sécheresse. Car, aussi paradoxal que cela puisse paraître, inondations et sécheresses résultent d'un même phénomène qui est déjà à l'œuvre. Ce qui est en cause, c'est l'importance relative des deux trajets naturels de l'eau lors des gros orages : l'infiltration et le ruissellement. Dans un paysage constitué de sols épais, d'arbres feuillus à racines profondes qui fracturent la roche, une partie importante de l'eau de pluie s'infiltre dans le sol, puis le sous-sol, et va nourrir la nappe phréatique. A l'inverse, lorsqu'on se trouve en présence de sols minces, lessivés car trop riches en engrais, des plantations de résineux à racines courtes, dans des paysages aménagés, où les chemins sont goudronnés, l'eau ruisselle, se rassemble et, au lieu de nourrir la nappe phréatique, se déverse dans les lits de rivière en général des crues. C'est cette véritable mutation des paysages due à un excès d'aménagement qui est la cause première des inondations, et donc de l'appauvrissement des nappes phréatiques.

— Mais comment remédier à cela ?

— En changeant de politique dans l'aménagement de certaines zones. En combattant les effets de l'érosion, en modérant l'emploi des engrais chimiques, en plantant des chênes, des frênes, des hêtres, des érabes, des saules, des peupliers, des châtaigniers en lieu et place des sapins et cyprès de toutes sortes, en arrêtant le goudronnage systématique des chemins vicinaux et leur multiplication.

— Mais, même si cette politique était décidée aujourd'hui, il faudrait vingt ans pour en avoir les premiers effets ! A court terme, le seul remède pour lutter à la fois contre les inondations et la sécheresse sont les petits barrages de retenue, judicieusement implantés.

— Il ne vous a pas échappé que les barrages sont les bêtes noires des écologistes...

— Je le déplore. Cette attitude sans fondement scientifique est un exemple qui montre bien que l'écologie politique tire ses attitudes beaucoup plus de l'émotionnel que du rationnel. D'ailleurs, dans les pays qui ont connu l'écologie politique avant nous, elle a fait long feu. Plus de députés au Parlement suédois, très peu en Allemagne. Pourtant, dans ces pays, la conscience écologique reste vive chez les citoyens et dans les grands partis. Le déclin de l'écologie politique est dû à la contradiction interne qu'elle porte en elle : on ne peut se réclamer de la science (donc du progrès) et lui tourner le dos !

— L'exemple d'Al Gore aux Etats-Unis est intéressant. Ce n'est pas un militant écolo, comme le dit Lalonde, c'est un démocrate, conscient des problèmes écologiques, qui entretient des liens étroits avec la communauté scientifique et tient compte de son avis avant de prendre des positions politiques.

— Michel Serres prévoit que le XXI<sup>e</sup> siècle sera celui des sciences de la Terre. Cela doit vous réjouir ?



— Les géosciences sont des disciplines en plein renouveau, en pleine évolution. La tectonique des plaques est née il y a vingt ans, la géologie isotopique, vingt-cinq, l'observation spatiale, quinze, l'exploration océanique, trente. Il n'y a guère que cinq ou six ans qu'elles ont pris conscience de leur unité, que pour traiter, par exemple, les problèmes climatiques il fallait mettre en jeu météorologie, océanographie, glaciologie, écologie et qu'il était nécessaire d'utiliser aussi bien la géochimie isotopique des glaces ou des fossiles que l'observation par satellite. Cette conscience est encore limitée, et beaucoup de scientifiques de la Terre restent confinés dans des spécialisations étroites sans avoir conscience de cette évolution. Par exemple, un certain nombre n'ont pas encore réalisé que la dimension historique est indispensable pour comprendre la plupart des phénomènes terrestres.

« Nous entamons une nouvelle ère scientifique. »

— En somme, vous préchez, pour les sciences naturelles, ce que Braudel a défendu pour les sciences de l'homme. Sans histoire, point de salut !

— Ce qui fait l'originalité de la Terre comme système naturel, c'est l'échelle de temps dans laquelle elle

évolue : le millier, le million ou le milliard d'années, mais aussi les relations entre ces échelles. Un séisme libère en une minute l'énergie accumulée en cent, mille ou dix mille ans. Il est la manifestation de mouvements entre plaques qui durent depuis plusieurs millions d'années. On comprendra dans ces conditions que la méthode historique est la seule qui permet d'appréhender de tels phénomènes. Les enseignements que l'on peut extraire des sciences de la Terre dépassent de beaucoup les applications à l'environnement. Il s'agit de la compréhension de l'évolution de la nature, de son fonctionnement, de ses lois, de ses rythmes. Comme j'ai eu l'occasion de l'écrire, l'étude de cette histoire fait découvrir le règne de la contingence, de la physique des systèmes désordonnés, des lois de type chaotique (au sens de la théorie du chaos) créées par la combinaison de logiques simples associées successivement ou simultanément. Le rôle du temps imprévisible, l'histoire naturelle est un indispensable complément à la physique et à la chimie pour comprendre les lois de la nature, tout comme au ne peut espérer comprendre la société sans une perspective historique. Je me réjouis si le troisième millénaire donne aux sciences de la planète leur juste place. Place d'ailleurs dans un ensemble plus vaste.

— En fait, les enseignements que l'on peut tirer de l'essor des sciences de la Terre complètent très bien ceux qui résultent de l'extraordinaire essor de la biologie, de la chimie, de la physique et de la matière désordonnée. N'oublions pas que la théorie du chaos, les attracteurs étranges, toute cette nouvelle logique mathématique qui lie la notion de probabilité à un déterminisme non linéaire ont été initiés par des études d'astronomie de Poincaré au début du siècle, mais ont été ramenés à la surface des consciences scientifiques grâce, d'une part, aux travaux d'un météorologue, Edward Lorenz, travaillant sur la prévision du temps, et d'un ingénieur informaticien, Benoît Mandelbrot, qui a pris ses exemples dans la morphologie des côtes ou l'allure des massifs montagneux.

— Je crois que nous entamons une nouvelle ère scientifique où Aristote prend sa revanche sur Platon, où le déterminisme (y compris le déterminisme historique), qui a habité trop de têtes, vole en éclats, où le réel, l'analyse de la complexité, reprend sa place.

— Il faudra en tirer les leçons dans tous les domaines.

— Dans l'éducation, où la place des mathématiques et des exercices formels devra être réévaluée en baisse au profit des sciences d'observation modernes, qui n'ont plus rien à voir avec les vieilles lunes classificatoires, figées et purement descriptives, mais qui permettent de développer des qualités autres que l'abstraction algébrique et les raisonnements simplistes.

— L'observation du monde, les talents et l'intuition qu'elles demandent, la flexibilité et l'humilité intellectuelle qu'elles exigent reviennent au premier plan de la scène. Dans la manière de conduire les affaires du monde et dans l'économie au premier chef. Cette science devra admettre que la notion d'équilibre

n'a guère sa place dans la réalité, que le formalisme mathématique n'a aucun sens, quelle que soit sa complexité, s'il ne traduit pas la réalité du monde. La démarche de la physique théorique a séduit beaucoup de monde, pourtant elle apparaît de plus en plus, non comme l'archétype de l'étude scientifique, mais comme un particularisme, élitiste, éblouissant mais limité à la compréhension des systèmes simples.

— Lorsqu'on étudie l'évolution des distributions chimiques au cours des temps géologiques, lors de la formation de la Terre, des continents, des roches ou des minéraux, on constate qu'il existe une alternance où les éléments venant de diverses sources se mélangent, tendant par là vers une homogénéisation, une uniformisation, alors que, d'autres moments, ces mélanges homogènes se différencient en une série de sous-systèmes qui acquièrent une personnalité, une identité propre. L'uniforme créé par le mélange des particularités engendre, par différenciation, de nouveaux particularismes. N'est-ce pas troublant de voir que ces phénomènes d'alternance entre mélanges et différenciations peuvent permettre de décrire aussi l'évolution des langues, des cultures, des races ou des civilisations ? N'y a-t-il pas dans ces évolutions historiques des lois de comportement général qui englobent l'évolution des populations géologiques, évolution des populations biologiques ou évolution des cultures humaines ? Ce modèle n'est-il pas aussi riche et aussi porteur de réflexion que les simples formules mathématiques ?

— Mais les mathématiques, science du langage créatif, s'adaptent à leur tour et jouent leur rôle dans ce nouveau tourbillon de la science.

— Sans parler des progrès de la cognitique par lesquels nous apprendrions peut-être comment notre cerveau fabrique toutes ses représentations neuronales du monde.

— La quête de la connaissance semble pour l'instant sans fin. Dans ce tournant épistémologique, les sciences de la planète et de l'Univers, les sciences de l'histoire naturelle ont un rôle irremplaçable, et il me paraît juste que cela soit reconnu et pris en compte.

— Cependant, cela ne signifie pas que les sciences de la Terre doivent travailler désormais sous le regard scrutateur et le tintamarre des médias.

— Mais n'est-ce pas la situation de toutes les sciences qui jouent un rôle important dans l'élaboration de la connaissance ou dans l'évolution de la société : la rançon de la gloire ?

— Bien sûr, dès lors que les dépenses de recherche se chiffrent en milliards, il est normal que la société s'intéresse aux résultats d'une science. Mais elle développe son intérêt de diverses manières. En sciences des matériaux ou en informatique, on laisse travailler les chercheurs, on évalue les résultats, mais ils ne travaillent pas « sous pression ». En biologie, c'est déjà moins vrai. Grâce aux comités d'éthique divers, on se donne même l'air de ne pas trop gêner la recherche. Mais cela demande une vigilance de tous les jours, et les dérapages ne sont pas exclus. On le voit ces jours-ci. Les sciences de l'homme sont totalement

Claude Allègre, né en 1937, est professeur à l'université Paris-VII et président du Bureau de la recherche géologique et minière (BRGM). Ses recherches portent sur divers aspects des sciences de la Terre et des planètes.

Membre étranger de l'Académie des sciences des Etats-Unis, ses travaux lui ont valu de partager le prix Crafoord en 1986 (prix décerné par l'Académie des sciences de Suède pour les sciences non couvertes par le prix Nobel).

Engagé à gauche, il a été président du groupe des experts du Parti socialiste, puis conseiller spécial de Lionel Jospin au ministère de l'éducation nationale, où il a eu en charge le devenir de l'Université. Il a dirigé pendant dix ans l'Institut de physique du globe de Paris.

Il est l'auteur de plusieurs livres, dont le dernier s'intitule *Introduction à une histoire naturelle* (Fayard).

immergées dans la société, avec des résultats, disons... variables, voire discutables.

« Les sociétés modernes devront, dans l'avenir se doter d'une classe politique plus diversifiée. »

— Avez-vous, comme beaucoup de scientifiques, une prévention contre les sciences humaines ?

— Naturellement, j'ai beaucoup d'admiration pour les progrès faits dans les sciences humaines, et contrairement à ce que j'ai dit parfois ou assisté depuis vingt ans à l'émergence d'un nouveau champ scientifique original et fécond où se complètent histoire, sociologie, linguistique, ethnologie. Ces disciplines ont su développer une problématique originale, elles n'ont pas emprunté la voie de la modélisation mathématique systématique, comme certains les y engageaient, elles ont innové en empruntant plus à la logique et aux modes de raisonnement des sciences de la nature qu'aux mathématiques. Je souhaite à ce que ces disciplines, en évitant l'écueil que je vois poindre, qui est leur éloignement réciproque, que peut provoquer la nécessaire technicité spécialisée. Espérons qu'elles sauront éviter ce risque.

— L'économie, par contre, est à un stade beaucoup plus préoccupant. Elle a choisi d'investir beaucoup de travail et de talent dans la formalisation mathématique et, chemin faisant, elle a perdu contact avec le réel.

— En voyant cette « perversion de la démarche scientifique », je me demande parfois si ce n'est pas le résultat, d'une part, de la fascination qu'exerce sur l'économie la physique théorique (déduire tout à partir de quelques principes simples et d'une mathématique compliquée) ; d'autre part, de la pression considérable que la société fait peser sur les économistes. Pressés de toute part de tout expliquer, de tout prévoir, n'ont-ils pas tendance à privilégier la recherche de théories grandioses et universelles... mais inopérantes, plutôt que d'élaborer une méthodologie de va-et-vient entre modélisation et observation, démarche qui prend du temps mais qui est la seule qui permette le progrès scientifique ?

— En retour, quand on voit le résultat de leur influence sur les hommes politiques, et donc sur les politiques économiques suivies par nos pays, on ne peut que se demander si l'on n'est pas dans la « distorsion de l'ignorance », selon une formule qu'Adam Smith employait pour l'éducation.

— Je crains beaucoup une telle évolution pour les sciences de la planète. Quand l'entente tel ou tel leader écologiste donne son avis sur l'effet de serre ou le trou d'ozone, je trouve cela aussi incongru que de demander à Edouard Balladur ou Pierre Berégovoy s'exprimant sur l'utilité de poursuivre des recherches sur le

« boson de Higgs » sous prétexte que le CERN a un budget important.

— Est-ce que c'est pour cela que vous avez fait de la politique ?

— En un certain sens, oui.

— Je souhaite que, dans une société de plus en plus dominée par la science et la technologie, les scientifiques soient présents en plus grand nombre dans le monde des décideurs. Si cela avait été le cas, on aurait évité depuis vingt ans une série d'erreurs regrettables en matière de stratégie industrielle.

— Nous voilà revenu au vœux d'une politique des experts...

— Tout au contraire. Nous sommes dans une société politique qui fonctionne avec des experts. On croit qu'il y a, d'un côté, des problèmes techniques pour lesquels il y a une opinion objective et, d'un autre côté, des décisions politiques pour lesquelles il faut prendre des décisions, disons « éclairées ». Les experts donnent leur opinion technique, les politiques décident : cette vision est à mon avis erronée. Car on mélange tout, on dilue les responsabilités et on ne prend pas les bonnes décisions. L'exemple du sang contaminé en donne, hélas ! un douloureux exemple, mais je pourrais en citer bien d'autres, des inutilités expériences nucléaires au fameux plan informatique, en passant par le programme « composants électroniques », par exemple.

— En sciences, lorsqu'un problème est nouveau, la vérité n'est jamais dans le juste milieu. Il y a ceux qui ont raison contre les autres, et ceux qui ont tort. La difficulté, c'est que les novateurs, ceux qui ont raison, sont en général minoritaires, et c'est pour cela qu'ils sont récompensés et reconnus comme tels.

— Ce fait, fondamental, implique que les décideurs puissent juger sur le fond, puissent être capables de préférer l'opinion des minoritaires. Dans le futur, il ne pourra plus y avoir de décideurs qui ignorent le processus de création du savoir, d'innovation, et se contentent des connaissances livresques, fussent-elles scientifiques.

— Comment réformer la politique, puisqu'il s'agit, en définitive, de cela ?

— Actuellement, nous sommes dans une société politique de monoculture dominée par des gens qui ont été formés par l'accumulation de savoirs et motivés par la recherche du pouvoir. Ils n'ont aucune pratique de l'innovation, ils n'ont pas été sélectionnés pour cela. Les chercheurs, les innovateurs, ceux qui veulent faire, créer, et pas seulement les scientifiques, sont presque totalement absents du monde politique. Or, je crois que c'est une erreur que nous payons chèrement.

— Dans un monde qui change vite, il faut inventer de nouvelles solutions, imaginer de nouvelles stratégies. Appliquer les recettes que l'on a apprises ne suffit pas. La solution « raisonnable » est même souvent à l'échec ! C'est vrai dans tous les domaines. C'est ce que savent les chefs d'entreprise dynamiques, c'est ce que savent les architectes, les écrivains et les chercheurs. N'importe quel chercheur de talent pourra vous dire, après avoir examiné les vingt ans de Giscard puis de Mitterrand, que la politique économique pour la France ne consiste ni à faire de la désinflation compétitive ni de la dévaluation massive. Ces deux politiques « ne marchent pas ». Car elles conduisent à bâtir une société à deux vitesses dans laquelle le « stock » de pauvres et de chômeurs ne cesse de croître. Or, on continue à débattre, à gauche comme à droite, entre ces deux modèles, comme s'il n'y avait que cela. Cela me paraît être la meilleure preuve du manque d'imagination de la classe politique. Je dis bien : de la classe, car le système fonctionne de telle manière que si quelqu'un avait une idée, disons originale, elle serait écartée, laminée, au nom du bon goût, du bon sens ou de je ne sais quel conservatisme intellectuel. Dans les cercles politiques, on passe beaucoup de temps à faire des analyses, des commentaires sur la situation, et peu de temps à discuter de la solution pratique des problèmes qui se posent à la société. Comme il faut prendre des décisions, on confond le plus souvent imagination et improvisation.

— Les sociétés modernes devront, dans l'avenir, se doter d'une classe politique plus diversifiée dans sa composition culturelle, plus créative. Aussi, une telle élite dirigeante, profitant de sa complémentarité, pourra peut-être inventer des solutions nouvelles pour nous sortir d'une crise dont l'origine est tout de même paradoxale. Nous supprimons le travail grâce à la machine, rêvons des hommes depuis cinq millénaires, et nous ne savons pas distribuer les bienfaits de ce progrès.

Propos recueillis par JEAN-MARIE COLOMBANI

**INTERNATIONAL UNIVERSITY OF AMERICA**  
CALIFORNIA STATE APPROVED UNIVERSITY - A.C.S.S.P.  
**IUA** SAN FRANCISCO 220 Montgomery Street ■ San Francisco CA 94104

**Université à San Francisco,**  
spécialisée en management international, habilitée à délivrer les :

**Ph. D. Doctorate of Business Administration**  
for International Management  
■ Filière d'admission : Diplômés de l'enseignement supérieur en management : DEA - DESS - MBA...  
■ Programme résidentiel de 12 mois à San Francisco, au plus haut niveau du management international couronné par une thèse-dissertation de 2 ans hors résidence.

**MBA Master of Business Administration**  
for International Management  
■ Filière d'admission 3<sup>e</sup> Cycle : Ingénieurs, Pharmaciens, Médecins, DEA - DESS - IEP - Grandes Ecoles - Magistères, Maîtrises.  
■ Programme américain de 12 mois à San Francisco, unique dans son concept - une pédagogie interactive liée à l'expérience du projet professionnel - conduisant au MBA en Management International.

Informations et sélections pour l'Europe :  
17-25 rue de Chaillot, 75116 Paris  
Tél. : (1) 40 70 11 51

Communiqué par International University of America - San Francisco - CA  
Programme associé en A.E. ADAM HONG KONG

هنا من الوطن



ALLEMAGNE : perturbée par les autonomes

# La manifestation antiraciste de Berlin a rassemblé plus de 300 000 personnes

Plus de 300 000 personnes se sont retrouvées, dimanche 8 novembre à Berlin, pour prendre part, derrière le président de la République, M. Richard von Weizsäcker, le chancelier Helmut Kohl et la plupart des dirigeants politiques allemands, à une grande manifestation nationale contre le racisme et la violence. Cette manifestation, la première du genre en Allemagne depuis la guerre, a été perturbée en fin de parcours par quelques centaines d'autonomes qui ont obligé le président de la République à prendre la parole sous la protection des boucliers de la police.

BERLIN

de notre correspondant

Le président fédéral a appelé ses concitoyens à faire preuve de courage civique pour contrer les extrémistes. Il a par ailleurs évoqué dans son discours la commémoration, lundi

9 novembre, de la Nuit de cristal, au cours de laquelle les synagogues avaient été brûlées par les nazis en 1938, commémoration qui a pris cette année en Allemagne une résonance particulière.

« La dignité de l'homme est intangible », pour défendre l'article premier de la Constitution allemande, qui sert de mot d'ordre à la manifestation, des centaines de milliers de personnes, toutes tendances confondues, sont descendues dans la rue, ce week-end, à Berlin, mais aussi dans plusieurs autres villes allemandes. Pour l'Allemagne, c'était une nouveauté. Il avait fallu aux organisateurs des semaines d'effort pour briser la méfiance des leaders politiques et les obliger à mettre de côté leurs querelles habituelles.

Enfermé dans son provincialisme, la droite bavaroise, qui ne cesse de perdre du terrain au profit de l'extrême droite depuis la disparition de son chef charismatique, Franz Josef Strauss, a été finalement la seule à refuser de s'associer à ce grand élan national. Le ministre-pré-

sident de Bavière, M. Max Streibl (CSU), était le seul chef de gouvernement d'un Land à n'être pas présent.

## Interminables querelles

Interrogé sur l'impuissance des partis à mobiliser leurs troupes contre les manifestations de racisme, les dirigeants politiques se retranchaient jusqu'ici derrière une crainte de ne pas être suivis et de se retrouver seuls dans la rue. Il y avait pourtant une contradiction entre la capacité qu'avaient eue ces dernières années les foules à se mobiliser contre les Penning américains, contre la guerre du Golfe, pour les trente-cinq heures et l'impacabilité à le faire contre la résurgence d'une xénophobie et d'un racisme particulièrement inquiétant en Allemagne à cause de son passé. Perdus dans leurs interminables querelles pour savoir comment régler le problème de l'afflux des immigrants et demandeurs d'asile (plus de 350 000 attendus cette année), les partis donnaient l'impression d'avoir perdu de vue

l'essentiel. Il aura fallu la crainte d'une trop grave détérioration de l'image de marque de l'Allemagne à l'étranger, surtout après la proclamation du camp de concentration de Sachsenhausen, pour surmonter les inhibitions.

Le nombre des manifestants a largement dépassé les chiffres que les organisateurs avaient prudemment pronostiqués. Plusieurs trains et de nombreux cars étaient venus de toute l'Allemagne, mais on s'était aussi déplacé en masse de Berlin et de ses environs. Deux cortèges avaient été formés pour converger vers le centre historique de Berlin, sur la place du Lustgarten, à côté de laquelle se trouvait l'ancien château. Le premier, avec à sa tête le chancelier Kohl, le bourgmestre de Berlin, M. Eberhard Diepgen, était parti de l'ouest de la ville pour passer sous la porte de Brandebourg. Le second avait été formé devant l'église de Getsemani, symbole de la « révolution » pacifique de l'automne 1989 contre le régime communiste est-allemand. Il était conduit par le président von Weizsäcker, le président du Bundestag, M. Rita Süssmuth, le président du

Parti social-démocrate, M. Björn Engholm. On y voyait flotter les bannières du Parti chrétien démocrate, des sociaux-démocrates, des syndicats, de l'ancien Parti communiste de l'Est, celles aussi des anarchistes de toutes obédiences. On y retrouvait côte à côte le chef d'état-major des armées, le général Klaus Naumann, des responsables des Verts, des personnalités du monde des arts, comme le nouveau directeur de l'Opéra national de Berlin, le chef d'orchestre israélien Daniel Barenboim, entourés d'autonomes particulièrement bruyants, dont les sifflets recouvraient la marche silencieuse.

## Le président coupé

Cette unanimité contre la violence n'a pas été comprise de tous les participants. Le meeting qui clôturait la manifestation s'est achevé dans la confusion. Quelques centaines d'autonomes venus pour la plupart du quartier voisin de Kreuzberg ont coupé le président de la République pendant son discours. Ils étaient appuyés par d'autres manifestants de

gauche, venus avec des pancartes protester contre un changement de la Constitution sur le droit d'asile et dénoncer l'hypocrisie des partis politiques. « La gauche allemande doit encore apprendre que manifester ensemble ne signifie pas que tous les manifestants doivent penser la même chose sur tout », se lamentait lundi matin le Tagesspiegel berlinois, le quotidien proche des milieux alternatifs. A la conservation du public présent, les projectiles envoyés sur le président obligèrent celui-ci à parler sous une haie de boucliers pendant que la police s'efforçait de faire reculer les rangs des trouble-fête.

De tous les commentaires et des interviews télévisés, dimanche soir, il ressortait que l'Allemagne s'interrogeait plus que jamais sur sa violence. Le chancelier Kohl, qui avait été lui-même la cible de projectiles sous la porte de Brandebourg, a affirmé que ni lui ni son parti ne se laisseraient impressionner par les extrémistes, de droite comme de gauche.

HENRI DE BRESSON

# Alexandre Dubcek le résistant

Suite de la première page

A son retour il s'élève rapidement dans la hiérarchie : 1958 : premier secrétaire de la région de Bratislava ; 1960 : secrétaire du comité central tchécoslovaque ; 1962 : membre du présidium du PC de Slovaquie. Il semble alors parfaitement orthodoxe. Il lui arrive même de condamner le « nationalisme slovaque » et en toute circonstance, il marque son attachement à l'Union soviétique.

Déjà, cependant, il prend quelque distance. Ainsi, en 1965-1966, il soutient des écrivains attaqués par les services idéologiques. En même temps, il appuie les propos du professeur Ota Sik et des partisans d'une réforme économique. De plus en plus, il va se faire l'avocat de la Slovaquie, dont les revendications « nationales » étaient insupportables au président de la République, premier secrétaire du PC tchécoslovaque, Antonín Novotný.

La crise éclata à l'automne de 1967. Le pouvoir ne parvenait pas à imposer sa loi aux intellectuels en révolte. La Slovaquie ne supportait pas le joug ni les injures du dictateur pragoise. L'état lamentable de l'économie exigeait des réformes. Aucune amélioration n'était possible aussi longtemps que Novotný tenait les commandes.

## Du harcèlement au coup de force

Ménacé d'être mis en minorité au présidium, le premier secrétaire lança un appel au secours à Moscou. Brejnev lui-même vint à Prague en décembre 1967, mais ne fit rien. La question du pouvoir fut alors posée au comité central. La direction suprême était divisée en deux camps égaux, l'un pour Novotný, l'autre contre.

A situation inédite, procédure exceptionnelle : le comité central nomma une commission extraordinaire pour préparer le règlement et lui-même s'accorda une trêve de deux semaines pendant les fêtes de fin d'année. Quand il se réunit à nouveau, le 5 janvier, le dénouement était proche : Novotný avait perdu. Il fallait le remplacer par un de ceux qui avaient mené l'attaque contre sa politique et son comportement. On choisit celui qui semblait le mieux de conduire sans écart le changement dans la continuité, Alexandre Dubcek. Le temps qu'il

avait passé en URSS - le tiers de sa vie - ne garantissait-il pas sa « fidélité » ? Le nouveau premier secrétaire savait-il alors ce qu'il fallait faire pour redonner de l'élan au pays, à la fois révolté et apathique ?

Il n'avait d'autre programme que le retour au calme et la correction des excès du « culte de la personnalité ». Comment en quelques heures, avec des mots de trois fois rien, retourna-t-il la situation ? Un phénomène inconnu depuis le début des années 50 se produisit : le premier personnage du parti était populaire. Il ne disait pas grand-chose, mais les auditeurs croyaient enfin ce qu'il disait. Le « printemps de Prague » commençait en janvier. On entrevoyait un « socialisme à visage humain ». Déjà les sujets redevenaient citoyens.

Dubcek n'a pas la paternité des idées qui furent lancées en cette période. Quand aurait-il d'ailleurs eu le temps de penser, cet homme constamment harcelé par ses « frères » ? Si on compte les jours, les semaines qu'il lui fallut gaspiller pour s'expliquer devant les représentants de l'URSS et des autres pays communistes, on se demande comment il pouvait gouverner. Ce n'est certes pas lui qui dessinait ce nouveau « visage humain » du marxisme-léninisme, mais c'est lui qui provoqua l'explosion de liberté.

Les autres PC auraient dû lui en être reconnaissants : n'était-il pas en train de démontrer qu'un parti communiste au pouvoir était capable, en rejetant la dictature, de regagner les faveurs du public ? S'il y avait eu alors des élections libres, les candidats du parti de M. Dubcek auraient vraisemblablement obtenu la majorité. Mais les « frères » ne concevaient pas qu'on gouverne sans faire taire les « ennemis ».

## Réussite militaire et échec politique

Les pressions se faisaient de plus en plus fortes. A la fin du printemps, les armées du pacte de Varsovie organisaient en territoire tchécoslovaque d'interminables manœuvres, qualifiées d'exercices d'état-major. En juillet, tout le bureau politique tchécoslovaque était prêt de comparaître à Clermont-Ferrand, près de la frontière, devant le bureau politique soviétique. Dubcek s'engagea à ralentir le rythme des réformes et à

contrôler davantage ce qui se faisait, ce qui se disait ou s'écrivait dans son pays.

Etait-ce la fin du « malentendu » ? Brejnev et les siens avaient-ils embrassé Dubcek pour l'endorment et l'abaisse au moment où il ne s'y attendait pas ? Entre la rencontre de juillet et la fin de la nuit du 20 au 21 août, les deux bureaux politiques soviétiques avaient-ils accru la pression ? Ou encore se mit-on soudain à redouter à Moscou la renaissance d'une « petite entente » - car Tito et Ceausescu avaient été repus triomphalement à Prague ?

Les officiers soviétiques qui avaient participé aux exercices d'état-major s'étaient attendus. Ils avaient en leur poche de bien préparer l'invasion et beaucoup étaient à pied d'œuvre pour les succès des premières opérations. Les orthodoxes de la direction tchécoslovaque étaient dans la confiance. Les autres ne s'attendaient pas à cette catastrophe. Lorsque fut connue la nouvelle, le bureau politique s'écroula. Dubcek regretta-t-il alors de n'avoir jamais voulu envisager le pire ? Il se contenta de déclarer : « C'est une grande tragédie pour moi... J'ai consacré toute ma vie à ce combat pour la « Union soviétique ». Puis, il fut, avec d'autres, emmené prisonnier en URSS.

## Une juste revanche

L'invasion fut une réussite militaire, mais un échec politique. La direction qui aurait dû remplacer l'équipe Dubcek n'était pas prête. Les heures et les jours passaient et personne ne se sentait en mesure, en un tel moment, de remplacer le premier secrétaire. Il fallut rendre au prisonnier un statut d'homme d'Etat. Un statut provisoire pour un homme d'Etat en liberté très surveillée.

Dubcek dut sacrifier des compagnons qui avaient une position en flèche pour la démocratisation. Il prêcha la prudence à un peuple toujours prêt à l'écouter, mais décidé à tout, en toute circonstance, la république que lui inspirait l'envahisseur. Aussi longtemps que Dubcek tenait, - et il tenait, - l'espoir demeurait. Mais les incidents se multipliaient. L'équipe dirigeante unie en 1968 se désintéressa. Il y avait ceux qui se désintéressaient à la « normalisation » et ceux qui s'y refusaient.

Guustav Husak, un Slovaque qui avait été victime du « culte de la personnalité », réussit l'opération politique manquée six mois plus tôt par les néo-staliniens. Après une série d'incidents à l'occasion de la victoire sur l'URSS de l'équipe tchécoslovaque de hockey sur glace, il fit admettre au comité central que le premier

secrétaire devait être un homme fort pour éviter le drame. A la fin d'avril de 1969, Husak fut nommé premier secrétaire.

Et Dubcek ? Pendant quelques mois, il présida le Parlement. Puis, en décembre 1969, il fut nommé ambassadeur à Ankara. En juin 1970, il était rappelé à Prague. Il revint, mais refusa de se livrer à l'antécritique exigée.

Pendant des années, il vécut dans un faubourg de Bratislava, agent technique des eaux et forêts. On sut qu'il avait marqué son attachement à la défense des droits de l'homme et montré ses sympathies pour les signataires de la Charte 77. On eut connaissance aussi d'une longue lettre qu'il adressa le 28 octobre 1974 au Parlement tchécoslovaque et dans laquelle figure cette esquisse d'autoportrait : « Je suis un homme, bien qu'il soit un arbre déraciné, fait d'une grande résistance et d'une capacité de vivre dans des conditions difficiles. » Une résistance qui lui valut une juste revanche.

Pendant la « révolution de velours » de 1989, il fut acclamé par la foule de Prague, nommé député et président de l'Assemblée, élu enfin - lors des premières élections libres - au titre non du Parti communiste qui l'avait rejeté lorsqu'il pouvait le sauver, mais du mouvement de Václav Havel.

Après deux années passées à la tête du Parlement fédéral, Alexandre Dubcek, devenu au printemps dernier le président du Parti social-démocrate slovaque, avait été réélu de justesse député de la dernière Assemblée tchécoslovaque. Dernière Assemblée de l'Etat commun des Tchèques et des Slovaques en faveur duquel il a milité jusqu'à la fin.

BERNARD FÉRON

Il né le 27 novembre 1921 à Uhrovec (Slovaquie). Alexandre Dubcek émigre en URSS enfant, entre en tchécoslovaque en 1938 et milite au Parti communiste slovaque clandestin. A partir de 1945, il occupe diverses fonctions à la direction du PC slovaque, avant d'être élu député du parti en 1970 et délégué en 1971 de ses grades militaires.

Le 5 janvier 1968, Alexandre Dubcek devient secrétaire général du PC et se fait élire le promoteur d'un « socialisme à visage humain ». Arrêté le 21 août 1968 lors de l'entrée à Prague des chars soviétiques, il est emmené à Moscou, où il signe les accords de « normalisation », puis contraint de démissionner le 17 avril 1969. Jusqu'en octobre 1969, il est président du Parlement.

Nommé ambassadeur à Ankara en décembre 1969, Alexandre Dubcek démissionne du comité central du PC le 28 janvier 1970, avant d'être révoqué en mai. Revenu à Bratislava, où il devient employé forestier, il est exclu du parti en juin 1970 et délégué en 1971 de ses grades militaires.

A la retraite depuis 1982, il revient à Prague lors de la révolution de 1989. Elu en décembre de la même année président du Parlement tchécoslovaque, il avait pris la tête du parti social-démocrate slovaque (SDS) et a été réélu à ce titre député de l'Assemblée fédérale en juin dernier, tout en exerçant la présidence. Depuis 1990, Alexandre Dubcek vit avec sa femme à Prague.

## ITALIE

# M. Craxi propose M. Amato pour lui succéder à la tête du PSI

Le secrétaire du Parti socialiste italien (PSI), M. Bettino Craxi, a annoncé, samedi 7 novembre, qu'il envisageait de se retirer, sans préciser la date de sa démission. Il a désigné pour sa succession le chef du gouvernement actuel, M. Giuliano Amato.

M. Craxi, qui est à la tête du PSI depuis plus de seize ans, est contesté depuis plusieurs mois par son ex-

dauphin, M. Claudio Martelli, ministre de la justice. Ce dernier avait demandé, la semaine dernière, la démission de l'ensemble de la direction, pour entamer la rénovation du parti (le Monde du 20 octobre et du 2 novembre). M. Craxi, sans toutefois le nommer, a vivement attaqué M. Martelli, en déclarant qu'il faut « renvoyer les chèvres dans leur tanière ». - (AFP)

# LA SPLENDEUR D'HIPPOCRATE

Justice est aujourd'hui rendue à celui qui sut préserver, aux frontières de la religion, l'indépendance de son art.



654 p.  
170 F

Une belle et riche étude.

Pierre Chuvp, Le Monde

Emile Littré, qui fut traducteur d'Hippocrate, aurait été enchanté de la biographie de l'auteur du fameux « Serment ».

André Rollin, Le Canard Enchaîné

Un ouvrage passionnant.

Le Journal du Dimanche

Un des grands intérêts du livre de J. Jouanna est de comparer sans cesse les enseignements, les conceptions, l'épistémologie d'Hippocrate aux autres branches du savoir contemporain.

Jean-Claude Schmitt, Libération

l'Histoire  
chez  
FAYARD



## EUROPE

L'arrivée à Lyon de plus de sept cents enfants bosniaques

## Dragan, le cœur au chaud

947 réfugiés bosniaques, dont 740 enfants, pris en charge par l'association humanitaire Equilibre dans les régions de Mostar et de Zenica, sont arrivés, samedi 7 novembre, à Lyon. Après une nuit passée dans un hall d'Eurexpo, ces femmes et ces enfants sont repartis dans dix-sept régions pour être accueillis, huit mois durant, par des familles françaises.

LYON

de notre bureau régional

Dragan a voulu faire la guerre. « J'ai essayé pendant quinze jours, et puis j'ai compris que je n'étais pas fait pour ça », avoue-t-il. Dragan a dix-sept ans et une ombre de moustache, mais comme son frère, Toni, quinze ans, il paraît nettement moins que son âge. Assis sur le bord d'un des mille lits de camp alligés dans la gigantesque halle n° 1 d'Eurexpo, l'adolescent ne ramène pas de regret. S'il s'est résolu à laisser son père et son frère aîné — qui se battent toujours contre les Serbes, — c'est d'abord pour aider sa mère à porter sa petite sœur, Senjica, neuf ans, paralysée des deux jambes, durant les quatre jours d'un éprouvant voyage. Et après.

S'il parle le français, c'est parce qu'il a passé ses premières années à Arles. Il explique que sa petite sœur a été opérée à l'hôpital de Montpellier et, espère bien que c'est vers cette région qu'ils seront tous les quatre dirigés. « C'est beau, Montpellier ? » Tellement beau qu'il aimerait y étudier afin de devenir architecte. Après, il retournerait chez lui, quand tout serait fini, là-bas.

en Bosnie, pour reconstruire. « Chez lui », c'est à Travnik, au nord-ouest de Sarajevo. La vie y était devenue infernale : surpopulation de réfugiés venus des alentours, pénurie alimentaire, menace permanente de bombardements, usines fermées, magasins déserts, rapprochement constant du « front », imminence des grandes froides. Lorsque la décision de partir fut prise, c'est le soulagement qui prévalut chez les mères qui portaient comme chez les pères qui restaient.

27 000 propositions d'accueil

A travers le brouillard qui noie les parkings d'Eurexpo, le bout de l'œil a quelque chose d'irréel. Mais à l'intérieur du palais-refuge la solidarité est évidente. Avec leur brassard de couleur, les secouristes, les interprètes, les médecins, les salariés d'Equilibre et la cohorte des bénévoles s'activent pour guider, installer, réconforter les réfugiés. Un célèbre traiteur lyonnais s'apprête à faire servir mille repas chauds, tandis que les équipes médicales examinent quelques nourrissons et que des bénévoles distribuent des pulls et des chaussures de récupération.

Equilibre, cette PME humanitaire qui, malgré les polémiques (*Le Monde* du 24 octobre), n'en finit pas de lancer des opérations comme l'on « monte des coups », est en pleine action. Le premier bilan de son président, Alain Michel, est optimiste. « L'opération Mille enfants à l'abri a coûté environ 7 millions de francs. Si nous trouvons les moyens nécessaires, nous la renouvelerons. Comme nous avons reçu quelque 27 000 proposi-

tions d'accueil de la part de familles, c'est le tri qui a été le plus délicat. Maintenant, les conseils régionaux, des milliers de travailleurs sociaux et de médecins vont nous aider à assurer la suivi des réfugiés qui, dans huit mois, regagneront un pays où, au moins, des structures d'accueil auront été aménagées (...). Pour moi, il s'agit simplement d'assistance à personnes en danger. »

Seul représentant des familles d'accueil, qui devaient attendre le lendemain pour réceptionner leurs réfugiés, un petit groupe de femmes, venues de Pont-de-Vaux, dans l'Ain, raconte sa démarche. « Nous nous sommes retrouvées à plusieurs, militantes d'associations du canton ou simples mères de famille, pour former une sorte de comité d'entraide et louer un petit appartement dans lequel nous devons accueillir une maman et ses trois enfants âgés de sept, douze et quinze ans. En nous relayant, nous sommes sûres de tenir et d'être efficaces. » Pour lutter contre l'isolement, des contacts sont déjà envisagés avec six familles de Replonges (Ain) qui recevront aussi six enfants et trois mères.

Police de l'air et des frontières oblige, les réfugiés accueillis en Rhône-Alpes doivent passer la nuit dans l'enceinte d'Eurexpo. La fièvre médiatique du 20 heures est passée, les politiciens se sont écartés, et autour des lits de camp, la rumeur plurielle s'apaise. Déjà, la tête appuyée sur un sac fluo marqué « Europe », un petit garçon s'est endormi. Pour lui, la guerre est doublement finie.

ROBERT BELLERET

## Recrudescence des combats en Bosnie-Herzégovine

La Bosnie-Herzégovine a connu, dimanche 8 novembre, une recrudescence des combats, au lendemain de l'annonce de l'intention de Washington de renforcer les sanctions économiques contre la Serbie. Une violente offensive serbe contre la ligne de défense de Mostar (75 kilomètres au sud de Sarajevo) a été suivie d'une contre-offensive des unités du Conseil croate de défense (HVO), au cours de laquelle plusieurs combattants ont été tués et blessés des deux côtés, selon des sources bosniaques. De leur côté, des responsables des Nations unies à Sarajevo ont fait état de violents bombardements, dimanche, de l'artillerie serbe contre Mostar, qui ont contraint un convoi humanitaire destiné à la capitale bosniaque assiégée par les Serbes à rebrousser chemin.

Les Serbes ont également resserré leur étau autour de la ville stratégique de Gradacac (nord de la Bosnie). A Split (Croatie), cinq cas de typhus ont été décelés parmi des réfugiés venant de Jajce (Bosnie centrale), ont indiqué des sources hospitalières, qui craignent une épidémie parmi les centaines de réfugiés arrivés dans cette ville portuaire. — (AFP)

Le président yougoslave opéré de la prostate. Le président de la fédération yougoslave, réduite à la Serbie et au Monténégro, M. Dobrica Cosic, a subi, dimanche 8 novembre, une opération de la prostate, a rapporté l'agence Tanjug, qui qualifie son état de « stationnaire ». Agé de soixante et onze ans, M. Cosic avait été hospitalisé pour des examens médicaux le mois dernier après avoir participé à des négociations de paix sur l'ex-Yougoslavie à Genève. — (Reuters)

## BELGIQUE : à l'occasion d'un colloque à Mons M. Chevenement a rendu visite aux « rattachistes » wallons

MONS

de notre envoyé spécial

C'est par une vibrante *Marseillaise* que s'est achevé, samedi 7 novembre à Mons, un colloque intitulé « La Wallonie, la France, la République » à l'occasion du deux centième anniversaire de la bataille de Jemmapes, à l'issue de laquelle les troupes commandées par Dumouriez et opposées aux Autrichiens soulevèrent la Belgique à la France (situation qui dura jusqu'à la défaite de Neerwinden en mars 1793).

L'invité d'honneur des « rattachistes », ces quelques milliers de Belges qui militent au sein d'un Mouvement wallon pour le retour à la France, était M. Jean-Pierre Chevenement, accompagné de l'écrivain Philippe de Saint-Robert et de M. Jacques Legendre, chargé de la francophonie au RPR, sénateur, conseiller régional du Nord-Pas-de-Calais.

M. de Saint-Robert n'a pas dissimulé ses sentiments : « Les traités qui ont figé les choses dans le passé ne sont pas éternels. » Tenant apparemment compte de l'agacement

RUSSIE : Le 75<sup>e</sup> anniversaire de la Révolution d'octobre

## Même la place Rouge n'était pas au rendez-vous

MOSCOU

de notre envoyé spécial

Grand seigneur, le maître de Moscou, M. Iouri Loukatchev, aussi autorisé une manifestation de cent mille personnes dans le centre de la capitale. M. Boris Eltsine, pour sa part, avait décidé que le 7 novembre, date anniversaire du déclenchement de la Révolution d'octobre, continuerait à être commémoré « par respect pour des millions de gens dans le pays ». Quant à Mikhaïl Gorbatchev, il estimait que le 7 novembre « n'est pas une grande date ». Pourtant, ils ne furent pas plus de dix mille, samedi, pour saluer « ce grand jour qui a ouvert une nouvelle ère dans l'histoire de l'humanité ».

S'il manquait la foule incommensurable des commémorations « d'avant », manquait aussi le cadre prestigieux de la place Rouge. L'assaut du calendrier ou plutôt des « cosmopolites » : la place est, en effet, fermée depuis quelques jours pour cause de réfection. Seuls les responsables des différentes organisations présentes ont pu ainsi déposer des gerbes devant le mausolée de Lénine.

Pour le reste, la fête fut, une fois encore, bien triste. Un drapeau soviétique hissé sur un mât de fortune, « l'Internationale » reprise en chœur par la foule, et les orateurs, juchés sur un camion digne des films d'Eisenstein, s'en prirent, comme autant de flammes, à tous ceux, de Gorbatchev à Eltsine, qui ont « vendu leurs pays à la bourgeoisie criminelle, aux agents secrets et à la CIA ». Staline fut particulièrement

à l'honneur : « Prononcez le nom de Staline, et les ennemis du peuple courent comme des rats ! » lança un orateur.

Un peu à l'écart, le leader nationaliste Vladimir Jirinovski, lui aussi installé sur un camion, haranguait quelques centaines de personnes et réclamait le retour de la Russie dans ses frontières de 1900. « Nous aussi, comme les communistes, nous sommes pour la renaissance de notre pays, explique un jeune étudiant, et puis, nous, nous n'aurons pas trahi nos frères serbes ».

Un Japonais prend, consciencieusement, photo sur photo. Ce n'est pas un touriste, mais l'envoyé d'une ligne communiste de Tokyo. La pauvre tremble de froid. Ses photos seront floues. A l'image, sans doute, d'une nostalgie aux couleurs glauques d'un passé criminel.

JOSÉ-ALAIN FRALON

Visite officielle de M. Boris Eltsine en Grande-Bretagne. — Le président russe a quitté Moscou, lundi matin 9 novembre, pour Londres, où il doit faire sa première visite officielle, a rapporté l'agence Itar-Tass. Avant son départ, M. Boris Eltsine a déclaré à un groupe de journalistes qu'il attendait « beaucoup » de cette visite. Outre le traité bilatéral d'amitié que doivent signer les deux parties, Moscou compte obtenir une ligne de crédit britannique de 448 millions de dollars, accordée par des investisseurs privés mais garantie par le gouvernement britannique. — (AFP)

## M. Gorbatchev autorisé à voyager

M. Mikhaïl Gorbatchev s'est rendu, à Berlin, dimanche 8 novembre, après le levée de l'interdiction de visa qui le frappait en raison de son refus de témoigner devant la Cour constitutionnelle. Le mois dernier, il n'avait pas été autorisé à se rendre en Italie, même s'il avait pu, par mesure exceptionnelle, assister à Berlin aux obsèques de Willy Brandt.

« Cette interdiction de voyager n'a été qu'un incident absurde, ridicule, et je pense que cela ne se reproduira plus », a-t-il déclaré aux journalistes avant son départ pour la capitale allemande, dont il doit recevoir le diplôme de citoyen honoraire. M. Gorbatchev a aussi défendu l'ancien dirigeant allemand Erich Honecker, qui doit être jugé à partir de jeudi pour avoir ordonné le meurtre d'Allemands qui tentaient de franchir le mur de Berlin. « D'abord, a-t-il dit, nous devons nous rappeler que Honecker a été persécuté par les nazis. Deuxièmement, il a beaucoup fait (pour) l'idée qu'une guerre ne devrait plus jamais venir du territoire allemand. » — (Reuters)

## Un « certain désintérêt » de la France ?

Un autre intervenant était M. Valmy Fiaux, vice-président du PS, ancien président de la Communauté française, une institution belge — contrairement à ce que son nom laisse croire — qui est chargée des intérêts des francophones wallons et bruxellois, notamment en matière de culture et d'éducation. M. Fiaux s'est borné à souhaiter une meilleure coopération avec Paris. « La France, a-t-il estimé, manifeste souvent un certain désintérêt pour notre évolution institutionnelle visant à nous dégager de l'emprise belgo-flamande. » Et de citer une question législative qui lui a été posée à propos de la Communauté française, mise en place par la Constitution belge : « Combien de Français avez-vous dans votre association ? » Son interlocuteur était « une haute personnalité française ». Qui ? lui avons-nous demandé. Un ministre ? Réponse : « Plus haut qu'un ministre. » Il reste aux divers intéressés trois semaines pour étudier les fiches avant la réception du roi des Belges à l'Elysée.

JEAN DE LA GUÉRIÈRE

## NORVÈGE

## Les travaillistes favorables à la CEE

Par 182 voix contre 106, le Parti travailliste norvégien (au pouvoir) s'est prononcé, dimanche 8 novembre à Oslo, en faveur de l'adhésion de la Norvège à la CEE, au cours de son congrès annuel.

Selon des sources informées, le gouvernement minoritaire de M<sup>me</sup> Gro Harlem Brundtland devrait donc présenter une demande d'adhésion à la CEE à la fin du mois. La Norvège pourra ainsi estimer les négociations avec la CEE à peu près en même temps que la Suède et la Finlande.

Selon un sondage publié le 9 novembre par le quotidien *Dagbladet*, 55 % des Norvégiens sont actuellement hostiles à l'adhésion de leur pays à la CEE. Seuls 35 % y sont favorables. Un référendum sera organisé sur la question au cours du deuxième semestre 1994, à l'issue des négociations avec Bruxelles. D'autre part, les travaillistes ont élu à leur tête M. Thorbjørn Jagland. Agé de quarante-deux ans, il succède à M<sup>me</sup> Harlem Brundtland, qui avait démissionné la semaine dernière pour des raisons personnelles. — (AFP, Reuters)

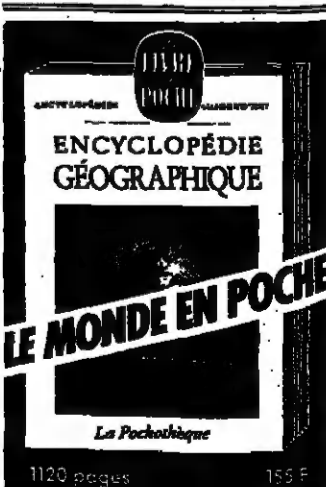
Désormais chaque semaine  
Le Monde  
HEURES LOCALESconsacre 8 pages  
à la vie régionale

L'actualité des collectivités territoriales  
Un tour de France des cités  
Le dossier de la semaine  
L'Île-de-France...

Avec les informations pratiques,  
les débats, les livres.Chaque week-end, un cahier séparé  
avec des pages couleur,  
pour mieux connaître la vie locale

RENDEZ-VOUS LE SAMEDI 14 NOVEMBRE

(numéro daté dimanche 15-lundi 16 novembre)

ESPRIT  
novembre 1992Questions  
d'après Maastricht...Le numéro : 75,00 FF - Abonnement 1 an (10 numéros) : 520 FF  
212, rue Saint-Martin, 75003 PARIS - Tél. : 48 04 08 83Yves Mény  
William Flait  
Patrick Viveret  
Pierre Valerenberghe  
Michael Walser



## AFRIQUE

# Tunisie : un régime monocolore

Cinq ans après l'arrivée au pouvoir de l'« homme du changement », la vie politique reste en panne, alors que le président Ben Ali se targue d'avoir vaincu les islamistes

LIBÉRIA : lors d'un sommet à Abuja

Les Etats d'Afrique de l'Ouest se sont alignés sur la position « dure » du Nigeria

Sept chefs d'Etat de la Communauté économique des Etats d'Afrique de l'Ouest (CEDEAO), parmi lesquels le président Gbagbo, M. Félix Houphouët-Boigny, et le président burkinabé, M. Blaise Compaoré, réunis samedi 7 novembre à Abuja, au Nigeria, ont adopté la position du pays hôte à l'encontre du Front national patriotique du Libéria (FNPL) de M. Charles Taylor. La force armée africaine d'interposition, l'ECOMOG, a reçu carte blanche pour imposer à M. Taylor le respect d'un cessez-le-feu à compter du mardi 10 novembre à minuit.

Dans leur communiqué final, les chefs d'Etat du comité de suivi de la CEDEAO ont appelé à une contribution de tous les pays de la Communauté à l'ECOMOG, désormais reconnue comme force de maintien de la paix chargée de faire appliquer le cessez-le-feu. Jusque-là, le Nigeria, le Burkina-Faso, la Côte-d'Ivoire et le Togo n'ont pas fourni de troupes à l'ECOMOG. Une participation de ces pays à la force d'interposition pourrait hâter la résolution de la crise, dans la mesure où M. Taylor a souvent répété qu'il ne lui serait pas convenue tant qu'elle ne serait composée que de représentants de pays « hostiles » à sa cause.

Le président nigérian, M. Ibrahim Babangida, partisan avec le Ghana et la Guinée de la « manière forte » à l'égard de Charles Taylor, a donc finalement obtenu gain de cause face à certains de ses partenaires, comme le Burkina-Faso, dont le ministre des affaires étrangères, M. Thomas Sanou, avait implicitement traité samedi le Nigeria de « va-t-en-guerre ». Le président Compaoré a signé le communiqué final d'Abuja, et M. Sanou a laissé entendre, dimanche, que son pays pourrait contribuer militairement à l'ECOMOG.

La position adoptée par les sept chefs d'Etat présents à Abuja (Nigeria, Burkina-Faso, Côte-d'Ivoire, Ghana, Guinée, Nigeria et Togo) constitue une victoire pour le Nigeria, mais les Etats-Unis y sont pour beaucoup. Washington a exercé une influence déterminante en rappelant jeudi son ambassadeur au Burkina-Faso, et en faisant officiellement savoir que le nouvel ambassadeur burkinabé aux Etats-Unis n'était pas le bienvenu. Les ministres des affaires étrangères des neuf pays du comité de suivi doivent maintenant demander au Conseil de sécurité de l'ONU de rendre exécutoires les sanctions contre M. Taylor par l'ensemble de la communauté internationale. Ces sanctions devaient se traduire par un blocus de toutes les voies d'approvisionnement utilisées par le FNPL. (AFP)

TUNIS

de nos envoyés spéciaux

Parade à la Jean-Paul Gonde pour mettre en perspective, dans l'histoire trois fois millénaire du pays, l'ère nouvelle dont la Tunisie était, samedi 7 novembre, le cinquantième anniversaire : le président Ben Ali, l'« Homme du changement », a assisté à cette revue à grand spectacle, organisée dans le quartier du Lac - le Tunis de l'an 2000 - avec un grand luxe de mesures de sécurité et devant une assistance triée sur le volet. Cette fête en quinze tableaux s'achevait par l'évocation, à la nuit tombante, du « malaise créé par le long crépuscule » de M. Habib Bourguiba, le père de l'indépendance, et la célébration, aux flambeaux, de la renaissance d'une « démocratie de citoyens adultes et libres ».

Cinq ans après le « coup d'Etat médical » de M. Ben Ali, il y a encore loin de la coupe aux lèvres. Réve évanoui ? « La lutte contre l'intégrisme a bouleversé l'ordre des choses », convient-on dans les milieux du pouvoir, où l'on assure que « ce problème est maintenant réglé ». Il l'a été, au mois d'août dernier, par la condamnation de deux cent soixante-cinq militants du mouvement clandestin Ennahda à des peines allant d'un an d'emprisonnement à la détention à perpétuité. Il l'a été aussi, beaucoup plus discrètement, depuis de longs mois, par des arrestations de centaines de suspects qui ont eu maille à partir avec les tribunaux correctionnels. C'est, au total, près de trois mille islamistes - ou considérés comme tels - qui sont, aujourd'hui, sous les verrous.

« On arrête encore quelques suspects entraînés au Soudan », affirme-t-on dans les milieux officiels, qui se félicitent de voir d'anciens détenus intégristes « reconnaître leurs erreurs » et « aider même à recueillir des informations ». Si beaucoup de Tunisiens sont prêts à porter au crédit du pouvoir cette mise au pas des islamistes, qui s'est faite sans trop de casse, ils se gardent bien de crier victoire. « Nous sommes sortis du tunnel, mais nous pouvons, à tout moment, y rentrer », insiste un universitaire. Et d'évoquer le combat incertain que mènent, contre leurs « barbus », les autorités algériennes et égyptiennes, le prosélytisme du Soudan (« un outil aux mains de l'Iran »), et surtout, l'existence, dans le pays même, de réseaux souterrains qui, sous couvert d'œuvres sociales au bénéfice des prisonniers, sont susceptibles de maintenir le contact avec leurs proches.

Vraie préoccupation ou simple alibi ? Toujours est-il que, sur le terrain proprement politique, le « changement » n'a pas encore eu lieu, et qu'il semble même, malgré

les discours officiels, sans cesse renvoyé aux calendes grecques. La Tunisie offre ainsi le spectacle d'un pays où le Parlement est monocolore, l'opposition inconsistante, le syndicat sans vigueur, les médias domestiqués, et dans lequel - dernier avatar - la Ligue des droits de l'homme n'a apparemment plus d'existence légale, depuis l'entrée en vigueur, au mois de juin dernier, d'une nouvelle loi sur les associations.

« Se libérer d'années de frustrations »

« Le président est conscient que la vie politique est en panne », disent ceux qui s'emploient à donner de la Tunisie une image apaisante. M. Ben Ali avait annoncé, à la mi-octobre, devant le comité central du Rassemblement constitutionnel démocratique (RCD), le parti au pouvoir, que « la page de l'extrémisme est définitivement tournée » et que s'en ouvre une autre, celle de « la concrétisation du pluralisme ». Mais, dans un discours-bilan prononcé samedi et gonflé d'autosatisfaction, le chef de l'Etat n'est guère sorti des généralités, sauf à répéter qu'un nouveau mode de scrutin est à l'étude afin de favoriser l'émer-

gence d'une opposition au sein du futur Parlement.

« Après trente ans de monopartisme, on ne pouvait pas s'imaginer que tout allait changer en un tournemain », résume M. Faïza Bacouche, députée de Tunis-Nord, pour avouer aussitôt qu'« un Parlement monocolore est lourd à assumer ». D'aucuns, au sein même du pouvoir, avancent, sans vraiment y croire, l'idée que les élections législatives prévues en 1994 pourraient être avancées de quelques mois, que, grâce aux vertus d'un scrutin majoritaire mixte de proportionnelle, l'opposition pourrait disposer, dans le futur Parlement, d'une minorité de blocage. Et de rêver tout haut d'une « Chambre dans laquelle les députés retrouveront d'autant mieux leur punch qu'ils auront à se libérer d'années de frustrations ».

Vues de l'esprit, semble-t-il. Cet exercice d'« enrichissement de la vie publique » paraît, en effet, devoir trouver très vite ses limites, puisqu'il se place dans le cadre d'un régime d'un Etat-parti. Héritier du Parti socialiste destourien (PSD), l'ancien parti unique, le RCD, dont M. Ben Ali assure la présidence, argue ainsi de sa « légitimité historique ». Les dirigeants du RCD ne font pas mystère de leur intention de continuer, quoi qu'il arrive, à exercer « confortablement » le pouvoir. Aux yeux de M. Ben

Ali, la représentation parlementaire de l'opposition devra être à l'image de son influence réelle dans le pays, ce qui, dans le contexte actuel, n'annonce pas un bouleversement de l'échiquier politique. Dans l'esprit des cadres du parti au pouvoir, il s'agit de laisser leurs adversaires « exploiter les restes », en leur recrutant leur clientèle dans les rangs clairsemés des « éternels mécontents ».

Le souci d'encadrer la liberté d'expression

Aucune des six formations aujourd'hui reconnues de l'opposition ne représente une quelconque menace pour le pouvoir, voire une simple gêne. Beaucoup de leurs responsables sont, en effet, issus du même terrain politique, celui de l'ancien parti unique. M. Ben Ali et les siens n'ont donc guère à redouter les éventuels écarts de conduite d'adversaires plus ou moins marginalisés. N'a-t-on pas récemment entendu M. Mohamed Moada, président du Mouvement des démocrates socialistes (MDS), applaudir des deux mains le discours très militant du chef de l'Etat devant le comité central du RCD ?

Pas davantage que l'opposition,

les médias ne servent d'utile contrepoids aux appétits dévorants des apôtres du « changement ». La nécessité pour les journalistes de « placer l'intérêt supérieur du pays au-dessus de tout autre considération », comme l'a rappelé M. Ben Ali, dissimule mal son souci d'encadrer la liberté d'expression. Comment croire à cette « mutation radicale du paysage médiatique » dont s'est vanté le chef de l'Etat ? Le culte de la personnalité pratiqué par les gens de presse ne serait-il que banal excès de zèle ? Et les dénonciations calomnieuses de journaux soit-disant indépendants l'annonce des généraux que simple dérapage ?

Faire du neuf avec un personnel politique qui, pour l'essentiel, a servi sous les ordres de M. Bourguiba est une gageure. Il reste que cette ambition d'ouvrir des espaces de liberté se heurte aussi à l'obsession - pas tout à fait vaine - de M. Ben Ali et des siens de voir la « vermine islamiste » s'engouffrer dans la moindre brèche. Le credo du pouvoir se résumerait-il, comme l'écrivait récemment la Presse, le quotidien gouvernemental, à créer un climat de sécurité afin de permettre aux Tunisiens « de travailler mieux et donc de produire plus » ?

JACQUES DE BARRIN et MICHEL DEURÉ



Decentralisation : le Choix de l'Urbanisme

**A 300 km autour de la métropole lilloise 100 millions de consommateurs vous attendent. Qui peut en dire autant ?**

Entre nous, c'est fou ce que l'on dénombre comme « Carrefours Européens » ces derniers temps. Mais si les chiffres sont têtus, la géographie ne l'est pas moins. A la croisée de tous les axes routiers, maritimes, fluviaux et aériens de l'Europe de l'Ouest (Paris, Londres, Rotterdam, Cologne), la métropole lilloise est au centre du plus important bassin de population de l'Europe. Près de tout et prête pour tout, la métropole lilloise entend bien jouer un rôle majeur dans l'Europe de

l'économie et des échanges, de l'entreprise et du développement. Avec ses 1 100 000 habitants, il va falloir compter avec la métropole lilloise, comme vous pouvez compter sur elle pour prendre dès aujourd'hui la pole position sur votre marché. Mais plutôt que des mots vous attendez des preuves, alors appelez-nous ! Contact : Agence pour la promotion économique de la métropole.

Tél: 20 74 97 74

Communauté Urbaine de Lille

**Métropole Lilloise**

La Métropole Position

## ANGOLA

La trêve reste fragile entre les forces gouvernementales et l'UNITA

Le secrétaire général adjoint des Nations unies, M. Marrack Goulding, devait poursuivre ses efforts en vue de rencontrer M. Jonas Savimbi, le chef de l'Union nationale pour l'indépendance totale de l'Angola (UNITA), lundi 9 novembre, afin de discuter de la trêve fragile conclue avec le Mouvement populaire pour la libération de l'Angola (MPLA, au pouvoir). M. Goulding, qui s'est entretenu samedi avec le président José Eduardo dos Santos, avait espéré se rendre dimanche à Huambo, la capitale des hauts plateaux, où s'est réuni le chef de l'UNITA. Mais, selon la représentante de l'ONU en Angola, M. Savimbi n'a pas donné de réponse.

Après la flambée de violences déclenchée par l'UNITA, qui a fait plus de deux mille morts en sept jours, la trêve négociée par l'ONU est respectée à Luanda et dans les provinces limitrophes, mais la tension reste vive. Des accrochages ont eu lieu samedi à Viana, au sud-est de la capitale, ainsi que dans la province centrale de Malanje, selon des représentants d'organisations humanitaires.

Des avions militaires sud-africains auraient « violé » l'espace aérien angolais du 29 octobre au 2 novembre, afin de transporter des armes au « quartier général » de l'UNITA, à Jamba, dans le sud du pays, selon un communiqué des Forces armées angolaises (FAA), publié samedi à Luanda. Le même jour, le ministre sud-africain des affaires étrangères a répété que son pays n'a pas l'intention d'aider l'UNITA à conquérir le

pouvoir par la force. Le ministre angolais des affaires étrangères, M. Pedro de Castro Van-Dunen, avait affirmé la veille que son homologe sud-africain, M. Fik Botha, qui a récemment offert plusieurs millions de médailles en Angola, y était désormais persona non grata. Enfin, l'agence Iran-Tass a annoncé samedi à Moscou que vingt et un des cinquante-cinq techniciens russes enlevés mercredi par l'UNITA avaient été libérés. (AFP, Reuters)

## GHANA

Les listes électorales auraient été « gonflées »

Le président de la commission nationale électorale, M. Josiah Offor-Boateng, a exclu, dimanche 8 novembre, toute révision des listes électorales avant les élections législatives prévues pour le 8 décembre, malgré les menaces de boycottage de l'opposition. L'ensemble des observateurs étrangers présents lors de l'élection présidentielle du 3 novembre ont estimé que le fichier électoral avait été « gonflé », puisqu'il recense plus de 8 millions de noms, alors que, statistiquement, il ne devrait en compter que 6,2 millions. Le climat au Ghana est extrêmement tendu depuis la victoire de M. Jerry Rawlings à l'élection présidentielle (le Monde du 7 novembre). Trois attentats à la bombe ont eu lieu dans le courant de la semaine dans la région d'Accra. (AFP, Reuters)



## AMÉRIQUES

COLOMBIE : pour lutter contre la guérilla et les narco-trafiquants

## Le président Gaviria a décrété l'état d'urgence

Le président César Gaviria a décrété l'état d'urgence dimanche 8 novembre en Colombie pour une durée de quatre-vingt-dix jours afin de lutter à la fois contre les divers groupes de guérilla, qui ont multiplié leurs actions ces derniers jours, et contre les trafiquants de drogue. La frontière entre les deux est d'ailleurs souvent floue. Les contrats des sociétés colombiennes et étrangères (en particulier péruviennes) convaincus de financer la subversion seront annulés. Les gouvernements et les fonctionnaires soupçonnés de collusion avec la guérilla seront suspendus.

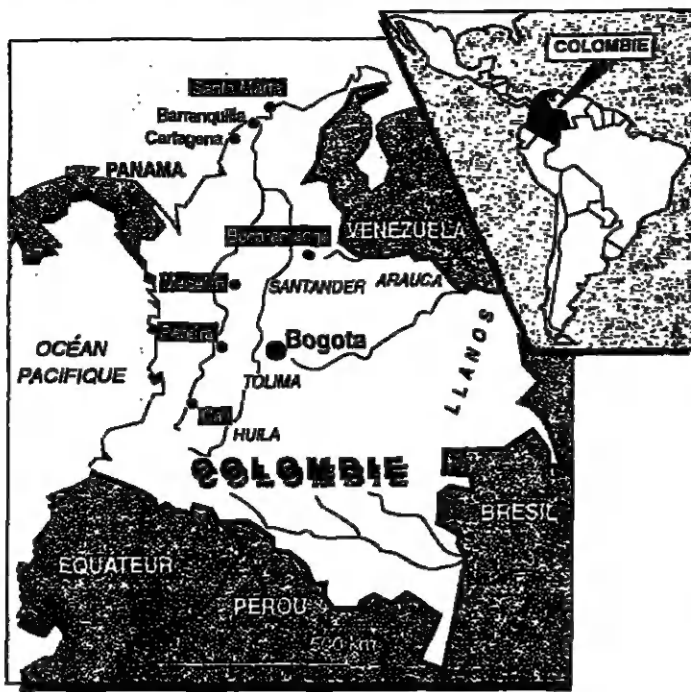
BOGOTÁ

de notre envoyé spécial

Vingt-six policiers massacrés dans une bourgade perdue de l'Amazonie colombienne, attaquée par la guérilla le samedi 7 novembre, à l'aube. Une quinzaine de militaires et de civils tués dimanche à Cali et dans la vallée du Cauca au cours d'opérations menées par les rebelles. Cinq morts encore et trente blessés à Medellín pendant le week-end. D'autres victimes dans le Tolima, les Llanos (les grandes plaines de l'est), l'Arauca, à la frontière du Venezuela, le Santander. La plus grande mine de cuivre du pays, aux confins du Chocó et de l'Antioquia, complètement détruite samedi par un commando de guérilleros de l'ELN (« Armée de libération nationale »). Les Colombiens assistent consternés à la plus spectaculaire offensive de la guérilla depuis longtemps.

Pour la première fois, les commandos urbains de la guérilla sont passés à l'action dans la capitale et dans plusieurs grandes villes de province. Une douzaine de dynamites, samedi et dimanche, à Bogotá, où des chars patrouillaient aux carrefours. Des supermarchés et des banques détruits par des charges de dynamite à Cali, Medellín, Pereira, Bucaramanga, Santa-Marta, sur la côte atlantique.

Sommé de prendre enfin posi-



tion par une opinion déconcertée et par un Parlement qui a engagé cette semaine un débat sur le problème de la violence, le gouvernement Gaviria a réagi. « Plus de concessions, plus de négociations », a dit le chef de l'Etat dimanche, avant de prescrire un conseil des ministres exceptionnel qui a déclaré l'état d'urgence et adopté des mesures propres à favoriser la contre-offensive des forces de l'ordre. Vingt mille soldats supplémentaires doivent renforcer une armée qui sera dotée de huit autres bataillons, dont l'un antisubversif. Le gouvernement envisagerait d'acquiescer du matériel de guerre offert à des conditions intéressantes par les dirigeants de l'ex-Union soviétique, essentiellement des hélicoptères de combat.

M. Gaviria, qui préconisait depuis son accession au pouvoir, en juillet 1990, la pacification et le dialogue avec les mouvements de guérilla, a donc choisi la fermeté face à une subversion qui ne cesse, il est vrai, de renforcer son

emprise. La moitié au moins des zones rurales du pays sont maintenant sous le contrôle direct ou indirect de la guérilla. Les FARC (« Forces armées révolutionnaires de Colombie », communistes) et de l'ELN. Une dizaine de départements sont quasiment aux mains des insurgés, qui multiplient embuscades, enlèvements, sabotages et occupations de petites villes. Dans de nombreuses régions, où l'Etat a renoncé à être présent, c'est la guérilla qui administre, assure l'ordre public, perçoit les impôts, taxe les propriétés terriennes et punit les maris infidèles. La peine de mort après la troisième mise en garde.

Pourrissement et dérapages

La guérilla impose à la fois un ordre policier et une discipline de fer, mais qui est souvent acceptée par des populations qui ne redoutent rien tant que les opérations coupes de poing de l'armée et les

affrontements directs entre militaires et insurgés. Dans certains départements, des gouvernements défaits par les événements dialoguent et transigent ouvertement avec les représentants de la Coordination Simon-Bolívar, qui regroupe les divers mouvements de la guérilla. Ils préconisent des négociations régionales. C'est le cas aussi bien en Arauca, zone pétrolière au nord, que dans le Huila, au sud, où la route panaméricaine vers l'Equateur est coupée par des barrières.

Le gouvernement dénonce ce pourrissement et ces dérapages. M. Gaviria reproche ainsi aux insurgés d'être des « exécutés » par la guérilla, de céder au chantage de la guérilla et leur suggère, ainsi qu'aux grandes entreprises nationales et internationales, d'organiser, avec l'appui des autorités, des milices armées d'autodéfense. Cette formule d'« armée parallèle » suscite le scepticisme de tout ceux qui affrontent la pression croissante de la subversion sur le terrain.

La situation est sérieuse. Quarante-cinq militaires et cent cinquante guérilleros ont été tués au cours du seul mois d'octobre 1992. L'armée n'a pas le moral et grogne en coulisse. Elle estime avoir les mains liées par la justice qui poursuit généraux, colonels et simples soldats accusés d'« excès » par la commission Justice et Paix. Celle-ci dénonce de son côté bombardements sans discrimination et violations des droits de l'homme.

Vingt-cinq mille tués depuis 1967, des centaines de millions de dollars de dégâts : la Colombie est durablement touchée par la violence. L'offensive actuelle vise bien sûr en partie à contraindre le gouvernement à renouer une négociation (comme en 1991 à Caracas puis à Mexico), rompre depuis, et qui aurait dû reprendre fin octobre. L'Eglise, pour la première fois, intervient dans le débat. Elle demande au gouvernement, par la voix de Mgr Rubiano, président de la commission épiscopale, de faire preuve de la plus grande fermeté envers tous ceux, trafiquants et guérilleros, qui ne respectent pas la loi.

MARCEL NIEDERGAANG

ETATS-UNIS : tandis que l'équipe de transition se met au travail

## L'Irangate refait surface

Interrogé à la télévision, M. Robert Dole, leader de la minorité républicaine au Sénat, a recommandé qu'une enquête soit ouverte sur les conditions dans lesquelles le procureur spécial Walsh, chargé de l'affaire de l'Irangate, a rendu public un mémorandum de l'ancien secrétaire à la défense M. Weinberger, de nouveau inculpé, nous signale Henri Pierre dans une correspondance. Selon le sénateur Dole, le procureur Walsh aurait cédé aux pressions financières de l'état-major démocrate pour publier ce document établissant que le président Bush, contrairement à ce qu'il a toujours affirmé, était au courant de la transaction, interdite par le Congrès, qui consistait à vendre des armes à l'Iran en échange de la liberté pour les otages américains au Liban.

Dans une allocution télévisée, M. George Bush a, de son côté, lancé samedi un appel à l'unité des républicains, leur demandant d'être aussi « constructifs » dans l'opposition qu'ils le furent au gouvernement pendant douze ans. « Capitaine de l'équipe, j'accepte toute la responsabilité de la défaite (...) Personne d'autre n'est responsable », a dit le président battu.

L'échec n'a pas, semble-t-il, démoralisé les éléments de ce qu'on appelle la « droite religieuse ». Pour

le télévangéliste Robertson et le commentateur Buchanan, le président Bush a perdu parce qu'il a rompu l'héritage Reagan et n'a pas lutté assez vigoureusement pour la réduction de la fiscalité et la défense des valeurs familiales.

Selon plusieurs sondages, M. Jack Kemp, secrétaire au logement et à l'urbanisme dans le gouvernement sortant, est considéré par les républicains comme le plus apte à entraîner le parti vers la victoire en 1996. Au cours des quatre années passées à la tête de son ministère, il s'est signalé par son action et ses recommandations en faveur des jeunes, des classes moyennes et des déshérités.

L'équipe de transition de M. Bill Clinton se met peu à peu en place. On prête au président élu l'intention de réunir, dans les semaines qui viennent, des économistes et des chefs d'entreprise à Little-Rock (Arkansas) afin de faire le bilan de la situation dont il hérite et de préparer les remèdes. M. Warren Christopher, qui dirige l'équipe, a commencé ses contacts pour pourvoir aux principaux emplois du gouvernement. M. Christopher a déclaré que les premières nominations seraient vraisemblablement celles du secrétaire au Trésor et du directeur du budget.

Quarante-deux ans après sa condamnation dans une affaire d'espionnage

## Alger Hiss affirme être innocent par les services secrets russes

L'affaire Alger Hiss, qui, il y a plus de quatre décennies, divisa les Américains, pourrait être enfin éclaircie. Le chef des archives des services secrets de renseignement, le général Volkogonov, a déclaré n'avoir rien trouvé prouvant que M. Hiss, âgé de quatre-vingt-sept ans, eût jamais été un espion. Mais la controverse n'est pas terminée pour autant.

WASHINGTON

correspondance

M. Alger Hiss, haut fonctionnaire du département d'Etat (il avait accompagné Roosevelt à Yalta), fut condamné en 1950 pour avoir nié avoir transmis à l'Union soviétique des documents secrets par l'intermédiaire de Whitaker Chambers, principal témoin à charge. L'observation du délai de prescription empêchait qu'Alger Hiss soit jugé pour espionnage. Néanmoins, pour avoir menti à la commission des activités anti-américaines, il purgea une peine de cinq ans de prison dans un pénitencier fédéral.

M. Hiss ne cessa jamais de protester de son innocence, mais la Cour suprême rejeta à trois reprises ses appels pour un nouveau procès. Le jury, quasi unanime avait retenu le témoignage de Chambers. L'accusation produisit comme pièce à conviction la machine à écrire sur laquelle la femme d'Alger Hiss avait tapé des documents et la citrouille dans laquelle Chambers affirme avoir reçu un microfilm communiqué par Alger Hiss. A l'époque, l'affaire fit grand bruit, encourageant dans l'opinion le sentiment que l'administration démocratique en général était « minée » de

l'intérieur par des espions soviétiques. M. Richard Nixon, alors jeune représentant de Californie, fonda sa fortune politique sur la « chasse aux rouges », reprise plus tard mais avec maladresse par le sénateur McCarthy.

Une lettre d'André Malraux

Whitaker Chambers, ancien membre du Parti communiste américain converti au catholicisme, déclara avoir témoigné « avec remords et pitié » contre son « meilleur ami, un communiste dévoué et plutôt romantique ». Mais il avait jugé nécessaire, en raison du « danger historique », de dénoncer « l'ennemi caché » du pays. Les éléments de la droite républicaine portèrent Chambers aux nues, mais ses détracteurs le dénoncèrent comme un psychopathe et un menteur invétéré. Quand il mourut en 1961, on découvrit chez lui une lettre d'André Malraux lui écrivant : « Vous êtes un de ceux qui ne reviennent pas de l'enfer les mains vides... »

M. Hiss trouvait des défenseurs parmi des personnalités éminentes comme le secrétaire d'Etat Acheson, le juge Frankfurter de la Cour suprême, ou Eleanor Roosevelt, la veuve de l'ancien président. Néanmoins, sa carrière fut définitivement brisée et il vécut dans l'obscurité. Aujourd'hui, son meilleur défenseur est le général Volkogonov, chef des archives des services secrets de renseignement militaire et historien réputé (il a publié l'an dernier une biographie de Staline). Après avoir étudié pendant des semaines les documents en sa possession, il a conclu : « Rien ne peut justifier l'allégation que Hiss a collaboré avec les services de renseignement soviétiques... » Mais encore, Chambers, selon le général, a été certes membre du Parti communiste, mais n'a jamais eu aucun contact avec les services soviétiques. Chambers aurait donc menti.

Alger Hiss, aujourd'hui âgé de quatre-vingt-sept ans, se considère maintenant comme entièrement innocent par les déclarations du général, qui, à son avis, représente le « verdict final » de l'affaire. Certains affirment cependant que le témoignage du général est tout à fait insuffisant dans la mesure où il n'a pas en accès à tous les documents existants, répartis dans différents services. D'autres encore pensent que des documents ont été enlevés des dossiers ou détruits.

Le débat est relancé. William Buckley, commentateur réputé de la droite républicaine, a déclaré qu'un général soviétique « n'avait pas le pouvoir de renverser des décisions judiciaires américaines ». « Penser que Hiss est innocent est une grosse plaisanterie », a-t-il ajouté. Le quotidien ultra-conservateur Washington Times réchiffra, sous la plume de M. Peckham, et écrivit que « le gouvernement de Russie a porté un coup sévère à l'honneur de la justice américaine... » « Le témoignage du général Volkogonov, ajoute-t-il, est une intervention dans les affaires intérieures américaines... » Il va même jusqu'à mettre en cause M. Elsie pour avoir permis au général de coloniser la justice américaine.

HENRI PIERRE

## PROCHE-ORIENT

Reprise des négociations à Washington

Arabes et Israéliens vont tenter de consolider les minces progrès

La septième session des négociations bilatérales israélo-arabes devait reprendre, lundi 9 novembre, à Washington, après une suspension d'un semaine en raison de l'élection présidentielle américaine.

En octobre, les discussions entre Israël et les Palestiniens avaient acquis une plus grande souplesse avec la formation de deux groupes de travail informels, l'un sur le contrôle de la terre et de l'eau, et l'autre sur la période d'autonomie de cinq ans en Cisjordanie et à Gaza. Toutefois, une déclaration, dimanche, du chef du département politique de l'Olp, M. Farouk Kaddoumi, rejetant « le plan d'autonomie » israélien et affirmant que l'Olp « n'acceptera qu'une chose, un Etat palestinien », a jeté un certain froid.

Avant l'ajournement des pourparlers, Israéliens et Jordaniens étaient parvenus à un accord sur un ordre du jour qui a inquiété les Palestiniens et les Syriens.

Les Etats-Unis demeurent toutefois optimistes. Washington et Moscou, qui paraissent le processus de paix, « sont convaincus qu'il est possible de consolider les progrès déjà réalisés », a déclaré le porte-parole du département d'Etat, M. Richard Boucher. — (AFP, Reuters.)

LIBAN : raid aérien israélien dans le Sud et tirs de roquettes contre la Galilée. — Quatre membres du Hezbollah pro-iranien ont été tués et sept personnes blessées, dimanche 8 novembre, lors d'un raid de l'aviation israélienne dans le sud-est du Liban. Quelques heures plus tard, des roquettes de Katioucha ont été tirées à partir du sud du Liban contre la Galilée, dans le nord d'Israël, sans faire de victimes. Cette escalade de violence s'est produite à la veille de la reprise des négociations israélo-arabes. — (AFP.)

IRAK : dans le nord du pays

## L'offensive turque contre les séparatistes kurdes du PKK paraît toucher à sa fin

Les séparatistes kurdes de Turquie, les militants du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), ont affirmé, dans un communiqué publié samedi 7 novembre, que 1 000 soldats turcs et peshmergas (Kurdes irakiens) ont été tués et un millier d'autres blessés, lors des combats qui ont eu lieu depuis le début du mois d'octobre dans le nord de l'Irak. Ces chiffres sont très différents de ceux fournis par les forces turques, dont l'offensive dans cette région semble toucher à sa fin.

DOHOUK

de notre envoyée spéciale

Près de 2 500 combattants du PKK se sont rendus aux peshmergas kurdes irakiens après la signature d'un accord entre les deux parties, a déclaré, vendredi, M. Fadhel Merani, haut responsable du Parti démocratique du Kurdistan (PDK) pour la province de Dohouk, lors d'un entretien accordé au Monde et à l'Agence Reuters.

Les termes de cet accord prévoient que les blessés du PKK seront so-

gnés dans les hôpitaux du nord de l'Irak et les prisonniers transférés vers une région éloignée de la frontière turque, où ils seront hors d'atteinte des troupes d'Ankara qui ont pénétré en territoire irakien. En échange, les combattants du PKK acceptent d'être désarmés et promettent de ne pas lancer d'opérations militaires contre la Turquie à partir du Kurdistan d'Irak, où ils avaient, ces derniers mois, installé des bases. Le gouvernement turc avait demandé aux autorités kurdes irakiennes de lui livrer les prisonniers. « Nous avons refusé », déclare M. Merani. Livrer des Kurdes à leur ennemi est une honte pour la société kurde.

Concession importante aux dirigeants turcs frustrés de voir s'échapper les séparatistes kurdes qu'ils poursuivent depuis des années : les propositions des peshmergas, qui avaient offert au PKK la possibilité d'avoir une station de radio et une organisation politique dans le nord de l'Irak s'il abandonnait la lutte armée, ne sont « plus réalistes aujourd'hui », indique M. Merani.

Selon lui, des combats intermittents auraient encore lieu dans quelques secteurs limités où cinq cents combattants environ continuent de résister. Des groupes de militants se sont échappés vers la Syrie, l'Iran, les régions irakiennes sous contrôle du régime de M. Saddam Hussein et même la Turquie, affirme-t-il.

Malgré les chiffres élevés annoncés par les autorités turques, qui affirment que 1 800 combattants du PKK et vingt-trois de leurs soldats ont trouvé la mort au cours de l'opération, M. Merani est convaincu que le nombre des victimes est moins élevé. « Nous sommes au Proche-Orient. La propagande de guerre est tout à fait naturelle. Je ne crois pas que la Turquie ait tué beaucoup de combattants du PKK. » Selon un membre du PKK capturé, « 373 (des siens) ont été tués et 600 blessés ».

Pour maintenir la sécurité de la zone frontalière, des peshmergas devraient être postés dans la mon-

tagne en hiver. Or, « nous avons besoin d'uniformes, d'imperméables, de matériel de communication, de matériaux de construction et de carburant pour la police », indique le responsable kurde. Une délégation du ministère des affaires étrangères turc s'est rendue dans le nord de l'Irak, jeudi, pour discuter de la sécurité à long terme dans cette région. M. Merani ne croit pas que les Turcs maintiendront leur présence en Irak : « Mais ils sont proches de la frontière. Ils pourront revenir quand ils le voudront. »

NICOLE POPE

## EN BREF

ALGERIE : assassinat d'un inspecteur de police. — Alors qu'il regagnait son domicile à Laghouat, un inspecteur de police a été assassiné dans la nuit du samedi 7 au dimanche 8 novembre par des inconnus. Par ailleurs, quatre-vingt-quatre activistes islamistes ont été arrêtés dans quatre villes. — (AFP.)

MONGOLIE : Oulan-Bator regrette M. Bush. — Les Mongols regrettent la défaite du président Bush. Le chef de l'opposition démocratique, M. S. Zorig, qui avait été invité à la convention républicaine de Houston, a déclaré : « Je préfère la politique économique de M. Bush à celle de M. Clinton. » Un de ses collègues a estimé que « les Mongols doivent remercier M. Bush de ce qu'il a fait pour eux ». — (UPI.)

TIMOR-ORIENTAL : arrestations massives, selon Amnesty International. — Amnesty International a accusé, lundi 9 novembre, à Sydney, le gouvernement indonésien de procéder à des arrestations massives à Timor-Orientale, à la veille du premier anniversaire du massacre de Dili, au cours duquel l'armée indonésienne avait tué des dizaines de civils. D'autre part, selon l'agence indonésienne Antara, un membre de la Commission des Nations unies pour les droits de l'homme, M. William Treat, s'est rendu à Timor-Orientale pour une visite de deux jours. — (AFP.)

CHYPRE : un service militaire turc sur un aéroport chypriote-grec. — Un navire militaire turc qui se trouvait dans les eaux internationales, au sud-est de Chypre, a tiré deux coups de semonce, vendredi 6 novembre, vers

un avion de reconnaissance chypriote-grec qui s'approchait afin d'identifier, a rapporté l'agence chypriote CNA. — (AFP.)

MONGOLIE : Oulan-Bator regrette M. Bush. — Les Mongols regrettent la défaite du président Bush. Le chef de l'opposition démocratique, M. S. Zorig, qui avait été invité à la convention républicaine de Houston, a déclaré : « Je préfère la politique économique de M. Bush à celle de M. Clinton. » Un de ses collègues a estimé que « les Mongols doivent remercier M. Bush de ce qu'il a fait pour eux ». — (UPI.)

TIMOR-ORIENTAL : arrestations massives, selon Amnesty International. — Amnesty International a accusé, lundi 9 novembre, à Sydney, le gouvernement indonésien de procéder à des arrestations massives à Timor-Orientale, à la veille du premier anniversaire du massacre de Dili, au cours duquel l'armée indonésienne avait tué des dizaines de civils. D'autre part, selon l'agence indonésienne Antara, un membre de la Commission des Nations unies pour les droits de l'homme, M. William Treat, s'est rendu à Timor-Orientale pour une visite de deux jours. — (AFP.)

Handwritten text in Arabic script: "ما بعد الفجر"



## ASIE

CAMBODGE : impasse dans le processus de paix

### L'intransigeance des Khmers rouges a fait échouer la réunion de Pékin

L'échec des pourparlers qui se sont tenus à Pékin, samedi 7 et dimanche 8 novembre, sur le Cambodge, en présence de M. Roland Dumas et de son homologue indonésien, M. Ali Alatas, pour tenter de ramener les Khmers rouges dans le processus de paix, fait peser une hypothèse peut-être fatale sur la mise en œuvre des accords de Paris de 1991.

PÉKIN

de notre correspondant

Assis dans son fauteuil d'une suite d'hôtel pékinois, en costume impeccable, le dirigeant khmer rouge Khieu Samphan profère sans bégayer des phrases équivalentes à une remise en question du plan de paix pour le Cambodge. On va, à l'écouter, vers « une explosion » due à ce que l'Autorité provisoire des Nations unies (APRONUC) « favorise les fantoches de Phnom-Penh ». « Procéder à des élections dans ces conditions reviendrait à entériner le fait accompli de l'occupation vietnamienne du Cambodge », la conférence de presse a été organisée à la hâte quelques heures après l'échec des pourparlers auxquels le chef khmer rouge avait finalement assisté, après avoir boudé leur ouverture pour une obscure raison d'« avion manqué ».

M. Khieu Samphan ne dissimule rien des intentions bellicieuses de son groupe : « Nous défendons l'intégrité nationale depuis treize ans. Nous continuerons à le faire. (...) Nous ne voulons pas la guerre. Nous voulons l'application correcte des accords de Paris ». Entendons : la non-disparition de la structure politique khmère rouge, objectif inavoué du plan de paix. Faute de quoi, il faut s'attendre à « une réaction de la part du peuple du Cambodge et de l'armée nationale du Kampuchéa démocratique ». En clair, à des attaques de cette force militaire encore crédible qu'est le mouvement de M. Pol Pot.

L'assurance que le représentant khmer rouge affichait dimanche efface le diagnostic optimiste jadis formulé, par la diplomatie française notamment, après la signature des accords de Paris, qui voulait que les Khmers rouges fussent « un phénomène rétro qui tendait à appartenir au passé ». L'échec des ministres français et indonésien des affaires étrangères, coprésidents de la conférence de Paris, à leur arracher la plus petite concession montre que, pour ce qui est du présent, ils conservent une capacité de nuisance, diplomatique à tout le moins, et vraisemblablement militaire, bien supérieure à ce que cette analyse leur prêtait.

Le pari de M. Pol Pot

Le plan de paix n'est peut-être pas mort, mais ses « cosponsors », la France et l'Indonésie, ont reconnu que la formule initiale pechait par un défaut non négligeable : l'inadéquation du mandat militaire de l'ONU face à la situation sur le terrain, les Khmers rouges refusant de désarmer. Le mandat de l'ONU doit être « adapté », dit, sans précision, le communiqué conjoint franco-indonésien publié dimanche à l'issue de deux journées de discussions à Pékin rassemblant les quatre factions khmères, les représentants des membres du Conseil de sécurité de l'ONU et les pays associés à la conférence de Paris. Après plus de deux décennies de guerre, c'est dire si le hiatus touche au cœur du sujet.

Pour justifier leur refus, les Khmers rouges arguent de ce que des forces vietnamiennes continuent d'occuper le Cambodge par endroits, et que deux millions de civils vietnamiens, dont un nombre non précisé de soldats sans uniforme, continuent de « coloniser » le pays. M. Yasushi Akashi, chef de l'APRONUC, a avoué sa « frustration » de n'être pas parvenu à vérifier les allégations khmères rouges. Derrière les mots, on comprend que la frustration générale portait surtout sur l'impasse dans laquelle est plongé le processus de paix : pas de consensus sur les élections et aucune perspective de déblocage diplomatique.

L'obstination des Khmers rouges peut avoir deux raisons : soit ils se sentent suffisamment forts pour négocier Phnom-Penh et l'ONU. Soit, au contraire, ayant compris que la pacification du Cambodge conduirait à leur élimination progressive, ils se lancent dans une politique du pire pour laquelle ils disposent encore d'atouts militaires conséquents.

Le prince Sihanouk, qui avait convoqué la réunion, est parvenu à

faire en sorte que les Khmers rouges se disent encore décidés à mettre en œuvre les accords. Compte tenu de la manière catastrophique dont les discussions avaient commencé la veille, le résultat n'est pas négligeable. Il n'en demeure pas moins que les Khmers rouges, qui ont largement bénéficié d'accords qui leur ont permis de revenir à Phnom-Penh, se posent aujourd'hui en « victimes » de leurs « effets désastreux », arguant d'un « désenchantement du peuple cambodgien » envers le processus de paix.

Défaillance envers les ex-protecteurs

MM. Dumas et Alatas ont estimé que l'attitude de M. Pol Pot « ne peut être acceptée ». Dressant le bilan de la rencontre, le ministre indonésien s'est retranché, pour la suite, derrière les complexités de la procédure : le rapport des coprésidents sera soumis au Conseil de sécurité et, après le 15 novembre, on saura si des sanctions peuvent être envisagées.

Dans une telle hypothèse, la première incertitude est l'attitude de la Thaïlande. Pour ancrer la base économique des Khmers rouges, source de leur capacité militaire, il faudrait fermer la frontière khméro-thaïlandaise, théâtre de tous les trafics. Techniquement réalisable mais peu réaliste, disait en substance le commandement thaïlandais, maître des lieux et grand bénéficiaire de l'exploitation économique des zones khmères rouges.

Seconde incertitude : l'attitude de la Chine. Un temps le plus ferme soutien des Khmers rouges, Pékin cherche à se faire petit dans l'affaire cambodgienne. La réunion, sur ses terres, a fait l'objet d'un minimum de publicité. La Chine ne souhaite pas qu'on lui rappelle son association passée. Elle veut la poursuite du processus de paix mais n'avance aucune proposition.

M. Khieu Samphan a mal dissimulé une certaine défaillance envers ses ex-protecteurs. Interrogé sur le soutien chinois à son groupe, il a remercié collectivement « tous les pays qui nous ont aidés », une manière de constater la distance

prise par Pékin, qui reçoit maintenant M. Hun Sen, le chef du régime de Phnom-Penh, en interlocuteur à part entière.

Reste donc, pour les hommes de M. Pol Pot, le langage des armes. Les coprésidents ont appelé les belligérants à ce que soit « strictement assurée la sécurité de tous les personnels de l'ONU ». Samedi, une unité que l'ONU pense appartenir aux Khmers rouges a attaqué à l'arme légère et à l'artillerie, un poste de l'APRONUC sur la frontière thaïlandaise, forçant son évacuation. Les incidents, ces dernières semaines, paraissent se multiplier.

La stratégie khmère rouge consiste à parier sur une érosion de la volonté internationale de ramener la paix au Cambodge, jusqu'aux élections prévues en mai prochain. Alors, viendra la saison des pluies, favorable aux maquisards. Qui sait si cette volonté internationale tiendra, non seulement jusqu'à là, mais aussi après ?

FRANCIS DERON

### Tokyo et Séoul veulent renforcer le dialogue politique régional

TOKYO

de notre correspondant

Le président sud-coréen Roh Tae-woo a effectué, dimanche 8 novembre, une visite de quelques heures à Kyoto, où il s'est entretenu avec le premier ministre Kiichi Miyazawa. Bien qu'il y ait eu des échanges de visites officielles de dirigeants entre les deux pays depuis la normalisation des relations nipponno-coréennes en 1965, c'est la première fois qu'a lieu une rencontre informelle au sommet : celle-ci est significative de la volonté de Séoul et de Tokyo de renforcer le dialogue politique régional.

Les deux dirigeants ont souhaité que les relations nipponno-coréennes prennent modèle sur celles qu'entretiennent l'Allemagne et la France et ont souligné la nécessité de sommets biannuels. Plus que par leur contenu (un large tour d'horizon), ces entretiens sont symptomatiques du besoin éprouvé par les deux pays d'une plus grande coordination politique dans une partie du monde où n'existe aucune instance régionale de dialo-

gue. Ils interviennent, en outre, au lendemain de la visite du souverain japonais en Chine, qui ouvre la voie à un approfondissement des liens nipponno-chinois.

Une visite perçue comme un baume sur les stigmates du passé que les Coréens souhaitent également : M. Roh a renouvelé son invitation à l'empereur Akihito de se rendre en Corée. Sur la question chinoise, MM. Miyazawa et Roh ont exprimé leur accord pour aider leur grand voisin à se faire davantage accepter comme membre à part entière de la communauté internationale.

Tout en soulignant l'importance de la présence militaire américaine dans la région comme facteur de stabilité, les deux dirigeants ont jeté les bases d'une meilleure coordination politique à l'égard des orientations économiques du nouveau président américain. Tant en ce qui concerne les négociations du GATT que l'ouverture de leurs marchés agricoles, la Corée et le Japon entendent constituer une sorte de « front commun ».

Ph. P.



L'EOS 5 est unique.

Voici la pièce qui le distingue de tous les autres.

Le nouveau Canon EOS 5 est le 1<sup>er</sup> reflex autofocus piloté par l'œil.

Ce n'est pas une nouveauté de plus, c'est une authentique révolution. Canon la dédie aux photographes, tous les photographes, pour la photo. Équipé de l'EOS 5 - et de votre œil - vous ne pratiquerez plus jamais la photo comme avant.

L'EOS 5 est capable d'analyser tous les déplacements de votre pupille dans le viseur. Cela lui permet de faire le point sur le détail que vous regardez, en une fraction de seconde. C'est ça l'autofocus piloté par l'œil. Cela veut dire que les problèmes de mémorisation et de recadrage sont enfin résolus. Avec l'EOS 5, vous photographiez net à la vitesse de votre regard.

Révolutionnaire, mais en silence : couplé à l'une des prestigieuses optiques USM, l'EOS 5 est d'une discrétion totale et là aussi, il vous laissera muet. Et admiratif !

Digne fils de l'EOS 1, il hérite beaucoup de ses caractéristiques pro : mode manuel via double molette, grip vertical avec double commande. Son ergonomie est harmonieuse, fonctionnelle, dans toutes les conditions, toutes les positions. Son prix conseillé est de 5.500 F (boîtier nu et grip).

L'EOS 5 est unique parce qu'il introduit une nouvelle approche de l'art photographique, fondée sur une liberté renouvelée de l'expression. L'EOS 5 facilite tout, solutionne tout, il rapproche le photographe de son sujet, de son inspiration et de son talent. Pour créer et transmettre l'émotion. C'est un Canon.



Canon

V O I R E T E M O U V O I R



## POLITIQUE

Réaffirmant son appartenance au PS

## La Gauche socialiste militera pour une réforme des institutions

La Gauche socialiste, courant qu'animent M<sup>me</sup> Marie-Noëlle Lienemann et MM. Julien Dray et Jean-Luc Mélenchon au sein du PS, a réuni, samedi 7 et dimanche 8 novembre à Paris, une « convention pour la VI<sup>e</sup> République ». Ses dirigeants ont indiqué, à cette occasion, qu'ils n'entendent pas quitter le Parti socialiste, dont M<sup>me</sup> Lienemann déclarait, il y a quinze jours, qu'il « a fait son temps ».

Les animateurs de la Gauche socialiste, surpris par le rapt de l'Escoone, le 14 octobre dernier — le bureau exécutif du PS avait décidé, ce jour-là, de placer sous la tutelle directe du secrétariat national la principale des trois fédérations du parti dirigées, jusqu'alors, par ce courant, — ont réagi avec leur pétulance habituelle. Après diverses déclarations publiques, dont celle de M<sup>me</sup> Lienemann, ministre délégué au logement et au cadre de vie, estimant que « le PS a fait son temps » (le Monde du 22 octobre), ils ont réuni, impromptu, une « Convention pour la VI<sup>e</sup> République », destinée à montrer qu'ils ont des idées et des amis.

M. Jean-Luc Mélenchon, sénateur de l'Essonne, s'est réjoui, samedi, en ouvrant cette convention organisée à Paris, du « nombre » et de la « qualité » des participants. Sans remplir, samedi et dimanche, le grand amphithéâtre de l'École nationale supérieure des

arts et métiers, la Gauche socialiste a attiré néanmoins, de l'architecte Roland Castro au commissaire général au Plan, M. Jean-Baptiste de Foucauld, un échantillon de personnalités dont la présence devait montrer qu'à leurs yeux au moins les interrogations et les débats provoqués par leurs hôtes n'ont pas le caractère d'anecdotes ou de sous-courants que la direction du PS veut, parfois, leur attribuer.

## « Le Parlement lobotomisé »

« Tout écarte la gauche des institutions de la V<sup>e</sup> République », a affirmé, dimanche, M<sup>me</sup> Lienemann, entrée au gouvernement en avril dernier. Elle a mis en garde contre le « cocktail détonant » que constituent le système institutionnel, mettant l'exécutif à l'abri de la sanction parlementaire, et le fait que « les petites gens ne se sentent plus représentés dans la société française ». Il faut donc, selon elle, « repenser la question centrale de la représentation », la réponse ne pouvant résider que dans la « revalorisation du rôle du Parlement ». Hostile à la recherche systématique du consensus, qui dilue la décision alors que « le vote engage », le maire d'Athis-Mons a dénoncé la prolifération réglementaire qui, d'une part, tend à se substituer à la loi et, d'autre part, limite le droit des citoyens et de leurs élus de délibérer et de décider des affaires qui les concernent localement.

Après que M. Jean-Pierre Brard, député (PC) de Seine-Saint-Denis, eût dénoncé la « monarchie, certes républicaine, mais très monarchique » que représente, selon lui, la V<sup>e</sup> République, M. Julien Dray, député (PS) de l'Essonne, a affirmé que « les institutions de la France sont à l'image d'un cheval paralysé et d'un cavalier aveugle engagés dans un parcours d'obstacles ». « La V<sup>e</sup> République a lobotomisé le Parlement avant de le défoncer », a-t-il ajouté, avant de se prononcer pour « un exécutif fort politiquement et un Parlement fort institutionnellement ». Estimant que l'ac-

ci Fin de la visite de M. Le Pen à la Réunion. — M. Louis Le Pen, ministre des DOM-TOM, a achevé, le 7 novembre, une visite de deux jours à la Réunion en signant le schéma Université 2000 pour l'île. Le ministre a invité « tous les acteurs de la vie politique » à se retrouver dans un esprit de « collaboration effective » autour de ce projet. Les rapports entre le président de la région, M. Camille Sudre (div.), et celui du département, M. Eric Boyer (app. RPR), l'un et l'autre impliqués dans le schéma, sont actuellement tendus. M. Le Pen s'est rendu ensuite à Mayotte, où il s'est entretenu avec les élus de cette collectivité territoriale du problème de la « décentralisation » souhaitée par eux.

tuelle Constitution est une « invitation permanente à l'abdication du peuple au profit d'un seul homme », M. Dray souhaite une « nouvelle République, démocratique et citoyenne » et demande que la réforme de la Haute Cour ne soit pas simplement « du remplissage ou du toilettage ».

« A ceux qui sont pressés de nous voir quitter la maison, nous disons : ne comptez pas sur nous pour laisser tomber ! Nous sommes candidats à la retraite et prêts à nous associer à tous ceux qui veulent y participer », M. Dray a résumé ainsi le propos de cette convention et la conclusion — provisoire, bien sûr — du débat qui agite périodiquement la Gauche socialiste sur l'opportunité de rompre avec le PS.

PATRICK JARREAU

La stratégie des écologistes

## MM. Waechter et Lalonde souhaitent accueillir les « déçus de la gauche »

Cinq jours après la signature d'un protocole d'accord entre les Verts et Génération Ecologie en vue des prochaines élections législatives, MM. Antoine Waechter et Brice Lalonde se sont expliqués, dimanche 8 novembre, seul ou en duo, sur les ambitions du « pôle écologiste ». « Nous créons une nouvelle force politique, à côté d'un pôle de gauche en déclin et d'un pôle de droite qui stagne, nous espérons provoquer un sisme en étant présents au deuxième tour dans cent quatre-vingt circonscriptions », a affirmé M. Waechter dans un entretien accordé au Journal du dimanche, en compagnie de M. Lalonde. « Le ton va monter, puis qu'ils n'ont rien compris », ajoute ce dernier, en expliquant que « le système électoral oblige [les écologistes] à s'opposer au Parti socialiste ».

Invité du Forum de Radio J, l'ancien ministre de l'environnement

s'est montré encore plus incisif à l'égard de la direction du Parti socialiste, et notamment de son premier secrétaire, M. Laurent Fabius, en affirmant : « Il est temps que le PS cède la place, car ce n'est pas autour du Parti socialiste qu'il y aura une recomposition de la vie publique. » « Le Parti socialiste, comme le RPR, a-t-il ajouté, sont des partis qui ne tolèrent pas les alliés. Ils ne veulent que des sucs. Ce genre de parti politique a toujours eu ses alliés et les a toujours traités comme des mineurs. Le PS ne représente plus l'avenir, parce qu'il n'a pas démocratisé la vie publique. » Pour le président de Génération Ecologie, les écologistes doivent être « les catalyseurs d'un nouveau parti démocrate français ».

Moins sévère à l'égard du PS, M. Waechter a cependant invité, lors de son « Heure de vérité », dimanche sur France 2, « les déçus du pouvoir

socialiste à voter pour le pôle écologiste, afin d'éviter que le balancier aille trop à droite ». Le porte-parole des Verts a précisé : « Notre ambition est de présenter une alternative aux Français et aux Français qui sont déçus par la politique qui a été menée au cours des dix dernières années ».

Les deux principaux animateurs du mouvement écologiste se sont en revanche séparés sur la tactique à adopter lors de la prochaine élection présidentielle. M. Waechter a écarté, « pour l'instant », l'hypothèse d'une candidature unique, alors que, pour M. Lalonde, « le poids d'un candidat ou d'une candidate écologiste unique sera plus fort ». Le président de Génération Ecologie a même expliqué qu'il faudrait recourir à un système de primaires ouvert à l'ensemble de l'électorat écologiste.

A la fête annuelle du Front national

## La presse a été prise à partie par M. Le Pen et des journalistes ont été brutalisés par des militants

« Quand tu rencontres un journaliste, gifle-le. Si tu ne sais pas pourquoi, il le sait. » Cette phrase en lettres noires figurait sur un autocollant de couleur jaune, distribué librement, dimanche 8 novembre, à la fête annuelle du Front national, dite des Bleu-Blanc-Rouge. L'invitation à donner libre cours à la violence faisait suite aux diatribes répétées de M. Jean-Marie Le Pen contre la presse. Mécontent du reportage de l'émission « Envoyé spécial » diffusé sur France 2, le 5 novembre, le président du Front national avait même conseillé à ses journalistes qui avaient participé à la réalisation de ne pas assister à la convention et à la fête du parti d'extrême droite, « sa sécurité ne pouvant être assurée ». Il s'agissait là d'une menace à peine voilée. Les journalistes présents dimanche au Bourget (Seine-Saint-Denis) ont donc pu en faire la constatation : « Ce qui était pré-

visible est arrivé. » La veille au soir, Charles Sanviti, journaliste à France 3, avait reçu un coup de poing dans la figure et il avait été traité de « sale juif » par une bande de jeunes gens.

Le lendemain, c'est Arnaud Bertrand, délégué à TF1, qui a été frappé à la nuque par un individu qui a pris la fuite. Victime d'une perte de connaissance, le technicien de télévision a été transporté à l'hôpital Avicenne de Bobigny pour y être examiné. Trois des quatre membres de l'équipe de RFO (Radio-France Outre-Mer) ont, eux aussi, été agressés. Cifles, suivant le bon conseil de l'autocollant, ils ont été couverts de crachats et le journaliste a été tiré par les cheveux. D'autres journalistes ont été « simplement » insultés ou pris en photo, sans doute pour les intimider.

Compte tenu de ces conditions de travail, la plupart des journa-

listes ont décidé de ne pas assurer la couverture du discours final de M. Le Pen au cours duquel ce dernier a souligné qu'il ne paiera plus sa redevance audiovisuelle.

Ces violences ont été condamnées, notamment, par des syndicats professionnels, des sociétés de journalistes et la direction de certains organes de presse, le Club de la presse Marseille-Provence, l'organisation de rapatriés le RECOURS et le Mouvement des radicaux de gauche (MRG), qui appelle à « un boycottage total » du Front national. M. Jean-Noël Jeanneney, secrétaire d'Etat à la communication, a estimé que ces agressions « sont la conséquence odieuse des imprécisions des dirigeants » du parti d'extrême droite. « C'est du fascisme ou du nazisme, au choix, c'est insupportable », a déclaré M. Raymond Barre.

## M. Omédé (RPR) est élu maire de Saint-Raphaël avec les voix du FN

NICE

de notre correspondant régional

M. Charles Omédé (RPR) a été élu maire de Saint-Raphaël (Var), mercredi 4 novembre, en remplacement de M. René-Georges Laurin, sénateur (RPR), qui avait démissionné de ses fonctions, le 26 octobre dernier, en raison de la loi sur le cumul des mandats, après la validation de son élection comme conseiller général du Var. M. Omédé a créé la surprise en devançant, au premier tour de scrutin, par 16 voix contre 13, M. Michel Gaillard, premier adjoint sortant (département RPR), qui bénéficiait du soutien de M. Laurin. C'est précisément parce qu'il contestait le choix de M. Gaillard comme dauphin désigné qu'il s'était opposé à M. Laurin après les dernières élections cantonales. A titre de représailles, M. Laurin lui avait retiré sa délégation d'adjoint à l'animation. Son élection a été assurée par le ralliement à sa candidature de dix membres de la majorité municipale, dont trois RPR et cinq UDF, ainsi que des quatre élus du Front national et d'un divers droite proche du parti léniniste.

Le déroulement du scrutin a suscité l'indignation de M. Laurin, qui a dénoncé « l'accord scandaleux intervenu entre l'UDF et le FN ». Pour sa part, M. Omédé s'est présenté comme un « homme de conciliation » et a démenti toute collusion avec les élus d'extrême droite. Sans dévoiler leur vote, ceux-ci n'ont, au demeurant, présenté aucun candidat lors du renouvellement des postes d'adjoints, dont six, au lieu de deux dans l'ancienne majorité, sont revenus à l'UDF. Mais si le bloc des quinze élus RPR ayant voté pour M. Gaillard reste homogène, la tâche de M. Omédé s'en trouvera compliquée. Arithmétique, le nouveau maire de Saint-Raphaël ne disposera, en effet, d'aucune majorité sans le FN.

G. P.

[Né le 23 avril 1922 à Nice, M. Omédé est entré, à treize ans, comme groom au casino municipal de cette ville avant d'exploiter un hôtel au Mont-Dore, à partir de 1942, puis un restaurant-cabaret à Nice, de 1945 à 1952. Il a ensuite assuré la direction des casinos de Saint-Maxime, Juan-les-Pins et Saint-Raphaël tout en faisant de la mise en scène et de la production de spectacles. Après la catastrophe de Malspout, en 1959 — date à laquelle il a été élu, pour la première fois, au conseil municipal de Saint-Raphaël — il s'est lié d'amitié avec André Léotard (père de M. François Léotard, alors maire de Fréjus et, par la suite, d'un groupe de travail pour l'aide aux sinistrés, il a entamé une seconde carrière de promoteur immobilier. Sa société a construit deux mille cinq cents logements dans l'agglomération de Fréjus-Saint-Raphaël. Son nom apparaît dans le rapport d'enquête de la PJ de Marseille sur l'affaire de Fort-Frèjus (le Monde du 5 novembre). Grâce à une intervention de M. Léotard, il aurait obtenu une modification du plan d'occupation des sols qui lui aurait permis de faire classer en zone d'urbanisation un terrain de 3 996 mètres carrés, initialement inconstructible, sur lequel il a construit un immeuble d'habitation.]

□ M. Cambadélis (PS) veut combattre le « nationalisme rampant ». — M. Jean-Christophe Cambadélis, député (PS) de Paris, président du Manifeste contre le Front national, lors du rassemblement organisé par son mouvement sur le parvis des Droits de l'homme, au Trocadéro, à Paris, qui a toléré le Front national, c'est bien, mais que combattre le nationalisme rampant, c'est l'urgence ».

## Un Viking

Il y a plus de trente ans, M. Jean-Marie Le Pen s'en était pris à Pierre Mendès France à la tribune de l'Assemblée nationale. « Vous cristallisez sur votre personnage un certain nombre de répulsions patriotiques et presque physiques », avait-il déclaré, le 11 février 1959, à l'adresse de l'ancien président du conseil. Samedi 7 novembre, sur la couverture du dernier numéro de l'hebdomadaire Minute-la France représentant M. Laurent Fabius sous des traits inspirés des caricatures antisémites d'avant-guerre (le Monde du 6 novembre), M. Le Pen a déclaré : « La caricature consiste en l'exagération des traits des gens que l'on croque. Il est vrai qu'il est très difficile de faire passer M. Fabius pour un Viking. »

## Langage double

M. Jean-Marie Le Pen a indiqué dans un communiqué, dimanche soir 8 novembre, que son parti « déplore les incidents dont ont été victimes des journalistes de la part de certains éléments du public de la fête des Bleu-Blanc-Rouge et condamne sans ambiguïté, comme cela va de soi, de tels agissements ». Le président du Front national s'indigne en revanche que lui-même, le Front national, et sa fête des Bleu-Blanc-Rouge aient été pris en otage par les journalistes en violation caractérisée des devoirs de l'information.

Pour répondre aux violences dont avaient été victimes certains de leurs confrères, la plupart des journalistes avaient décidé de ne pas assurer la couverture du discours final de M. Le Pen. Ce dernier s'indigne

des menaces de représailles exprimées par TF1 à son égard et conseille aux journalistes, qui sont des citoyens comme les autres, de porter plainte auprès de la police et de la justice ».

[M. Le Pen ne précise pas contre qui les journalistes doivent porter plainte. La question se pose pourtant. Car M. Le Pen qui va « au moins progresser et être haï », selon un de ses slogans, omet d'ajouter qu'il parle un langage double. Dans le cas de son bureau, il régit sa communication de condamnation mais devant ses troupes, chauffées à blanc, il lance que les journalistes font venir eux-mêmes les individus qui les brutalisent. Cette flambe de violence n'est pas un coup de tonnerre dans un ciel serain. Elle a été préparée, vison encouragée : un déclarant indéfinissable un journaliste de RMC dont il prétendait se voir poursuivre avec la sévérité, le Front national a donné implicitement le feu vert aux violences contre tous les autres. — O. B.]

## MM. Pasqua et Séguin veulent « élargir l'assise de l'actuelle opposition »

MM. Charles Pasqua et Philippe Séguin ne souhaitent pas voir leur association « Demain la France » devenir un « RPR-bis ». Il n'en demeure pas moins que les deux chefs de file du « non » à la ratification du traité de Maastricht au sein du RPR ont réuni, dimanche 8 novembre à Puteaux (Hauts-de-Seine), ceux qui les avaient soutenus dans leur combat, pour « élargir l'assise de l'actuelle opposition ». Il y avait là quatre cents personnes environ, représentant tous les départements. Selon un des participants, cette réunion a donné lieu à un véritable « mai 68 de la parole ».

MM. Pasqua et Séguin, qui font partie du « comité de pilotage » du RPR, ne veulent pas créer une nouvelle structure, susceptible de « gêner en quoi que ce soit le RPR », mais ils affirment « situer leur action à venir dans la continuité de celle qu'ils ont engagée ensemble depuis 1990 ». C'est à ce moment-là qu'avait culminé leur fronde contre

la direction du RPR. « Nous sommes au RPR et nous agissons dans le RPR, mais nous entendons, aussi, travailler au-delà du RPR, de manière que notre souci d'ouverture et d'élargissement trouve sa traduction concrète », a souligné M. Séguin. Des structures locales vont être mises en place. M. Pasqua a précisé que « tout cela devra être maîtrisé » et que « rien ne se fera dans la spontanéité », pour éviter les conflits avec le RPR.

## M. Barre : si M. Mitterrand est « désavoué », il devra « s'effacer ou démissionner »

Invité de l'émission 7 sur 7 sur TF1, l'ancien premier ministre a affirmé, à propos de la cohabitation, que, « si le désaveu est ample », le président de la République « doit s'effacer ou démissionner », et « si le résultat est plus incertain », il peut nommer « un premier ministre qui ne lui soit pas opposé » ; et, en cas de motion de censure, demander aux Français de transiger. Rappelant que Georges Pompidou avait indiqué qu'en pareille circonstance il choisirait « l'Edgar Faure du moment », M. Barre a précisé : « C'est-à-dire un homme qui n'était pas provocant pour le reste de l'Assemblée tout en étant tout à fait consentant de l'attitude qu'il devait avoir à l'égard du président de la République ». Interrogé sur une éventuelle candidature à la présidence de la République, M. Barre a indiqué : « Comme tout Français, je considère que je suis entièrement libre de prendre une décision de ce genre et que je n'exclus nullement ». Citant Pagnol, il a comparé le système des primaires dans l'opposition au « jeu de trompe-couillons ».

DEMAIN NOTÉE SUPPLÉMENT

Le Monde  
SCIENCES  
ET MÉDECINE

**Les clefs du savoir** 1992

Le système administratif français  
Pierre Sadran

Prix unique : 60 F

Montchrestien  
Tél. (1) 63.35.01.67

mercredi

11  
novembre

B.H.V.



Un scandale qui contribue à la déstabilisation d'un Parti socialiste déjà fortement ébranlé par les critiques dont il est l'objet de la part de certains de ses propres membres. Le désarroi dans lequel se trouve désormais plongée la gauche, à un peu plus de quatre mois des élections législatives, avec la mise en cause personnelle de M. Fabius et de deux de ses anciens ministres, exige du président de la République qu'il invente une parade susceptible, au moins, de calmer le jeu, comme il l'avait fait en 1984, lorsque les socialistes ne savaient plus comment sortir de la polémique sur l'école privée.

La comparaison entre ces deux affaires, par ailleurs très différentes l'une de l'autre, vient d'autant plus à l'esprit que les premières réactions du pouvoir, et notamment l'appel au consensus sur la réforme de la Haute Cour lancé par M. Bérégovoy, ressemblent fort à un idéal de fumée, tout comme le fameux référendum sur la réforme d'un envisagé naguère par M. Mitterrand pour dénouer la crise de l'école privée. Il appartient donc au président de la République d'imaginer, comme en 1984, les moyens d'une retraite en bon ordre qui ne donne pas l'impression d'une capitulation pure et simple.

Cartes. M. Mitterrand franc, à bon droit, soutient que la France est le seul pays où la controverse sur le sang contaminé a pris une telle ampleur et en attribuer la cause à l'exploitation qu'on a faite l'opposition. Mais il ne saurait oublier, outre les particularités du climat français, la tradition sanguine, le climat politique dans lequel est née cette nouvelle affaire. De ce climat, le gauche est largement responsable. M. Mitterrand pourrait tenter de rebondir sur une révision constitutionnelle, préparée par un comité consultatif, mais il ne faut toujours pas oublier que, depuis le référendum de 1984, il aura dû à ce convulsif l'opinion qu'il propose autre chose qu'une élection.

M. Raymond Barre, qui n'est pas le plus sévère de ses censeurs, exprime probablement un avis répandu en souhaitant que la procédure actuelle soit appliquée, sans attendre une éventuelle réforme de la Constitution, et en estimant que les atermoiements du gouvernement ont donné « le sentiment que l'on voulait ruser avec les procédures qui étaient normalement applicables ». Ce n'est pas la moindre des difficultés pour M. Mitterrand de parvenir à échapper à ce reproche.

Au-delà de cette affaire, qui rappelle à M. Barre, la « crise de l'Euro », des problèmes de « droits maternels », le président de la République doit s'expliquer sur l'ambigüité des questions, qui antécédent le même soupçon. La plus grave est sans doute celle qui pose la construction européenne moins de deux mois après le référendum sur Maastricht. L'Europe avait été présentée aux Français comme un nouveau majew et le rejet du traité de Rome, une décision inacceptable. Or, c'est que la Grande-Bretagne perd des libertés avec ses engagements européens et que les négociations du GATT font apparaître des discussions entre les Douze.

La suite des événements semble ainsi donner raison aux adversaires du traité plus qu'à ses partisans : la France, qui devait tirer profit du resserrement des liens communautaires, paraît isolée de ses partenaires, et l'action de M. Delors, qui avait recueilli l'approbation des

gouvernements de la Communauté, est vivement contestée. Là aussi, on est conduit à se demander si le chef de l'Etat a bien pris la mesure des problèmes. Européen convaincu, M. Barre n'a sans doute pas tort de regretter que la France se soit laissée « acculer à une négociation purement agricole », faute d'avoir engagé, en temps voulu, « une profonde réforme de l'agriculture française ».

MM. Rasque et Séguin, qui réunissent dimanche leurs partisans, ont beau jeu d'affirmer que l'Europe de Maastricht n'est pas vraiment favorable aux agriculteurs français, dont la majorité ont voté « non » au référendum. M. Mitterrand s'est déjà expliqué plusieurs fois sur la question : il lui faudra beaucoup d'habileté pour sortir aussi de ce piège-là, que l'approche des élections législatives rend, à l'évidence, particulièrement redoutable.

Il incombait encore au président de la République, par-delà l'actualité du moment, de donner aux Français des raisons de voter pour la gauche en mars 1993 et, notamment à ceux qui ont apporté leurs suffrages au Parti socialiste, de leur rendre fidèles en dépit de leurs désillusions. Les socialistes ont eu l'impression qu'il leur trahissait ses engagements et qu'il ne se souciait pas, comme le fait M. Bérégovoy, de dénoncer les contradictions de ses adversaires. Mais il lui faut aussi tenir compte de ceux qui sont tentés par le vote écologiste et qui pourraient, au second tour, revenir vers les socialistes. Le rôle du cargo apparaît, dans ce jeu complexe, à Cherbourg, de sa campagne de ploutonium lui fournit l'occasion de préciser sa pensée.

Enfin, au moment où M. Barre théorise son refus de la cohabitation tout en suggérant que le président de la République disposera de marges de manœuvre si la victoire de l'opposition n'est pas trop large et sans exclure d'y jouer lui-même un rôle, il importe à M. Mitterrand de montrer qu'il est toujours présent à l'Elysée et, sauf coup de théâtre, qu'il entend bien le rester.

**THOMAS FERENCZI**

Les députés ont adopté, samedi 7 novembre, par 277 voix contre 213, les crédits de la culture inscrits au budget du ministère de l'éducation nationale et de la culture, qui s'élevaient à 13,79 milliards de francs, soit une progression de 6,5 % par rapport à 1992. L'opposition a renouvelé ses critiques contre les «grands travaux». Seuls les socialistes ont voté pour. Le RPR et l'UDF ont voté contre. L'UDC et le PC se sont abstenus.

M. Jack Lang embarrasse l'opposition au plus haut point. Son lyrisme coloré, ses passions emphatiques et ses vénération présidentielles irritent incontestablement. Quand, de surcroît, son emploi du temps condamne la représentation nationale à siéger un samedi, l'exaspération est à son comble. Résumant la mauvaise humeur de l'ensemble des députés, y compris les socialistes, M. Bruno Bourg-Broc (RPR, Marne) a dénoncé de tels « procédés cavaliers ».

Mais voilà : personne n'a pu véritablement lui reprocher d'apposer à la culture un régime sec. Celui qui « donne parfois le sentiment d'être un homme d'Etat », dit-il, « est le ministre », selon la formule de M. Bonmirail (SUD, Marne), a obtenu en 1981 à 1983 le doublement de la part des crédits de la culture dans le budget de l'Etat. Celui est passé de 0,48 % à 1 %, ce qui représente 11 % qui à toujours représenté, selon M. Lang, un « mythe mobilisateur », une « utopie concrète » et qui « aujourd'hui constitue un « acte de foi » dans la culture ». Mais, dit-il, « on ne peut bien sûr s'*écarter* ». Bon joueur, M. Hervé de Charette (UDF, Maine-et-Loire) est même allé jusqu'à reconnaître que le ministre « n'est pas un *clubbier* et *utilité dialogues* ». Mais, dit-il, « la culture n'est pas la *privée* ». Privée de l'argument du « pas *passer* », l'opposition, comme il est

maintenant de tradition dans le débat budgétaire sur les crédits de la culture, se rabat donc sur celui du « trop plein ». Et la cible est toute trouvée : les « grands travaux ». Le réquisitoire en est lanciant. M. Olivier Dussault (RPR, Oise) a calculé que la Trés Grande Bibliothèque de France, le Grand Louvre et l'Opéra Bastille coûteront près de 2 milliards de francs par an en frais de fonctionnement, qu'ils « feront défaut à l'action culturelle ».

M<sup>me</sup> Françoise de Panafieu (RPR, Paris) a dénoncé la «péripétie» et le «dénouement» du projet de l'Opéra Bastille. «Des grèves à répétition, s'est-elle indignée, des révolutions de palais dictées par le caprice d'un seul homme, des débâchements tous azimuts sans oublier, hélas, la tragédie de Styrille : tout est accablant.» Et M<sup>me</sup> de Panafieu d'observer que «Ce n'est pas rendre service à la culture que d'en faire une danseuse de la République quand notre pays s'enfonce dans le chômage et la crise.»

M. Bernard Stasi, lui, s'est montré plus nuancé. «*Pharosanisme des arts ou expression majestueuse de principes contemporains ? On n'en finit pas d'instruire à charge et à décharge*», a-t-il affirmé. Si la Gauche, a-t-il dit, se livre à l'écrit, elle inspire quelque «*fétidité*». L'Opéra Bastille, en revanche, lui apparaît comme un «*paquetot détourné de son cap initial par quelques corsaires du roi en mal de conservation et qui voient de crises politiques, crises économiques, crises sociales et des charmes*» de tous ces projets. M. de Charette, représentant une des sensibilités traditionnelles, a plutôt reproché à M. Lang de n'avoir jamais «*considéré la protection des monuments et des sites*» au sein des principales chantiers. Selon lui, il est urgent de maîtriser les compétences en matière de classement des monuments et des sites.

M. Guy Remondet (P.C., Bouches-du-Rhône) a regretté, pour sa part, que la politique culturelle s'appuie sur la Rhodanie. La principale raison en est, de son point de vue, que le gouvernement a

« tant sacrifié à la rentabilité et au cynisme de l'argent roi ».

M. Lang a semblé se déclarer de ces projets désormais rituels. Rempli à l'exercice, il a rappelé que « deux conceptions s'affrontent » en matière culturelle : « Pour les uns, la culture, le savoir, l'éducation sont un simple ornement de la vie; pour les autres, dont nous nous efforçons d'être, la culture est le ressort même de la vie, et notre devoir est de préserver avec soin et tendresse des trésors si fragiles. » Selon lui, le débat sur les coûts des grands travaux est donc vain. « Il s'agit de sommes relativement minimes devant les énormes rendements qu'elles produiront ».

au centuple à la nation», a-t-il assuré en évoquant les « ressources financières que la France tire de son prestige ».

Mais c'est l'avenir qui jugera. « Oui ou non, la France a-t-elle assuré le renouvellement de ses générations artistiques, s'est-il interrogé, a-t-elle su réensemencer pour qu'éclorissent de nouveaux talents ? Oui ou non, des feux de vie se sont-ils allumés dans l'ensemble du pays ? » Sa réponse est évidemment « oui ». Un « oui » fleuri et fiévreux. Mais un « oui » que l'opposition n'a pas jugé communicatif.

FRÉDÉRIC ROBIN

Faute de majorité, le gouvernement a dû résilier son vote. Le samedi 7 novembre, sur les crédits du secrétaire général de la défense nationale, du Conseil économique et social et du Commissariat général du plan, dont le total s'élève à 551 millions de francs. Les députés ont adopté, en revanche, le budget annexé des journaux officiels (760 millions de francs), et le vote des crédits des services généraux du premier ministre, parmi lesquels ceux de la direction générale de l'administration et ceux liés à la politique de la ville, a été renvoyé après l'examen des crédits de la communication.

Ces différents budgets, d'un montant relativement modeste, ont surtout donné l'occasion à l'Assemblée nationale de débattre de la politique de « délocalisation » lancée sous le gouvernement de M<sup>me</sup> Edith Cresson. Au nom du groupe communiste, M. Louis Pierna (Seine-Saint-Denis) a demandé « le gel de toute mesure de délocalisation jusqu'à l'issue d'une concertation prenant réellement en compte l'intérêt des salariés et des services concernés ».

la politique de déconcentration de la fonction publique et des établissements administratifs. M. Michel Delebarre, a précisé qu'avant la fin des années soixante, on envisageait de déconcentrer toutes les fonctions touchant près de trois millions d'emplois dans onze grandes administrations, qui représentaient 39,1 % du personnel de l'Etat. Sur la plan des effectifs, le solde net de déconcentration était de 0,2 % en 1971, et augmentait à 0,2 % en 1972.

Enfin, à l'occasion de la discussion sur les crédits de la politique de la ville (7,4 milliards de francs répartis dans plusieurs ministères et en augmentation de 14 % par rapport à 1992), le secrétaire d'Etat, M. François Loncle, a annoncé la publication, dès cette semaine, d'un rapport d'étape sur les mesures décidées au printemps dernier en direction des quartiers «difficiles».

4-4-8

**ALPES-MARITIMES :** canton de  
Nice-I (1<sup>re</sup> tour).  
L. 15 372; V., 5 407; A. 64,82 %;  
E. 5 278.

Gérard Bosisio, sout. RPR et UDF, 1 671 (31,65 %); Jean-Pierre Gost, FN, cons. rég., 1 017 (19,26 %); Christine Selvi, div. d., adj. m. de Nice, 892 (16,90 %); Marie-Louise Piegay, PC, 509 (9,64 %); Hervé Dupont, PS, 483 (9,15 %); Pierre Bousaud, sout. Verc. GE et AREV, 331 (6,27 %); Michel Gardet, div. d., 179 (3,39 %); Rose-Marie Allegret, Verc. diss., 123 (2,33 %); Benoît Anne, div. d., 72 (1,36 %); Alain Guillon, div. d., 1 (0,01 %) **BALLOT-TAGE**

« Ce scrutin est destiné à pourvoir au renouvellement de M. René Baulu (UDF-RI) dans la circonscription dix-neufième, qui s'étendait volontiers de son mandat, pour raisons de santé, le 12 octobre, tout en restant conseiller régional de Provence-Alpes-Côte d'Azur. M. Baulu, élu député du département, M. Baulu représentait ce canton du vieux Nice depuis 1951, au conseil général, dont il a été vice-président pendant une vingtaine d'années. Il n'a pas été élu au conseil régional en 1970, mais conseiller municipal de Nice où il occupa, en dernier lieu, de 1964 à 1969, les fonctions de premier adjoint. Avant de démissionner de son mandat de conseiller régional, il a été la majorité départementale, d'une « proposition de remplacement dans la constitution », avec la candidature de son fils, le Général de Gaulle, député de la région. M. Baulu ne pourra donc pas être réélu. Ce scrutin devra donc nommer Christine Steller, adjointe au maire de

[illegible]

**MARNE :** canton d'Anglure  
(1<sup>re</sup> tour).  
I., 4 776; V., 2 729; A., 42,86 %;  
E., 2 648.  
Daniel Grosbety, app. PS, m. de  
Conflans-sur-Seine, 909 (34,32 %);

René Vigneron, UDF-PR, m. d'Angoulême, 772 (29,15 %); Bernard Champion, div. d., 603 (22,77 %); Jérôme Malarmey, FN, 184 (6,94 %); Jean-Marc Robert, PC, 180 (6,79 %) BALLOTAGE.

(Cote partielle, destinée à servir au recensement de Jean-Michel Gauthy (app. PS), ancien président du Conseil économique et social à Champsaur-à-décroire, le 21 septembre, considérant la situation de la commune de Champsaur. M. Daniel Grosbety, apparenté PS, successeur de Jean-Michel Gauthy à la mairie de Champsaur-à-décroire, arrive en mai. Il perd 378 suffrages et 10,02 % des suffrages par rapport au score de Jean-Michel Gauthy en 1988. René Vigenera, UDF-PR teste sa chance pour la deuxième fois, avec le soutien de 10,02 % des suffrages par rapport au score de Jean-Michel Gauthy en 1988. Quant au candidat communiste, Jean-Marie Robert, devancé de quatre voix par le représentant du FN, il n'a réussi à capter que 6,79 % des voix dans un canton où le FN avait obtenu 10,02 % des voix. Jean-Michel Gauthy avait été élu au second tour des cantonales en octobre 1988, avec 1 814 voix (58,61 %) contre 1 287 voix (39,39 %) pour le candidat UDF, soit 4 791 inscrits, 13 163 voix (soit 33,99 % d'abstention) et 3 064 suffrages exprimés. Au premier tour, les résultats avaient été les suivants : Jean-Michel Gauthy, 1 287 voix (44,33 %) ; René Vigenera, 794 (27,35 %) ; Bernard Champion, div. d., 462 (16,22 %) ; Jean-Marie Robert, 199 (7,07 %) ; Pierre Le Besca, FN, 99 (3,42 %).



# CENTMIL

CHEMISES

*Dépensé 1871*

## LIQUIDATION TOTALE

### AVANT TRAVAUX

PAR AUTORISATION PRÉFECTORALE

Costume 100 % laine.....	<del>1350 Frs</del>	1150 Frs
Vestes 65 % cachemire (rouges, vertes, bleues, etc.).....	<del>1295 Frs</del>	995 Frs
Vestes 100 % laine (rouges, vertes, bleues, etc.).....	<del>995 Frs</del>	695 Frs
Pantalons 100 % laine.....	<del>495 Frs</del>	345 Frs
Cravates soie au choix.....	<del>199 Frs</del>	100 Frs

**Grand choix de chemises de 125 Frs à 195 Frs**

**MANTEAUX, IMPERS, KLAZERS, PARKAS,  
BLOUSONS, PULLS, CRAVATES, ECHARPES, etc...**

Paris 2° - 13, bd des Italiens

Paris 4° - 74, rue de Rivoli

Paris 6° - 44 bis, bd St-Michel

Paris 10° - 79, rue du fgb du Temple

Paris 11° - 109, fgb St-Antoine

Paris 15° - 25, rue du Commerce



## SOCIÉTÉ

L'affaire du sang contaminé

JUSTICE

## Des rebondissements judiciaires en cascade

M. Xavier Charvet, conseil du docteur Michel Garretta, a annoncé samedi 7 novembre que son client ne ferait pas appel de sa condamnation. Mais la procureur de la République de Paris conserve cette possibilité jusqu'au lundi 9 novembre au soir et le procureur général durant plusieurs semaines.

Le procès des principaux responsables de la transfusion sanguine, cet été, n'aura finalement été qu'un prétexte. Et la renonciation du docteur Michel Garretta à faire appel du jugement qui l'a condamné, le 23 octobre, à quatre ans d'emprisonnement, pourrait bien se révéler vaine si le ministère public choisissait pour sa part de saisir la cour d'appel. Ainsi l'affaire dite « du sang contaminé » provoque-t-elle son lot d'illusions éphémères. Mais contrairement à une impression communément répandue, les rebondissements juridiques et politiques majeurs sont encore à venir, ne serait-ce qu'en raison d'une « dynamique judiciaire » aujourd'hui à l'œuvre. Une dynamique dont on sait déjà qu'elle se libère devant la cour d'appel de Paris et devant la Cour de cassation. Une dynamique dont certains hérophiles, constitués parties civiles, espèrent encore qu'elle finira par rendre possible un procès d'assises.

Brusant ainsi des échéances certaines et des hypothèses controversées, l'autorité judiciaire est durablement saisie de ce dossier. Tout comme la justice administrative qui traite d'innombrables procédures.

Tout comme le pouvoir politique, simultanément invité à se prononcer sur le sésame de la Haute Cour de justice, à constituer un jury d'honneur pour « juger » M. Laurent Fabius ou à rectifier la Constitution afin de permettre aux ministres de comparaître devant la justice « ordinaire ».

La cour d'appel. — Dès le 23 octobre, nul ne pouvait plus douter que la cour d'appel de Paris aurait l'occasion d'examiner les responsabilités des principaux responsables de la transfusion sanguine en France. Quelques minutes après la lecture du jugement, M. Sabine Paugam, avocat de l'Association française des hérophiles, avait fait savoir qu'elle faisait appel tout comme le docteur Jean-Pierre Allain, ancien collaborateur du docteur Garretta, condamné à quatre ans d'emprisonnement dont deux avec sursis.

Seule l'étendue de la saisine est des lors en cause. Dans l'hypothèse où le ministère public représenté par le procureur de la République de Paris déciderait de ne pas faire appel, le second degré de juridiction devrait limiter son examen du dossier pénal au (x) condamné (s) ayant interjeté appel. Dans l'hypothèse inverse — la plus souvent évoquée au palais de justice — les juges auraient pour mission de reprendre le procès en son entier.

Ce n'est que lundi 9 novembre en fin d'après-midi que l'on doit connaître le choix du ministère public. De même doit-on attendre la décision rendue par le procureur Jacques Roux, ancien directeur général de la santé, condamné à quatre ans d'emprisonnement avec sursis.

Pour l'heure, on peut simplement s'interroger sur l'attitude du docteur Garretta. Sa renonciation à faire appel marque-t-elle sa défiance définitive à l'égard de la justice telle qu'elle pourrait s'exercer à son endroit? Ses avocats, qui avaient qualifié le jugement le condamnant d'« injuste et inacceptable », ont aujourd'hui de leur client comme d'un homme « qui ne croit plus dans le système judiciaire et a décidé de tout arrêter ». Ou bien son forfait relève-t-il de la secrète certitude de s'en être sorti à moindres frais et de l'espoir avoué que la justice en restera là?

La cour d'assises. — L'hypothèse d'un procès des principaux responsables de la transfusion sanguine devant une cour d'assises pour répondre du chef d'inculpation d'empoisonnement, qualification criminelle, n'est en effet plus tout à fait farfelue. Au fil des jours, au gré de l'écho suscité par cette affaire en France, l'idée d'un procès en assises prend même de la force.

La seizième chambre correctionnelle a pourtant nettement écarté les arguments développés par M. Sabine Paugam qui avait plaidé tout au long des débats pour que les inculpés soient jugés devant les assises. Le président Jean-Louis Mazières, dans son jugement, a insisté sur le fait que l'empoisonnement n'est pas seulement un acte, conscient, voulu mais un acte intentionnel, c'est-à-dire conscient, voulu et accompli en vue d'un résultat précis, recherché par son auteur, en l'espèce la mort ou l'atteinte à l'intégrité corporelle d'autrui. Il prévenait ceux qui seraient tentés de renouer au principe d'interpré-

tation stricte de la loi pénale qu'ils avaient « la porte à toutes les dérives et confusions ».

L'hypothèse, à coup sûr encore bien aventureuse, d'un procès du docteur Garretta devant une cour d'assises ne peut cependant être complètement exclue. Son nombre d'hérophiles luttent pour faire valoir leur point de vue. Et ce combat, sans succès auprès de l'autorité judiciaire, reçoit à l'évidence un accueil favorable dans une partie de l'opinion. Après le premier degré de juridiction, la cour d'appel de Paris sera en tout cas conduite à se prononcer sur ce chapitre capital de la compétence ou de l'incompétence du tribunal correctionnel pour juger un tel dossier.

Dans l'immédiat, M. Jacques Vierge, Max Lecoq et Eric Dupond-Moretti sont parvenus à déposer une plainte pour empoisonnement instruite par M. Sabine Paugam, premier juge d'instruction à Paris. Une manière, au Palais, de marquer que la justice n'entend opposer nul refus d'instruire sur l'affaire du sang contaminé.

Le tribunal administratif. — Les juges de l'ordre judiciaire ne sont pas les seuls à être saisis de l'affaire. Quelques quatre cents dossiers d'hérophiles ont été déposés devant les tribunaux administratifs. Et dès l'année 1991, le tribunal administratif de Paris a relevé que, en « admettant même que demeurent quelques incertitudes sur l'hygiène des officiers de santé, les juges titulaires de la Haute Cour à l'Assemblée nationale, bloquant de fait l'éventuel fonctionnement de cette institution. Constatant ce blocage, M. Fabius a demandé à être jugé

distribution de produits sanguins contaminés ».

La cour administrative d'appel, le 16 juin dernier, constatait « que l'administration a commis une faute lourde, de nature à engager la responsabilité de l'Etat » et fixait les dates de la période où cette responsabilité est engagée du 12 mars au 20 octobre 1985.

La Haute Cour de justice. — Enfin, l'ultime rebondissement « judiciaire » se dérobe alors même que chacun se réclame pour des raisons diamétralement opposées. L'opinion publique, qui n'a pas accepté que d'anciens ministres puissent se déclarer « profondément responsables mais pas coupables », exige un dénouement devant un tribunal pour les voir condamnés, voire condamnés comme ce fut le cas le 24 juillet devant le tribunal correctionnel. M. Laurent Fabius et M. Edmond Hervé, ancien secrétaire d'Etat à la santé, et M. Georges Dufour, ancien ministre des affaires sociales, demandent à être jugés pour s'expliquer solennellement et se libérer d'accusations qu'ils rejettent avec force.

De multiples obstacles se dressent encore sur le chemin de cette justice « politique ». En principe toute désignée pour remplir cet office, la Haute Cour est en réalité jugée par avance comme infamante par nombre d'élus, de gauche comme de droite. Au reste, les députés socialistes empêchent depuis quelques années l'élection des douze juges titulaires de la Haute Cour à l'Assemblée nationale, bloquant de fait l'éventuel fonctionnement de cette institution. Constatant ce blocage, M. Fabius a demandé à être jugé

par un jury d'honneur dont les membres pourraient être choisis par le président du Sénat, M. René Monory, et le président de l'Assemblée nationale, M. Henri Emmanuelli. Il n'a recueilli, pour l'heure, que le silence poli du second et le refus du premier au motif que « la constitution d'un jury d'honneur ne saurait se substituer au fonctionnement normal des institutions ».

L'idée d'une révision constitutionnelle, entre autres destinée à renvoyer devant la justice ordinaire ministres et secrétaires d'Etat, ferait-elle son chemin après que la constitution d'un jury d'honneur soit devenue improbable? Rien n'est moins sûr puisque la telle réforme exige que les trois cinquièmes des voix du Congrès l'approuvent. Après bien d'autres, M. Raymond Barre a constaté dimanche qu'une révision ne saurait s'improviser à quelques mois des élections législatives et que cette dernière ressemblerait, à tout prendre, à un « itinéraire de fuite ».

Reste la possibilité, avancée par les députés socialistes, de la constitution d'une commission d'enquête parlementaire sur le dossier du sang contaminé. Mais peut-on croire que les Français s'en contenteront? Imagine-t-on vraiment que ses débats, même publics, satisfassent la demande d'information et le besoin secret de châtiement — et non de jugement — qui apparaît de plus en plus?

LAURENT GRELSAMER

## Un entretien avec M. Edmond-Luc Henry

« Ce drame relève d'une qualification d'empoisonnement »

nous déclare le porte-parole de l'Association française des hérophiles

Dans une lettre adressée le 5 novembre à M. Pierre Bérégovoy, le docteur Patrick Walter, le nouveau président de l'Association française des hérophiles, réclame que soit « instruite l'affaire de la distribution de sang contaminé ». Il joint à son courrier un rapport sur « la responsabilité des ministres dans cette affaire. Nous publions ci-dessous un entretien avec M. Edmond-Luc Henry, l'un des porte-parole de l'AFH, et auteur de l'ouvrage De l'hérophilie en général et du crime en particulier (Ed. Le Pré aux Clercs).

« Hérophilie contaminée par le virus du sida, vous avez rejoint, il y a quelques mois, l'Association française des hérophiles. Selon vous, ce drame ressort de la qualification d'empoisonnement. Pourquoi?

— Avec le temps, ma position n'a nullement varié. Je considère effectivement, avec mon avocat, M. Sabine Paugam, que ce drame relève d'une qualification d'empoisonnement. A ce titre, nous ne sommes nullement satisfaits du jugement qui vient d'être prononcé par le tribunal correctionnel de Paris. Il y a notamment, et je ne suis nullement le seul à évoquer cette question, le problème de la responsabilité d'un certain nombre de médecins prescripteurs. On a focalisé ces derniers temps sur M. Michel Garretta. Il y a pourtant, à mon sens, d'autres responsabilités, d'autres culpabilités. Cela dit, ce n'est pas à moi, la victime, forcément partielle, de me prononcer. C'est pourquoi je demande à

la justice d'établir enfin les responsabilités des médecins prescripteurs. Il ne s'agit pas, comme on a pu le dire, de « centaines de personnes », mais plus certainement, de quelques médecins d'hérophiles extrêmement proches de la transfusion sanguine, qui étaient pleinement avertis en 1985 du degré de contamination des lots, mais qui ont continué à prescrire ces produits à leurs patients.

En disant cela, j'intègre tout à fait les incertitudes de l'époque quant au nombre de patients qui allaient être contaminés et qui pourraient développer un sida. Il y avait, quoi qu'on dise, un risque majeur. Les médecins ont pourtant continué de prescrire des substances potentiellement mortelles.

— Rédigé l'an dernier, à la demande du gouvernement, le rapport de M. Michel Lucet, le « patron » de l'IGAS, a-t-il, selon vous, sur ce point, permis de répondre à toutes les questions que vous soulevez?

— Nullement. Le rapport Lucas fournit des conclusions très rapides, prend des positions subjectives, et n'analyse pas suffisamment les faits et leur chronologie. On ne peut notamment retenir les conclusions de ce rapport au sujet de l'arrêt de la non-remboursement des produits anti-hérophiliques non chauffés à compter du 1<sup>er</sup> octobre 1985. Il ne s'agit pas d'un moyen permettant de les laisser perdurer jusqu'à cette date. Tout le problème est de savoir pourquoi ce sont les directeurs des cabinets de M. Edmond Hervé et de M. Georges Dufour, et non les ministres eux-mêmes, qui ont pu signer un tel texte. Pourquoi n'a-t-on jamais posé cette question aux directeurs de cabinet? Pourquoi ne les a-t-on jamais entendus? Pourquoi ces deux directeurs de cabi-

net, l'un de la santé, l'autre des affaires sociales, ont-ils eux aussi intégré un raisonnement économique et industriel et non sanitaire?

— Les deux médecins prestigieux à la tête, en 1984 et 1985, du conseil d'administration du CNTS (les professeurs Jean Bernard et Jacques Ruffié) ont-ils perçu le drame qui était en train de se jouer?

— Il semble que le professeur Ruffié se soit aperçu assez vite d'un problème concernant la qualité des produits fabriqués, et c'est sans aucun doute pour cela qu'il a été mis en minorité lors de la réunion du 25 février 1985 puis évité du CNTS. Dans le texte du jugement apparaît d'ailleurs pour la première fois un lien direct entre son éviction et la contamination des produits (1).

Sans véritable qualification scientifique — Ces éléments sont d'autant plus incompréhensibles que le professeur Jean-Pierre Soulier, alors directeur du CNTS, avait très tôt mis en garde contre les risques infectieux inhérents à ces pratiques. Le docteur Garretta et ses collaborateurs n'en tenaient aucun compte. Pourquoi, selon vous, les prescripteurs n'ont-ils pas protesté?

— Au risque de me faire quelques solides ennemis chez les médecins, je dirai que les spécialistes de l'hérophilie jouissent d'une situation atypique, une situation de chercheurs, publiant dans des revues et des congrès, du seul fait qu'ils soignent des gens souffrant d'une maladie rare. A part quelques exceptions, ces médecins ne sont pas véritablement qualifiés sur le plan scientifique. Ils n'ont dès lors fait que suivre en 1985 ceux qui, dans la transfusion sanguine, déci-

daient, oubliant qu'ils étaient médecins pour prendre la casquette d'industriel.

— Quel sens donnez-vous à votre action?

— Compte tenu des éléments sur la responsabilité des ministres de l'époque, il est nécessaire d'instruire à un autre niveau. La peine qui pourrait être prononcée à leur encontre n'importe peu. Quand on est concerné, quand on est victime, on a besoin de connaître la vérité, besoin d'une véritable analyse des faits, besoin d'un jugement incontestable. Je ne connais pas d'autre voie ici que judiciaire. Je ne suis pas activiste. Je ne vois pas pourquoi on fait aujourd'hui sur tout cela un tel tapage. Car l'on parvient à un résultat! Qu'il y ait enfin une véritable instruction! Comment pourrait-on accepter que des accusés se disculpent eux-mêmes?

— Jusqu'où, selon vous, ira-t-on?

— Pour ma part, je cesserais mon action lorsque j'aurai obtenu une instruction définitive incluant la responsabilité des ministres de l'époque. Au fond, tout cela n'était pas, au départ, une affaire d'Etat. Mais elle l'est devenue. Si tout avait été dit, mis à plat dès le départ, nous n'en serions pas là. Or on n'a pas cessé, dans cette affaire, à tous les niveaux, de mentir.

Propos recueillis par JEAN-YVES MAU ET FRANCK NOUCH

(1) On peut lire dans le jugement du tribunal de Paris que la réunion du conseil d'administration du CNTS du 15 février 1985, « qui décide de l'évacuation de la responsabilité de l'Etat », est décisive et révélatrice des tensions provoquées au CNTS par les divergences d'appréciation quant à la politique à suivre face au risque de transmission du sida par les produits anti-hérophiliques ».

## M. Balladur (RPR) demande l'application de la procédure prévue par la Constitution

Invité dimanche 8 novembre du « Forum RMC-Express », M. Edouard Balladur (RPR) a estimé que si « l'immense besoin d'explication que ressentent les Français » sur le drame du sang contaminé ressemblait « à un feu sacré », les dirigeants politiques seraient « couragés en très grande mesure pour la démocratie elle-même ». Observant que la contamination des hérophiles était « une affaire d'Etat », M. Balladur a observé qu'il était donc « légitime que les Français s'en préoccupent et que la justice s'en préoccupe, sous les formes diverses qu'elle peut revêtir ». L'ancien ministre de l'économie et des finances de M. Jacques Chirac relève toutefois qu'une telle explication ne peut se faire que « dans un climat qui ne mêle pas les considérations politiques » à « ce problème ». Il faut que nos concitoyens aient le sentiment que cette affaire n'est pas jugée en fonction de normes ou de motifs politiques, a observé M. Balladur, en ajoutant : « Il faut vraiment que

l'on fasse un très grand effort d'honnêteté intellectuelle et morale dans cette affaire ».

Pour toutes ces raisons, M. Balladur estime que le problème doit être réglé « avant les élections législatives » et que « le plus sage » est d'appliquer la procédure existante de la Haute Cour de justice, « même si elle n'est pas parfaite ». L'intérêt même des personnalités dont le nom est cité (M. Fabius et Hervé, M. Dufour) serait que cette procédure se déroule, qu'aucune autre n'est possible aujourd'hui, a-t-il déclaré. La période de campagne électorale exclut en effet pour M. Balladur toute révision de la Constitution. S'il est favorable à un toilettage constitutionnel, le conseiller de M. Chirac souhaite qu'il soit mené « dans un climat de sérénité, d'objectivité ». « Je trouverais parfaitement sain, a ajouté M. Balladur, que les partis français exercent chacun des représentants dans un organisme qui aurait pour objet d'essayer de déterminer une sorte d'accord minimum général ».

## M. Barre souhaite la réunion de la Haute Cour

Interrogé dimanche 8 novembre sur l'affaire du sang contaminé au cours de l'émission « 7 sur 7 », sur TF 1, M. Raymond Barre a notamment déclaré : « Le drame que nous vivons à l'heure actuelle est un drame où se mêlent l'argent, le sang, la mort. Nous avons à faire face à une crise d'un Etat dont les rouages ne sont pas maîtrisés et où il semble que les agents n'alignent pas la compétence et le sens des responsabilités ». L'ancien premier ministre a jugé que l'opinion publique « a en le sentiment que l'on voulait ruser avec les procédures qui étaient normalement applicables ». Tout en estimant qu'à l'avenir tout le monde devrait être « traité de la

même façon, hommes politiques, parlementaires, simples citoyens », M. Barre a souhaité que, sans attendre une révision constitutionnelle, l'affaire du sang contaminé « soit clarifiée très vite, selon les procédures qui sont prévues dans notre Constitution ».

« Si le Parlement se comporte avec dignité, si la procédure est appliquée d'une manière stricte et tout à fait rigoureuse, a-t-il ajouté, je crois que ce serait, aujourd'hui, dans l'état actuel de l'opinion, la seule façon de surmonter les incertitudes et le rejet qui se manifestent ».

LE LIVRE DU JOUR  
MARABOUT

15 minutes par jour pour apprendre le solfège

3618 69F

LE MONDE diplomatique

PREMIER VOLUME de la NOUVELLE COLLECTION "SAVOIRS"

LES SOURCES du droit en texte intégral :

- Jurisprudence (ARRÊTS : Cour de cassation, Conseil d'Etat).
- Législation (Travail, Impôts, Civil, Pénal, ...)
- Bibliographie (Droit français et international)

+ commande de copies

Sur MINITEL par code direct SANS ABONNEMENT 36 29 9001

LES MERS, AVENIR DE L'EUROPE

132 pages en couleurs - 48 francs

EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX

18-19-20 novembre 3ème DEVCOM 92

Salon des Associations

Palais des Congrès - Paris

Le carrefour professionnel du monde associatif

Exposition, Conférences, Ateliers

Organisation : THEMATICA (1) 34 24 90 90

طريقه امنه لاجل











AUTOMOBILISME : la victoire de Gerhard Berger  
au Grand Prix d'Australie

## Une extravagante fin de saison

L'Autrichien Gerhard Berger (McLaren Honda) a remporté, dimanche 8 novembre à Adélaïde, le Grand Prix d'Australie, seizième et dernière épreuve du championnat du monde de formule 1 automobile, en devançant l'Allemand Michael Schumacher (Benetton Ford) de 741 millièmes de seconde. Pour la deuxième fois seulement de la saison, le Britannique Nigel Mansell et l'Italien Riccardo Patrese, qui espéraient fêter le titre mondial de l'équipe Williams Renault et leur double au classement final des conducteurs, ont dû abandonner alors qu'ils menaient la course.

Nigel Mansell n'a même pas attendu que le drapeau à damiers soit agité devant Gerhard Berger pour quitter le circuit d'Adélaïde, « dégoûté » de la formule 1. Pour le pilote britannique, le championnat 1992 aura dû être celui de tous les bonheurs, avec son premier titre mondial décroché à treize-neuf ans avec un panache sans précédent. Or, depuis son couronnement, dès le 16 mai, en l'occurrence le début de la saison, il a accumulé les déceptions. De la rupture de ses négociations avec Frank Williams pour la prolongation de son contrat (le 15 septembre), son ultime sortie de piste au Grand Prix d'Australie.

Bien décidé à quitter la formule 1 sur un nouveau coup d'éclat, Nigel Mansell avait pris la tête du départ, talonné par Ayrton Senna, qui rêvait d'offrir à Honda un dernier succès. Le circuit d'Adélaïde, avec ses virages à angle droit dans les rues de la cité, offrait au pilote brésilien la meilleure occasion de menacer le Williams Renault, dont les freins couvraient le talon d'Achille. En retardant ses freinages au maximum, le triple champion du monde livrait un féroce duel à son successeur au palmarès. Mais, à force de repousser ses limites, Senna a fini par percuter violemment son adversaire au dix-neuvième des quatre-vingt-un tours.

Image prémonitrice pour la saison prochaine : les deux grands animateurs du championnat se retrouvaient hors course, comme ils pourraient bien l'être aussi en 1993. L'abandon de Honda, l'inflation du coût des nouvelles technologies, la crise économique qui inquiète les grandes entreprises et brouille les petites, laissent planer bien des incertitudes et des incertitudes sur le prochain championnat. Surtout si Ayrton Senna suivait Nigel Mansell dans ses intentions de renouer à la formule 1.

Après avoir proposé en vain ses

Frank Williams, le triple champion du monde brésilien espère disposer du moteur Renault sur McLaren pour se battre « à armes égales » avec Alain Prost. Les négociations menées par Ron Dennis, directeur général de McLaren, pour récupérer le contrat passé entre Ligier et Renault, n'ont pu aboutir. Principalement à cause des accords liant McLaren à Shell et Renault à Elf. Alors que la Williams conforme aux nouvelles réglementations de 1993 tourne déjà en essais avec Alain Prost, Ron Dennis ne sait toujours pas autour de quel moteur devra être conçue la nouvelle McLaren.

Face à cette situation, Ayrton Senna, qui n'a toujours pas signé de contrat pour 1993, ne semble pas pressé de dévoiler ses intentions : rester chez McLaren pour une saison de transition, prendre une année sabbatique comme l'avait fait Alain Prost ou rejoindre Nigel Mansell dans le championnat de formule Indy.

Le plus préoccupé par le départ éventuel des deux champions du monde est, semble-t-il, Bernie Ecclestone, président de l'Association des constructeurs (FOCA), qui craint la désaffection des télévisions pour un championnat privé de vedettes et promis trop facilement à Williams Renault. Le grand argentier de la formule 1 aurait déjà proposé à Carl Haas de racheter le contrat signé par Nigel Mansell pour le double de sa valeur (12 millions de dollars au lieu de 6), mais le manager américain, profitant de la situation, exigeait 18 millions de dollars.

Dans ce climat extravagant de crise morale et financière, la seule lueur d'espoir est venue de la nouvelle performance de Michael Schumacher (Benetton Ford) à Adélaïde. Après les abandons de Mansell et Senna, puis de Riccardo Patrese (pneu électrique au cinquante et unième tour) le jeune Allemand (vingt-trois ans) a échoué de 741 millièmes de seconde derrière Gerhard Berger (McLaren Honda) pour une victoire qui lui aurait assuré le titre de vice-champion du monde pour sa première saison complète en formule 1.

Sans boîte de vitesses semi-automatique ni suspension active, les Benetton Ford sont d'ailleurs les seules voitures à avoir marqué des points (pour les six premiers) à l'arrivée de tous les grands prix. Un exploit que seules les Lotus avaient déjà réalisé en 1963, alors le championnat du monde se limitait à dix courses.

GÉRARD ALBOUY

(1) Alain Mansell et Gerhard Berger ont pris la tête du Grand Prix d'Australie. Il a battu les records détenus par Ayrton Senna.

## Les résultats

## AUTOMOBILISME

Grand prix d'Australie de formule 1  
1. G. Berger (Aut., McLaren Honda) les 308.180 km en 1 h 46 min 54 s (moyenne : 171.829 km/h); 2. M. Schumacher (All., Benetton Ford), à 0 s 741; 3. M. Brundage (G.-B., Benetton Ford), à 54 s; 4. J. Alesi (Fra., Ferrari), à 1 tour; 5. F. Bottasso (Ita., Ligier Renault), à 1 tour; 6. S. Modena (Ita., Jordan Yamaha), à 1 tour.

Championnat du monde des pilotes (classement final). - 1. N. Mansell (G.-B.), 108 points; 2. R. Patrese (Ita.), 56; 3. M. Schumacher (All.), 53; 4. A. Senna (Br.), 50; 5. G. Berger (Aut.), 48; 6. M. Brundage (G.-B.), 36; 7. J. Alesi (Fra.), 16.

Championnat du monde des constructeurs (classement final). - 1. Williams-Renault, 154 points; 2. McLaren-Honda, 99; 3. Benetton Ford, 91; 4. Ferrari, 21.

## FOOTBALL

## CHAMPIONNAT DE FRANCE

## Première division

(Dernière journée)

Le Havre et Paris-SG 1-1  
Lans et Valenciennes 2-1  
Marseille et Lille 3-0  
Bordeaux et Caen 2-0  
Nantes et Sochaux 1-1  
Marseille et Montpellier 1-1  
Strasbourg et Saint-Etienne 2-0  
Toulon et Lyon 0-0  
Auxerre et Metz 4-0  
Nîmes et Toulouse 1-1

Classement. - 1. Nantes, 21 pts; 2. Paris-SG, 20; 3. Auxerre, 19; 4. Monaco et Marseille, 18; 5. Bordeaux et Montpellier, 16; 6. Saint-Etienne et Strasbourg, 15; 7. Caen et Sochaux, 13; 8. Lille, 11; 9. Valenciennes et Toulouse, 10; 10. Lens, 9; 11. Toulon, 8.

Deuxième division (Dernière journée)

GROUPE A  
\*Moussy et Louhans-Cuiseaux 2-2  
\*Isère et Nîmes 1-1  
\*Nancy et Sedan 1-0  
\*Cannes et Perpignan 1-0  
\*Rodez et Albi 2-0

Valence b. Châteauroux 2-1  
Bastia b. Annecy 4-1  
\*Charleville b. Epinal 2-0  
\*Ajaccio b. Martigues 2-0  
Classement. - 1. Sedan, 18 pts; 2. Martigues, 18; 3. Bastia et Cannes, 17; 4. Nancy, 16.

## GROUPE B

Rennes b. Châteauroux 1-0  
\*Tours et Amiens 2-2  
\*Bastia b. La Roche-sur-Yon 1-0  
\*Red Star b. Angers 2-0  
\*Dunkerque b. Amiens 3-0  
\*Guingamp b. Rouen 1-0  
\*Laval b. Bourges 2-0  
\*Le Mans b. Lorient 4-1  
Classement. - 1. Rouen, 23 pts; 2. Rennes, 20; 3. Angers et Bastia, 18; 4. Le Mans et Lorient, 17.

## BASKET-BALL

## CHAMPIONNAT DE FRANCE

Première division

(Dernière journée)

\*Montpellier b. Le Mans 88-79  
\*Limoges b. Rouen 79-53  
\*Lyon b. Châlons 83-64  
\*Pau-Orthez b. Villeurbanne 82-78  
\*Cholet b. Racing PSG 96-75  
\*Gravelines b. Châlons 70-58  
\*Antibes b. Dijon 105-87  
Classement. - 1. Limoges, 22 pts; 2. Cholet, 20; 3. Gravelines, Antibes, Pau-Orthez et Racing PSG, 19; 4. Villeurbanne, 17; 5. Lorient, Châlons, 15; 6. Montpellier et Le Mans, 14; 7. Lyon, 12; 8. Rouen, 10; 9. Dijon, 8.

## VOILE

Transat Lorient-Saint-Barthélemy  
Michel Desjoyeux et Jacques Caron sur  
Sif-Fruit-France-III ont remporté,  
dimanche 8 novembre, la Transat en double  
Lorient-Saint-Barthélemy après une traversée  
de 4 081 milles menée le 11 octobre.  
Desjoyeux, le vainqueur de la dernière  
course en solitaire du Figaro, et Caron, pré-  
sident de quatre petits milles Frédéric  
Lacoste et Loïc Blanton sur ENO, leurs  
adversaires acharnés depuis le départ de la  
seconde étape, donnèrent aux Canaries le  
24 octobre.

## SPORTS

TENNIS : l'Open de Paris

## Boris Becker sonne la charge

L'Allemand Boris Becker a remporté, dimanche 8 novembre, pour la troisième fois, l'Open de tennis de Paris doté de 165 000 dollars de prix. Tête de série n° 3, il s'est imposé face au Français Guy Forget (n° 11) tenant du titre (7-6, 6-3, 3-6, 6-3). Il sauve une saison plutôt terne et empochera un chèque de 297 000 dollars (plus de 1,5 million de francs).

Boris Becker a levé le trophée du vainqueur, un verre en long sur la signification de sa victoire. Au terme d'un match ni fon, ni prodigieux, l'Allemand, impressionnant de solidité, a fessé, renoué, dimanche, un triomphe oublié. Il retour d'un ancien numéro un du classement mondial.

Après le traditionnel du vainqueur, un verre en long sur la signification de sa victoire. Au terme d'un match ni fon, ni prodigieux, l'Allemand, impressionnant de solidité, a fessé, renoué, dimanche, un triomphe oublié. Il retour d'un ancien numéro un du classement mondial.

Dans les deux semaines, le service fut la meilleure arme de disqualification. Avec, services gagnants, chacun comptait sur sa puissance pour assommer l'autre. Car pour vaincre, la règle était simple, dimanche, sur la surface rapide du

Palais omnisports de Bercy : celui qui perdait le plus fort à la fois comme dans le fond du court. Un forgeron au poignet d'acier décochant d'incroyables retours sous le nez du Français au dont les balles, parfois, restaient collées dans la raquette adverse. « Becker développe une vitesse que lui seul peut déployer. Lorsqu'il joue ainsi, il y a lui et les autres », constatait Guy Forget. Un prodigieux funambule, aussi, l'Allemand prenait ses élan sur les lignes, en servant des deuxièmes balles à la limite extrême de la faute, les transformant même parfois en coups gagnants. « C'est véritablement un sentiment d'impuissance », expliqua Forget.

## Contre la candidature de Berlin

Becker a refusé qu'il soit « donné » afin d'enlever ce tournoi remporté deux reprises en 1986 et 1990 pour effacer, abandonnant la finale 1990 contre Stefan Edberg, quand il était piteux, blessé à la cuisse, après une petite demi-heure de jeu. Il fallait attendre dimanche, tous les deux, qui se disputaient pendant un an.

Comme bon nombre de congénères, l'ancien numéro un mondial a connu un

vide. Le ras-le-bol d'un adolescent, ex-prodiges et ex-numéro mondial, qui un jour cogner dans une balle n'est l'essentiel d'une existence. Il a appris qu'une vie pouvait se vivre mille fois, « à condition d'aborder chaque chose en son temps », murmure-t-il, la tête encore perdue dans la victoire. Pour l'heure, Becker a choisi de redevenir un joueur comme les autres, celui qui se bat contre le racisme et la xénophobie dans son pays et qui est récemment monté au créneau contre la candidature de Berlin pour les Jeux olympiques de l'an 2000, comme auparavant, selon lui, les Jeux de 1936.

« Pour revenir au tennis, j'ai dû apprendre à croire de nouveau moi. J'ai travaillé dur avec mon nouvel entraîneur Günther Bresch (le Monde du 7 novembre). Aujourd'hui, après cinq semaines d'entraînement acharné, j'ai retrouvé le niveau que j'avais perdu. » Au terme de cette semaine, il peut se targuer, rougir, trois meilleurs mondiaux, Jim Courier, Pete Sampras et Stefan Edberg.

Après sa victoire parisienne - « l'air et les charmes de la Seine, sans doute », rit-il - Boris Becker a gagné le privilège de disputer, dimanche, l'Association des champions professionnels (ATP), le tournoi

maîtres qui chaque année élite huit meilleurs du monde. Cette bonne nouvelle le laisse presque indifférent. « A force de souffrance, j'ai réussi à me remettre sur pied. Je n'ai pas eu de mal à redevenir numéro un mondial. » Ce ne lui suffit pas. « Je voudrais encore jouer au grand tour, afin de me nommer gravé dans l'histoire du tennis parmi les plus grands. Je veux que l'on se souvienne de moi plus tard. Ce serait ma plus belle récompense. Car qui permettrait de vivre ainsi que je veux goûter après le tennis. » Dimanche, Boris Becker croyait très fort. Il n'était pas le seul.

BÉNÉDICTE MATHIEU

## Simple messieurs

B. Becker (All., 3) b. G. Forget (Fra., 11) 6-1, 6-2, 6-3; 2. J. Hasek (Rép., 6-3, 7-6).

## Finale

B. Becker (All., 3) b. G. Forget (Fra., 11), 7-6 (7-3), 6-3, 3-6, 6-3.

## Double messieurs

J. McEnroe-P. McEnroe (Et.) b. P. Gelbreth-D. W. (Et.-USA) 6-4, 6-4.

(Entre parenthèses, la nationalité du joueur et le numéro de tête de série.)

INFO/SOCIÉTÉS 36 29 30 30  
LA VÉRITÉ MULTIPLE D'UNE ENTREPRISE  
SUR UN NUMÉRO UNIQUE.

La personnalité d'une entreprise est complexe, jamais toute d'une pièce. Pour saisir la vérité multiple, il faut la regarder sous les angles et changer de point de vue pour juger avec mesure.

Avec INFO/SOCIÉTÉS, c'est facile : un simple appel, sans abonnement, sur le numéro unique 36 29 30 30 et sur chaque société apparaît l'information la plus riche, la plus variée : identité juridique et sociale, personnalité commerciale, analyse financière et, fait unique, l'information parue dans la presse depuis plusieurs années.

Les entreprises en disent long sur la qualité et l'exhaustivité des informations sur chaque entreprise : INPI / Registre National du Commerce, Journal Officiel / BODACC, Chambres de Commerce et d'Industrie, AFP et des journaux prestigieux comme Le Monde, La Tribune et Les Echos.

Dans INFO/SOCIÉTÉS chacun peut trouver la réponse selon ses intérêts en la minute il coûte que 9,06 F TTC. (Tarif 01/07/92).

36 29 30 30  
SUR MINITEL

INFO/SOCIÉTÉS  
POUR AVOIR CE QU'IL FAUT SAVOIR SUR UNE ENTREPRISE.  
GROUPE O.R. / L'EUROPÉENNE DE DONNÉES - 164 TER, RUE D'AGUESSEAU - 92100 BOULOGNE











## ÉCONOMIE

La crise du GATT et l'embarras de la France

## Les Douze semblent peu favorables à l'adoption de sanctions commerciales contre les Etats-Unis

## BILLET

## L'impossible pari sur l'emploi

Depuis le début de l'année, l'ANPE a pu mener une campagne d'approfondi avec les chômeurs de longue durée. Ce chiffre, évoqué par M. Martine Aubry, l'Assemblée nationale lors de la présentation du budget de son ministère, témoigne d'une mobilisation sans précédent. Pourtant, M. Aubry n'a visiblement pas souhaité donner à cette statistique une publicité exagérée. Et on la comprend. La politique du gouvernement doit en effet être appréciée à l'aune des engagements du premier ministre. Ainsi, dans son discours d'investiture du 11 avril, M. Pierre Bérégovoy avait affirmé sa volonté de trouver une solution à l'emploi de ceux qui ne trouvent pas d'emploi depuis plus d'un an. Le 10 mai suivant, il avait encore plus explicité : « Mon objectif, avait-il déclaré, est d'atteindre, dans un délai de six mois, un niveau de chômage de longue durée au 1<sup>er</sup> janvier 1993, inférieur à celui du 1<sup>er</sup> janvier 1992 ».

Désormais, la situation est faite : ce pari est impossible. En septembre, on dénombrait 889 000 chômeurs de longue durée (CLD). Les entretiens personnels ont débouché sur plus de 11 000 emplois en septembre et explique une bonne partie du quadruplement en un an du nombre de chômeurs d'emploi ainsi rayés des listes. Bien sûr, il serait injuste de négliger les résultats obtenus. En juin, on comptait 934 000 CLD. Reste que le premier ministre s'est engagé trop vite. Malgré les appels lancés aux établissements publics, collectivités locales et associations, les contrats emploi-solidarité (dont de 30 000 à 40 000 seraient vacants) n'ont pas eu le rendement escompté. M. Bérégovoy a tenté de faire passer les chômeurs inscrits depuis plus d'un an ne cessent de se renouveler. Chaque mois, cette catégorie augmente de 10 000 à 15 000 personnes. Enfin et surtout, un chiffre d'approfondi ne reflète pas une fin de non-voies parce que l'on peut réintégrer dans le service public de l'emploi mais également parce que, comme le reconnaît M. Aubry, la rareté des offres d'emploi et le handicap de formation ont souffert les chômeurs les plus vulnérables (jeunes, handicapés, etc.) pour lesquels il n'y a pas de solution immédiate.

JEAN-MICHEL NORMAND

Les ministères des affaires étrangères de la CEE devaient se réunir lundi 9 novembre à Bruxelles, au sujet de la crise commerciale euro-américaine. Il paraît improbable que les Douze se prononcent en faveur de sanctions commerciales à l'encontre des Etats-Unis.

BRUXELLES  
(Communauté européenne)  
de notre correspondant

Une fois l'annonce faite au bord de la crise, le gouvernement français ne doit pas faire l'erreur de se laisser aller à des réactions impulsives. Il devra en effet, lors du conseil des ministres des affaires étrangères, lundi 9 novembre à Bruxelles, prendre une décision décisive. Soit se résigner à la conclusion d'un accord agricole avec les Etats-Unis qui n'est pas possible, soit conclure de la conclusion de l'Uruguay Round, mais dont il sait qu'il imposera aux paysans européens des contraintes allant au-delà de celles résultant de la réforme de la politique agricole commune (PAC), et qui ne sont donc inévitablement un affrontement avec les organisations professionnelles françaises. Soit choisir de s'opposer à ses partenaires de la CEE, avec les risques supplémentaires qu'une telle attitude pourrait entraîner à la politique de Massicot à laquelle, légitimement, il est attaché. En s'isolant sur le terrain du GATT, la France ne pourrait probablement pas compter sur le soutien de l'Allemagne pour pousser les Anglais à la ratification de l'accord. Une solution alternative, c'est-à-dire aller de l'avant.

Un minimum  
de cohésion

La trêve, voie privilégiée pour M. Roland Dumas à temporiser, en essayant de donner la parole à ceux (l'Espagne, l'Italie, la Belgique, le Danemark) dont on pense à

Pour qu'ils ont des sentiments proches, qu'ils considèrent sans surprise la perspective d'un accord agricole faisant la part belle aux Américains et tournant le dos à la définition par les Etats-Unis et le gouvernement, le 16 octobre, à Washington. S'agissant, lundi, d'une réunion des ministres des affaires étrangères, soucieux du maintien d'un minimum de cohésion entre les Douze, il est possible en effet (mais nullement assuré) qu'après un dialogue de sourds, la Commission joue les prolongations, et se contente d'inviter la Commission à retourner à la table de négociations avec les Américains. L'heure de vérité serait ainsi retardée.

Ce serait sans doute reculer pour mieux sauter, tant semble forte la volonté de la majorité des Etats membres d'éviter la guerre commerciale avec les Etats-Unis. Tel sera le cas d'ordre lundi, et M. Douglas Hurd, le secrétaire au Foreign Office, d'approuver, après de difficiles négociations, le projet de loi de l'Union européenne, le 21 novembre, et, enfin, rien de tangible en matière de réajustement, ce droit, réclamé par la CEE de freiner ses importations de produits de substitution des céréales qui entrent sans acquiescer dans la Communauté.

Ce sont les Anglais qui mènent la campagne en faveur d'un tel accord. John Major trouve tout à fait nor-

Washington, ce qui signifie, en clair, à accepter de nouvelles concessions. Après le jet de l'éponge de M. Ray MacSharry, le commissaire chargé des affaires agricoles, ce sera vraisemblablement M. Frans Andriessen, le vice-président de la Commission chargé des ministères extérieurs et principal porte-parole de la CEE dans l'Uruguay Round, à qui sera confiée la tâche ingrate d'écarter cette nouvelle retraite. Bien qu'ayant estimé, au lendemain de l'échec de la rencontre euro-américaine de Chicago, que les Etats-Unis avaient demandé à la Communauté « plus que ce que nous pourrions accorder de façon raisonnable », on peut penser qu'il s'acquiescera sans état d'âme.

L'impératif tactique  
de M. Major

Les Français peuvent avoir retrouvé bientôt avec devant eux ce qu'ils redoutent le plus, à savoir un projet d'accord très déséquilibré et donc invendable à leurs agriculteurs : un droit à produire des céréales limités à 9 millions de tonnes, à comparer à une production actuelle de 11,5 millions ; l'engagement de réduire le volume des exportations subventionnées de 21 % ; et, enfin, rien de tangible en matière de réajustement, ce droit, réclamé par la CEE de freiner ses importations de produits de substitution des céréales qui entrent sans acquiescer dans la Communauté.

Ce sont les Anglais qui mènent la campagne en faveur d'un tel accord. John Major trouve tout à fait nor-

mal que les Européens fussent en 9/10 du chemin pour aboutir, note un haut fonctionnaire bruxellois. Le premier ministre britannique n'est pas forcément convaincu qu'une conclusion de l'Uruguay Round redonne à l'économie mondiale, et en particulier à l'économie anglaise, si mal en point, le tonus dont elle a besoin. Mais il est certain que forcer l'accord, comme il s'y emploie, pourrait embarrasser les Français et le désigner des Allemands. Un tel objectif tactique, même s'il n'est pas, à l'heure actuelle, le plus important, impose presque à un homme dont les initiatives, depuis qu'il exerce la présidence des Douze, ont toutes tourné court. Il devient impératif pour lui de marquer un point, et tant pis pour la déchirure risquant d'être créée dans la Communauté.

En fait, les autres partenaires de la France semblent prêts à suivre la voie proposée par M. Major. Sauf apparemment l'Espagne, et avec tout de même une incertitude pour ce qui est de l'Allemagne. Ils partagent ainsi l'analyse que l'économie mondiale, en manque de croissance, a besoin par dessus tout de signaux positifs. Et chaque dépeche issue de Londres ou de Genève martèle (sans le démontrer) que l'Uruguay Round par un accord générerait un supplément de 200 milliards de dollars au commerce international. Les Français sont ainsi accusés de tenir en otage, pour les beaux yeux de leurs agriculteurs, le salut de l'économie mondiale.

Le rapport est favorable à la France. Il faudrait

pouvoir opposer des analyses, des solutions, pour être crédible et avoir une chance d'être entendu d'un nombre suffisant de partenaires. En s'arabouissant depuis des mois sur une position strictement défensive, le gouvernement, il est vrai, penché par l'opposition (à l'exception notable de M. Raymond Barre et Edouard Balladur), ne s'est pas préparé à cette diplomatie de mouvement. Il lui reste maintenant à manœuvrer pour le pire, à savoir une remise en cause de la dynamique européenne ainsi que du partenariat avec l'Allemagne.

PHILIPPE LEMAITRE

M. Barre regrette que la France ne soit pas prête à une négociation purement agricole. M. Raymond Barre, ancien premier ministre, qui était dimanche 8 novembre sur TF1 l'invité de l'émission « 7 sur 7 », a estimé, à propos des négociations du GATT, que « rien ne serait plus dangereux que d'avoir une guerre commerciale avec le monde ». Il a ajouté : « Nous ne pouvons pas continuer à penser que nous pourrions toujours bénéficier d'une politique agricole commune telle qu'elle a évolué dans le passé, ni que, sur le plan international, nous pourrions toujours bénéficier des mêmes avantages ». Les agriculteurs français doivent savoir que, sur les dix ans à venir, il doit y avoir une profonde réforme de l'agriculture française. Souhaitant une négociation globale, une négociation équilibrée, M. Barre a regretté que les Français se soient « laissés acculer à une négociation purement agricole ».

M. Balladur (RPR) juge que la position américaine n'est « pas supportable ». A propos des négociations du GATT, M. Edouard Balladur, député (RPR) de Paris, a estimé dimanche 8 novembre RMC, que la menace de sanctions américaines sur les produits français n'est « pas supportable ». « Je suis partisan qu'on reprenne la discussion », a-t-il déclaré sous la gorgue, a précisé l'ancien ministre en s'insurgeant contre une méthode qui consiste, en son opinion, à négocier, à organiser en quelque sorte l'hallali contre une nation. « Première puissance agricole de la Communauté », la France, a-t-il défendu, « des intérêts fondamentaux de la France ». L'accord agricole doit pas se faire aux dépens de l'agriculture européenne et donc française, a-t-il indiqué, ajoutant qu'il convenait d'examiner les mesures de rétorsion.

Pour améliorer le service

### La RATP veut mettre en place des « comités spécialisés » avec les usagers

La RATP veut mettre en place des « comités spécialisés » avec les usagers, qui permettraient d'aborder les problèmes des transports urbains en région parisienne, a annoncé, mardi 7 novembre, son président, M. Christian Blanc. Ces comités travailleraient sur différents sujets évoqués lors des réunions générales des usagers, les 6 et 7 novembre, comme la tarification, la péage, la signalisation ou encore le matériel (le Monde du 11-12 novembre). Au lieu de trois ans, période qui ne donne l'entreprise pour parachever un modernisme d'une « culture technique », les nouveaux états généraux des voyageurs pourraient être organisés.

En marge du colloque, M. Blanc a en outre évoqué les graves, préjudiciables à la « continuité du service public », en faisant référence au mouvement du mardi 10 novembre (de 10 heures à 15 heures) et du 19 novembre (de 12 heures à 19 heures), à l'appel de grèves, lié à un projet de réforme des conditions de travail des conducteurs de bus et du métro, et motivé selon lui par une « problématique archaïque » et une « surcharge ». M. Blanc a également évoqué la veille des élections professionnelles. Le président de la RATP a souligné que les conducteurs de bus « n'étaient pas les plus malheureux », avec 15 heures de travail par semaine pour des salariés travaillant en équipes à ceux des autres agents.

Dans l'Ande

### Réouverture de la mine d'or de Salsigne

La seule mine d'or française, Salsigne (Aude), fermée en octobre 1991, va de nouveau être exploitée d'ici à la fin novembre et les cent soixante-cinq mineurs licenciés il y a un an devraient être réembauchés. La mine, qui produit environ 2 tonnes de métal jaune par an, avait été touchée de plein fouet par la chute des cours de l'or. En 1990, les pertes avaient atteint 62 millions de francs. Le groupe public, via le Bureau de recherches géologiques et minières (BRGM), propriétaire du site, ont alors décidé en 1990 de fermer la mine. Après une liquidation judiciaire à la fin de l'année, le groupe franco-italien a repris le projet. Quelques mille tonnes de minerai ont été décidées la semaine dernière. Samedi 7 novembre, pour fêter la « renaissance de Salsigne », quel-

ques mineurs sont arrivés dans les galeries avec à leur tête M. Louis Vignat, secrétaire général de la CGT. Premier vol transatlantique de Brest vers les Antilles. Le groupe Nouvelles Frontières (NF) a inauguré, samedi 7 novembre, le premier vol commercial transatlantique au départ de Brest à destination de Fort-de-France. Le vol a eu lieu sur un Boeing 747 de Corsair, la compagnie de charters privée filiale de NF. Deux autres départs vers Fort-de-France auront lieu les 21 novembre et 21 janvier prochains. Selon M. Jean-Yves Salmon, directeur commercial de l'aéroport de Brest-Guipavas, équipé d'un système d'atterrissage tout temps et d'une piste de 3 100 mètres, le potentiel de voyageurs bretons vers les Antilles est de 5 000 personnes.

A la suite de plusieurs affaires de travail clandestin

### Une enquête est ouverte sur le chantier limousin d'Aussedat-Rey

Plusieurs affaires de travail clandestin, sur le chantier de la future usine Aussedat-Rey à Saillat (Haute-Vienne), filiale du groupe américain International Paper, ont conduit le parquet de Limoges à ouvrir une enquête. Dix-sept Polonais, théoriquement en stage de formation, employés à la plomberie. Quinze salariés hongrois d'une entreprise allemande, en situation illégale, ont disparu dans la nuit du lendemain de leur identification. Des travailleurs portugais auraient travaillé plus de trois mois sans percevoir de salaire. « Les investigations, explique le parquet de Limoges, et les auditions auxquelles ont procédé les enquêteurs ont fait apparaître (...) des indices graves et concordants d'infraction ». Le gendarme de Limoges a été chargé de l'enquête, en collaboration avec les services de l'inspection du travail. « Compte tenu de la complexité des relations juridiques, ajoute le parquet, il n'est pas possible de conclure, à ce stade, sur la responsabilité des personnes impliquées ».

LIMOGES

de notre correspondant

Dix-sept Polonais, théoriquement en stage de formation, employés à la plomberie. Quinze salariés hongrois d'une entreprise allemande, en situation illégale, ont disparu dans la nuit du lendemain de leur identification. Des travailleurs portugais auraient travaillé plus de trois mois sans percevoir de salaire. « Les investigations, explique le parquet de Limoges, et les auditions auxquelles ont procédé les enquêteurs ont fait apparaître (...) des indices graves et concordants d'infraction ».

liens de sous-traitance entre les différents entrepreneurs concernés, il n'a pas encore été possible d'identifier les personnes à la responsabilité des infractions ». Le chantier de Saillat, ouvert voilà deux ans après l'OPA d'International Paper, le géant américain du papier, sur le groupe français Aussedat-Rey, doit être terminé début 1993. Avec une surface couverte de 23 000 mètres carrés, il permettra de doubler la capacité de 100 000 tonnes par an la capacité européenne de papier pour le bureau. Quelque mille sept cents ouvriers travaillent sur le chantier, employés par des sociétés, dont trente-cinq seulement sont en contrat direct avec Aussedat-Rey.

Quarante ouvriers  
intoxiqués

Après l'annonce de l'ouverture de l'enquête, M. Larry Crawford, directeur d'International Paper, le site a annoncé à Limoges que tous les ouvriers du chantier ont été réexaminés, vendredi 5 novembre, par un nouveau problème : quarante

ouvriers du chantier de construction ont été intoxiqués par un nuage de chlore provenant d'une fuite dans l'usine. Les victimes, tous ont été transportés à l'hôpital voisin de Saillat (Haute-Vienne), l'un d'eux dans un état grave. L'incident a publié, quelques heures plus tard, un communiqué insistait sur la brièveté de l'incident : « Les procédures de sécurité prévues ont été déclenchées, les autorités concernées ont été prévenues et les enquêtes complémentaires engagées. Par précaution, l'usine de pâte à papier a été arrêtée. Les réparations sont en cours et l'usine pourra redémarrer dès que les équipements de sécurité seront testés ».

Propos tout autre à la préfecture de la région : M. Jean-Paul Proust, le préfet, a déclaré qu'il y a eu un dysfonctionnement au niveau de l'installation de l'usine. Il a précisé que ces procédures n'ont pas été appliquées avec retard et que la préfecture a été informée de l'incident, plus tard, que les heures après le sinistre. Une enquête technique et administrative a, en conséquence, été ouverte.

GEORGES CHATAIN

A partir du 27 novembre

### Le séminaire multimédia entame sa neuvième édition

L'Institut multimédia inaugurera, vendredi 27 novembre, la neuvième édition de son séminaire. Près d'une quarantaine de professionnels des médias et de la communication suivront un cycle de formation qui, pendant sept mois, sera centré sur la veille technologique, le droit de l'information et la communication, les nouveaux marchés, la création et la programmation, les financements et les stratégies. Une mission d'études aux Etats-Unis, du 28 mars au 11 avril 1993, complètera le cursus. Elle s'étendra à New-York, Washington, Denver, San-Francisco et Los Angeles. Ce neuvième séminaire multimédia bénéficiera du parrainage du Minitel de France Telecom, de Télédiffusion de France, de La SEPT, du Centre national de la cinématographie et, pour la première fois cette année, de Philips Interactive Media. Depuis sa création, en 1984, près de trois cents responsables des médias ont suivi ce séminaire.

Renseignements et inscriptions : Institut multimédia, 21, rue Royale, 75008 Paris. Tél. (1) 49-24-82-82.

## Le Monde de l'éducation

ENQUÊTE

### ADOLESCENTS A LA DÉRIVE

Precision scolaire croissante, avenir incertain : les adolescents subissent les effets d'un contexte social et économique difficile. Le Monde de l'éducation présente les actions et les initiatives d'associations qui cherchent à rétablir le dialogue parents-enfants et à aider les jeunes à « apprivoiser » leur solitude.

#### • AVENIR : LES MÉTIERS DU DROIT

Parce que les professions du droit, surtout privé, connaissent d'importantes mutations, l'Université a diversifié ses enseignements. Le Monde de l'éducation publie le guide détaillé des formations juridiques, un carnet d'adresses spécialisées.

#### • DOSSIER : LA NOUVELLE CLASSE DE SECONDE SUR LE TERRAIN

Les enseignants disposent de trois heures par semaine pour faire acquiescer à leurs élèves des notions de travail. Comment fonctionne le jour le jour la nouvelle pédagogie, dans les établissements. Comment les enseignants s'y prennent-ils ?

#### • REPORTAGE : SIDA, LA PRÉVENTION A L'ÉCOLE

Des associations cherchent à prévenir les jeunes du sida.

NUMÉRO DE NOVEMBRE 1992 - 25 F

EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX

طريق مكة المكرمة



# ÉCONOMIE

## CONJONCTURE

### Fin de cycle

## Une remontée du dollar inévitable et bienvenue

Le dollar va monter ! La rumeur court sur les marchés des changes et vient chatouiller les espoirs des chefs d'entreprise européens, qui restent tout de même prudents. A deux reprises déjà, la devise américaine n'a-t-elle pas commencé à se raffermir, passant même de 4,95 francs à la fin de 1990 à 6,20 francs au début de l'été 1991, dans l'enthousiasme relatif qui a suivi la fin de la guerre du Golfe ? Elle ne retombe pas moins à près de 5 francs à la fin de cette année 1991. Au premier semestre de 1992, que tout le monde tablait sur un redémarrage de l'économie américaine, le dollar s'envole à nouveau, progressant de plus de 10 % pour redépasser l'ancien niveau et toucher son plus haut cours historique par rapport au mark au début septembre, à 1,3895 DM (4,73 francs).

Et voilà : depuis le début de septembre le dollar vert s'élève de chef, progressant de plus de 12 % en deux semaines successives pour atteindre, ces jours-ci, 1,59 DM et 5,38 francs. Est-ce une troisième tentative avortée ? Il semble que non. Selon toute vraisemblance, le dollar va continuer à monter et à l'été

prochain, avec - très probablement - quelques semaines intermédiaires, les objectifs pour 1993 étant 1,60 DM (5,40 francs) pour les économistes de Salomon Brothers à New-York, 1,70 DM (5,73 francs) pour ceux de la Caisse des dépôts et d'Indosuez, et 1,80 DM (6,10 francs) pour d'autres enfin. Cette fois-ci, en effet, tous les ingrédients réunis pour un cocktail véritablement haussier, et cela pour trois raisons.

### La reprise finira par se produire

La première, tout bêtement mécanique, est que l'écart entre les rémunérations offertes aux investisseurs à court terme à New-York ou à Francfort est en train de diminuer doucement. De près de 7 points à la fin de l'été (3 % aux Etats-Unis, 9,75 % en Allemagne), cet écart s'est contracté grâce à une baisse d'un point à Francfort, et devrait continuer à se réduire graduellement. Quant aux taux d'intérêt à long terme (dix ans), ils se sont singulièrement rapprochés de part et d'autre de l'Atlantique (6,80 % à New-York, 7,30 % à

Francfort). Pour peu que la politique de relance du président Clinton fasse un peu peur aux marchés financiers internationaux, ce rapprochement aboutira à l'équilibre. Sans être grand clerc ou analyste chevronné, on peut estimer qu'un tel rapprochement, de même que la diminution de l'écart à court terme, est inscrit dans les astres. Les taux d'intérêt ne peuvent que retomber depuis leur plus haut niveau depuis douze ans, et les taux américains au plus bas depuis vingt-six ans sont, désormais, susceptibles de remonter doucement vers ceux de l'Europe, sans que cela ne soit une fin de non-recevoir.

La deuxième raison ressort d'une analyse macro-économique toute simple portant sur les fameuses données (fondamentales). Aux Etats-Unis, la reprise finira bien par se produire, la hausse des dépenses des particuliers de la consommation ayant, à la longue, un effet d'entraînement sur l'activité générale, lorsque le désendettement aura pris fin. Quelques signes apparaissent de ce côté de l'eau, qui ressemblent à des financements révélateurs.

### En attendant M. Clinton

En revanche, l'Europe est en train de s'enfoncer. En Allemagne, le rythme annuel de la croissance du PIB (produit national brut) va revenir à 1 % ou moins l'an prochain. L'Italie subit une crise d'assèchement, de même que l'Espagne, et la Grande-Bretagne ne sort guère du marasme. Quant à la France, le ralentissement y est sévère, et probablement durable. En un mot comme en cent, notre continent risque d'imiter l'Amérique, avec deux ans de décalage. Ce véritable basculement de « l'effet-vitrine » (les cours des monnaies reflètent l'état des économies) se traduira vraisemblablement par une revalorisation naturelle du dollar par rapport aux devises européennes.

Ce dollar reste, on le sait, notablement sous-évalué, en parité de pouvoir d'achat : d'un bon 20 %, selon la BNP, sur la base d'un cours actuel de 1,58 DM, la parité d'équilibre se situant aux environs de 1,90 DM. Une troisième raison est d'ordre psychologique. De même qu'à partir de 1980, l'effet Reagan avait joué (« America is back again », l'Amérique revient très fort) pour doper le billet vert, de même l'effet Clinton

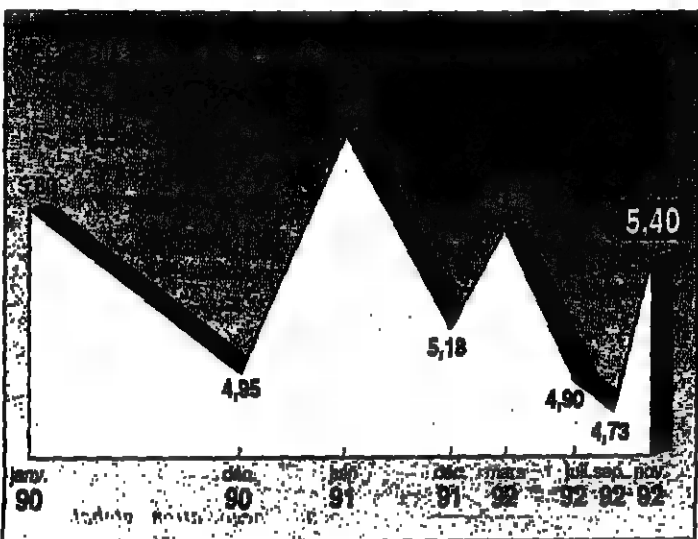
(remettre les Etats-Unis sur les rails de la croissance) est-il susceptible de redonner le brio du dollar passagèrement terni par l'incapacité de l'économie américaine à sortir de sa stagnation.

Les conséquences d'une revalorisation du dollar ne sont pas minces, notamment pour les Européens. Les ventes d'Airbus redeviennent rentables au-dessus de 100 à l'exportation. Surtout l'altra-compétitivité donnée aux produits américains par la sous-évaluation de la devise américaine démolit littéralement les prix dans le monde entier, et notamment ceux de la chimie. Qu'on en parle ! M. Jean-René Fourtou, PDG de Rhodia-Poulenc : le dollar, il en rêve la nuit. Certes, cette hausse

renchérit le coût de nos importations, notamment celui des matières premières et des hydrocarbures. Mais le marché des matières premières est foncièrement déprimé avec des tarifs au plus bas depuis huit ans, et le baril de pétrole n'arrive pas à dépasser 20 dollars, l'OPEP poussant l'extraction pour toute une série de motifs, dont certains sont hautement politiques. Donc, le bilan de raffermissement de la devise américaine serait globalement positif pour l'Europe et, sans doute, moins favorable pour les industriels américains. Mais le gouvernement des Etats-Unis s'est-il jamais vraiment soucié de l'évolution des cours de sa monnaie et n'a-t-il

pas des moyens de l'influencer ? Si les banques centrales répètent en maîtrisant sur les variations des taux d'intérêt à court terme, elles sont impuissantes à agir sur les taux d'intérêt à long terme, véritables « juges de paix ». En ce cas, tout dérapage budgétaire entraîné par la politique Clinton ne pourra que renchérir le loyer de l'argent à long terme aux Etats-Unis, sans exclure celui de l'argent à court terme, et alors le dollar montera. C'est pourquoi les économistes de la Banque française du commerce extérieur (BFCE) recommandent maintenant aux importateurs français de produits américains de se couvrir sur le dollar, c'est-à-dire l'acheter par

FRANÇOIS RENARD



## Le Monde

**REDACTION ET SIÈGE SOCIAL :**  
15, RUE FALGUIÈRE  
75001 PARIS CEDEX 15  
Tél. : (1) 40-65-25-26  
Télécopieur : (1) 40-65-25-99  
Téléc : 206.808F

**ADMINISTRATION :**  
1, PLACE HUBERT-BEUVÉ-MÉRY  
94862 IVRY-SUR-SEINE CEDEX  
Tél. : (1) 40-65-25-28  
Télécopieur : (1) 40-65-30-10  
Téléc : 261.311F

Édité par la SARL Le Monde  
Durée de la société : cent ans à compter du 10 décembre 1944  
Capital social : 620 000 F  
Principaux associés de la société : Société civile « Les rédacteurs du Monde », Association Hubert-Beuve-Méry, Société anonyme des lecteurs du Monde, Le Monde-Entreprises, M. Jacques Lesourne, gérant.

**Le Monde PUBLICITE**  
Président directeur général : Jacques Lesourne  
Directeur général : Michel Cops  
Membres du comité de direction : Jacques Cols, Philippe Dupont, Isabelle Turpin  
15, PLACE HUBERT-BEUVÉ-MÉRY  
Tél. : (1) 40-65-25-28  
Téléc : 261.311F

Imprimé au « Monde »  
12, r. M. Gumbourg  
94851 IVRY CEDEX  
Commission paritaire des journaux et publications, n° 57 437  
ISSN : 0395-2037  
PRINTED IN FRANCE  
Renseignements sur les abonnements et index du Monde au (1) 40-65-25-33

**Le Monde TÉLÉMATIQUE**  
Composées 35-15 - Types LEMONDE ou 35-15 - Types LM  
Régistration au 35-15 - Types LM

**ABONNEMENTS**  
1, place Hubert-Beuve-Méry, 94862 IVRY-SUR-SEINE CEDEX  
Tél. : (1) 40-65-32-90 - 8 heures à 17 h 30

TARIF	FRANCE	SUISSE-BELGIQUE LUXEMBOURG-PAYS-BAS	AUTRES PAYS Voie normale-CEE
3 mois	536 F	572 F	790 F
6 mois	1 038 F	1 123 F	1 560 F
1 an	2 086 F	2 246 F	2 960 F

**ÉTRANGER :** par voie aérienne tacit sur demande.  
Pour vous abonner, renvoyez ce bulletin accompagné de votre règlement à l'adresse ci-dessus ou par MINTEL : 36-15 LEMONDE code d'accès ABO  
Changements d'adresse définitifs ou provisoires : nos abonnés sont invités à formuler leur demande deux semaines avant leur départ, en indiquant leur numéro d'abonné.

**BULLETIN D'ABONNEMENT**  
221 MO 02 PP-Paris RP  
Durée choisie : 3 mois ☐ 6 mois ☐ 1 an ☐  
Nom : \_\_\_\_\_ Prénom : \_\_\_\_\_  
Adresse : \_\_\_\_\_ Code postal : \_\_\_\_\_  
Localité : \_\_\_\_\_ Pays : \_\_\_\_\_  
Veuillez avoir l'obligeance d'envoyer tous les paiements à l'éditeur.

## AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

### CAPITACIC

#### La Sicav obligataire de capitalisation

Comptes de l'exercice 1991-1992 au 30.06.1992.  
Actif net au 30.06.1992 : F. 1.071.000.000  
Résultat de l'exercice 1991-1992 : F. 1.071.000.000  
Performance entre le 28.06.1991 et le 30.06.1992 : + 9,29 %  
Performance entre le 31.12.1991 et le 30.06.1992 : + 8,79 %  
Valeur liquidative au 28.10.1992 : F. 1.355,31

Le Président Jean de LA CRAUVINIÈRE a déclaré :  
Capitacic a connu une remarquable expansion en 1991-1992 et a un excellent bilan. Les souscriptions se sont poursuivies d'une bonne performance dans un environnement difficile et agité sur les marchés de taux.

La reprise économique en Europe et l'évolution défavorable des chiffres du chômage pourraient laisser espérer un léger assouplissement de la politique monétaire et une détente des taux d'intérêt en 93, ce qui pourrait profiter à CAPITACIC.

La Sicav obligataire à long terme, qui privilégie les facteurs fondamentaux plutôt que les fluctuations de l'économie française (inflation, chômage, etc.), se comporte bien.

Dans cet environnement, afin de pouvoir bénéficier d'une amélioration des marchés, nous recommandons pour le caractère de la Sicav de renforcer la part des emprunts long terme à taux fixe.

10/11/92, du 10 octobre 1992

**CIC Paris**

on vous en fait pour votre argent

Consultez les valeurs liquidatives de nos FCP sur minitel 36.14 code CIC

La Société Générale vous informe pour votre P.E.A.

## LE PLAN D'ÉPARGNE PROGRAMMÉE AVEC SOGENFRANCE TEMPO

Pour vous constituer un capital à votre rythme dans le cadre du P.E.A.

Vous avez le goût de la performance et acceptez de prendre certains risques pour vos placements. Vous envisagez d'effectuer des versements réguliers pour vous constituer un capital.

La Société Générale lance, dans le cadre du P.E.A., le Plan d'Épargne Programmée qui vous permet de choisir, en toute liberté, le montant et la périodicité de votre épargne.

Vos versements sont investis dans Sogenfrance Tempo, un Fonds Commun de Placement éligible au P.E.A. dont la gestion dynamique recherche une performance supérieure à celle du Marché de Paris pour un placement à moyen et long terme.

Pour tout complément d'informations, prenez contact avec l'un de nos conseillers en agence. Il vous renseignera également sur les autres solutions d'investissements que la Société Générale vous propose pour constituer le P.E.A. le mieux adapté à vos attentes : placements directs en actions françaises, gamme de FCP garantis Quantor, gamme de Sicav "actions".

\* à partir de 1 000 F/mois, ou 3 000 F/trimestre.



CONJUGUONS NOS TALENTS.







مكتبة

# Rafale

## 1000<sup>ème</sup> vol

C'est une étape symbolique que vient de franchir le programme Rafale, celle du millième vol. Elle souligne la justesse des choix techniques, confirme les performances, respecte les coûts et les délais. Preuve du savoir-faire de Dassault Aviation, SNECMA, Thomson-CSF, et de leur centaine de partenaires, le millième vol prépare le futur avion polyvalent de l'Armée de l'air et de la Marine Nationale.



**DASSAULT**  
AVIATION

**sneema**

**THOMSON-CSF**

**DASSAULT ELECTRONIQUE**

es, les  
obème  
s sida,

clusion  
nation,  
le Japon  
compte  
santé  
abouti  
nation  
TS  
ut  
des de  
pro-  
scuré  
globa-  
(-),  
reale-  
avali

1985  
seur  
sion  
l'état  
ado-  
jou-  
nre  
i les  
ette

AU  
HI

du-  
ion  
sur  
au-  
ur

le  
le  
le







**Cours relevés à 13 h 30****SICAV** (sélection)6/11

COMPTANT (sélection)

VALEURS	% du point	% du coupon	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Emission	Prête Int.	Rechat net	VALEURS	Emission	Prête Int.	Rechat net	VALEURS	Emission	Prête Int.	Rechat net						
<b>Obligations</b>									<b>Etrangères</b>									<b>Actions</b>								
Emp. État 6,25 %	100 07	3 32	CITRAM (R)	2880	.....	Panbar	320	.....	AED	510	.....	187 38	Privat-Associations	26 87	38 87	187 38	187 38	187 38	187 38	187 38	187 38	187 38	187 38	187 38	187 38	
10,50% 7/8/84	105 04	11 88	Cit. Ind. (R)	885	605	Pradon (C)	428	816	Alon H. Ben	383 80	402	7438 80	Pradon (C)	243 15	43 71	7438 80	7438 80	7438 80	7438 80	7438 80	7438 80	7438 80	7438 80	7438 80	7438 80	
Emp. État 12,25 % 83	100 12	18 18	Cit. Ind. (R)	3700	3700	Pedon	828	816	Alon H. Ben	383 80	402	7438 80	Pradon (C)	243 15	43 71	7438 80	7438 80	7438 80	7438 80	7438 80	7438 80	7438 80	7438 80	7438 80	7438 80	
Emp. État 12,25 % 84	100 12	18 18	Cit. Ind. (R)	3700	3700	Pradon	828	816	Alon H. Ben	383 80	402	7438 80	Pradon (C)	243 15	43 71	7438 80	7438 80	7438 80	7438 80	7438 80	7438 80	7438 80	7438 80	7438 80	7438 80	
10,25% sans int.	105 05	8 80	Cit. Ind. (R)	300	300	Pradon	828	816	Alon H. Ben	383 80	402	7438 80	Pradon (C)	243 15	43 71	7438 80	7438 80	7438 80	7438 80	7438 80	7438 80	7438 80	7438 80	7438 80	7438 80	
OAT 5% 5/2000	111 80	4 54	Cit. Ind. (R)	300	300	Pradon	828	816	Alon H. Ben	383 80	402	7438 80	Pradon (C)	243 15	43 71	7438 80	7438 80	7438 80	7438 80	7438 80	7438 80	7438 80	7438 80	7438 80	7438 80	
OAT 5,75 % 12/1987	107 83	9 88	Cit. Ind. (R)	300	300	Pradon	828	816	Alon H. Ben	383 80	402	7438 80	Pradon (C)	243 15	43 71	7438 80	7438 80	7438 80	7438 80	7438 80	7438 80	7438 80	7438 80	7438 80	7438 80	
OAT 5,75 % 1/1988	107 83	9 88	Cit. Ind. (R)	300	300	Pradon	828	816	Alon H. Ben	383 80	402	7438 80	Pradon (C)	243 15	43 71	7438 80	7438 80	7438 80	7438 80	7438 80	7438 80	7438 80	7438 80	7438 80	7438 80	
PTT 11,25 % 85	107 78	9 88	Cit. Ind. (R)	300	300	Pradon	828	816	Alon H. Ben	383 80	402	7438 80	Pradon (C)	243 15	43 71	7438 80	7438 80	7438 80	7438 80	7438 80	7438 80	7438 80	7438 80	7438 80	7438 80	
CFP 10,50 % 85	107 78	9 88	Cit. Ind. (R)	300	300	Pradon	828	816	Alon H. Ben	383 80	402	7438 80	Pradon (C)	243 15	43 71	7438 80	7438 80	7438 80	7438 80	7438 80	7438 80	7438 80	7438 80	7438 80	7438 80	
CFP 10,50 % 85	107 78	9 88	Cit. Ind. (R)	300	300	Pradon	828	816	Alon H. Ben	383 80	402	7438 80	Pradon (C)	243 15	43 71	7438 80	7438 80	7438 80	7438 80	7438 80	7438 80	7438 80	7438 80	7438 80	7438 80	
OAT 10,25 % 85	107 78	9 88	Cit. Ind. (R)	300	300	Pradon	828	816	Alon H. Ben	383 80	402	7438 80	Pradon (C)	243 15	43 71	7438 80	7438 80	7438 80	7438 80	7438 80	7438 80	7438 80	7438 80	7438 80	7438 80	
OAT 10,25 % 85	107 78	9 88	Cit. Ind. (R)	300	300	Pradon	828	816	Alon H. Ben	383 80	402	7438 80	Pradon (C)	243 15	43 71	7438 80	7438 80	7438 80	7438 80	7438 80	7438 80	7438 80	7438 80	7438 80	7438 80	
CFP 10,50 % 85	107 78	9 88	Cit. Ind. (R)	300	300	Pradon	828	816	Alon H. Ben	383 80	402	7438 80	Pradon (C)	243 15	43 71	7438 80	7438 80	7438 80	7438 80	7438 80	7438 80	7438 80	7438 80	7438 80	7438 80	
CFP 10,50 % 85	107 78	9 88	Cit. Ind. (R)	300	300	Pradon	828	816	Alon H. Ben	383 80	402	7438 80	Pradon (C)	243 15	43 71	7438 80	7438 80	7438 80	7438 80	7438 80	7438 80	7438 80	7438 80	7438 80	7438 80	
OAT 10,25 % 85	107 78	9 88	Cit. Ind. (R)	300	300	Pradon	828	816	Alon H. Ben	383 80	402	7438 80	Pradon (C)	243 15	43 71	7438 80	7438 80	7438 80	7438 80	7438 80	7438 80	7438 80	7438 80	7438 80	7438 80	
OAT 10,25 % 85	107 78	9 88	Cit. Ind. (R)	300	300	Pradon	828	816	Alon H. Ben	383 80	402	7438 80	Pradon (C)	243 15	43 71	7438 80	7438 80	7438 80	7438 80	7438 80	7438 80	7438 80	7438 80	7438 80	7438 80	
CFP 10,50 % 85	107 78	9 88	Cit. Ind. (R)	300	300	Pradon	828	816	Alon H. Ben	383 80	402	7438 80	Pradon (C)	243 15	43 71	7438 80	7438 80	7438 80	7438 80	7438 80	7438 80	7438 80	7438 80	7438 80	7438 80	
CFP 10,50 % 85	107 78	9 88	Cit. Ind. (R)	300	300	Pradon	828	816	Alon H. Ben	383 80	402	7438 80	Pradon (C)	243 15	43 71	7438 80	7438 80	7438 80	7438 80	7438 80	7438 80	7438 80	7438 80	7438 80	7438 80	
OAT 10,25 % 85	107 78	9 88	Cit. Ind. (R)	300	300	Pradon	828	816	Alon H. Ben	383 80	402	7438 80	Pradon (C)	243 15	43 71	7438 80	7438 80	7438 80	7438 80	7438 80	7438 80	7438 80	7438 80	7438 80	7438 80	
OAT 10,25 % 85	107 78	9 88	Cit. Ind. (R)	300	300	Pradon	828	816	Alon H. Ben	383 80	402	7438 80	Pradon (C)	243 15	43 71	7438 80	7438 80	7438 80	7438 80	7438 80	7438 80	7438 80	7438 80	7438 80	7438 80	
CFP 10,50 % 85	107 78	9 88	Cit. Ind. (R)	300	300	Pradon	828	816	Alon H. Ben	383 80	402	7438 80	Pradon (C)	243 15	43 71	7438 80	7438 80	7438 80	7438 80	7438 80	7438 80	7438 80	7438 80	7438 80	7438 80	
CFP 10,50 % 85	107 78	9 88	Cit. Ind. (R)	300	300	Pradon	828	816	Alon H. Ben	383 80	402	7438 80	Pradon (C)	243 15	43 71	7438 80	7438 80	7438 80	7438 80	7438 80	7438 80	7438 80	7438 80	7438 80	7438 80	
OAT 10,25 % 85	107 78	9 88	Cit. Ind. (R)	300	300	Pradon	828	816	Alon H. Ben	383 80	402	7438 80	Pradon (C)	243 15	43 71	7438 80	7438 80	7438 80	7438 80	7438 80	7438 80	7438 80	7438 80	7438 80	7438 80	
OAT 10,25 % 85	107 78	9 88	Cit. Ind. (R)	300	300	Pradon	828	816	Alon H. Ben	383 80	402	7438 80	Pradon (C)	243 15	43 71	7438 80	7438 80	7438 80	7438 80	7438 80	7438 80	7438 80	7438 80	7438 80	7438 80	
CFP 10,50 % 85	107 78	9 88	Cit. Ind. (R)	300	300	Pradon	828	816	Alon H. Ben	383 80	402	7438 80	Pradon (C)	243 15	43 71	7438 80	7438 80	7438 80	7438 80	7438 80	7438 80	7438 80	7438 80	7438 80	7438 80	
CFP 10,50 % 85	107 78	9 88	Cit. Ind. (R)	300	300	Pradon	828	816	Alon H. Ben	383 80	402	7438 80	Pradon (C)	243 15	43 71	7438 80	7438 80	7438 80	7438 80	7438 80	7438 80	7438 80	7438 80	7438 80	7438 80	
OAT 10,25 % 85	107 78	9 88	Cit. Ind. (R)	300	300	Pradon	828	816	Alon H. Ben	383 80	402	7438 80	Pradon (C)	243 15	43 71	7438 80	7438 80	7438 80	7438 80	7438 80	7438 80	7438 80	7438 80	7438 80	7438 80	
OAT 10,25 % 85	107 78	9 88	Cit. Ind. (R)	300	300	Pradon	828	816	Alon H. Ben	383 80	402	7438 80	Pradon (C)	243 15	43 71	7438 80	7438 80	7438 80	7438 80	7438 80	7438 80	7438 80	7438 80	7438 80	7438 80	
CFP 10,50 % 85	107 78	9 88	Cit. Ind. (R)	300	300	Pradon	828	816	Alon H. Ben	383 80	402	7438 80	Pradon (C)	243 15	43 71	7438 80	7438 80	7438 80	7438 80	7438 80	7438 80	7438 80	7438 80	7438 80	7438 80	
CFP 10,50 % 85	107 78	9 88	Cit. Ind. (R)	300	300	Pradon	828	816	Alon H. Ben	383 80	402	7438 80	Pradon (C)	243 15	43 71	7438 80	7438 80	7438 80	7438 80	7438 80	7438 80	7438 80	7438 80	7438 80	7438 80	
OAT 10,25 % 85	107 78	9 88	Cit. Ind. (R)	300	300	Pradon	828	816	Alon H. Ben	383 80	402	7438 80	Pradon (C)	243 15	43 71	7438 80	7438 80	7438 80	7438 80	7438 80	7438 80	7438 80	7438 80	7438 80	7438 80	
OAT 10,25 % 85	107 78	9 88	Cit. Ind. (R)	300	300	Pradon	828	816	Alon H. Ben	383 80	402	7438 80	Pradon (C)	243 15	43 71	7438 80	7438 80	7438 80	7438 80	7438 80	7438 80	7438 80	7438 80	7438 80	7438 80	
CFP 10,50 % 85	107 78	9 88	Cit. Ind. (R)	300	300	Pradon	828	816	Alon H. Ben	383 80	402	7438 80	Pradon (C)	243 15	43 71	7438 80	7438 80	7438 80	7438 80	7438 80	7438 80	7438 80	7438 80	7438 80	7438 80	
CFP 10,50 % 85	107 78	9 88	Cit. Ind. (R)	300	300	Pradon	828	816	Alon H. Ben	383 80	402	7438 80	Pradon (C)	243 15	43 71	7438 80	7438 80	7438 80	7438 80	7438 80	7438 80	7438 80	7438 80	7438 80	7438 80	
OAT 10,25 % 85	107 78	9 88	Cit. Ind. (R)	300	300	Pradon	828	816	Alon H. Ben	383 80	402	7438 80	Pradon (C)	243 15	43 71	7438 80	7438 80	7438 80	7438 80	7438 80	7438 80	7438 80	7438 80	7438 80	7438 80	
OAT 10,25 % 85	107 78	9 88	Cit. Ind. (R)	300	300	Pradon	828	816	Alon H. Ben	383 80	402	7438 80	Pradon (C)	243 15	43 71	7438 80	7438 80	7438 80	7438 80	7438 80	7438 80	7438 80	7438 80	7438 80	7438 80	
CFP 10,50 % 85	107 78	9 88	Cit. Ind. (R)	300	300	Pradon	828	816	Alon H. Ben	383 80	402	7438 80	Pradon (C)	243 15	43 71	7438 80	7438 80	7438 80	7438 80	7438 80	7438 80	7438 80	7438 80	7438 80	7438 80	
CFP 10,50 % 85	107 78	9 88	Cit. Ind. (R)	300	300	Pradon	828	816	Alon H. Ben	383 80	402	7438 80	Pradon (C)	243 15	43 71	7438 80	7438 80	7438 80	7438 80	7438 80	7438 80	7438 80	7438 80	7438 80	7438 80	
OAT 10,25 % 85	107 78	9 88	Cit. Ind. (R)	300	300	Pradon	828	816	Alon H. Ben	383 80	402	7438 80	Pradon (C)	243 15	43 71	7438 80	7438 80	7438 80	7438 80	7438 80	7438 80	7438 80	7438 80	7438 80	7438 80	
OAT 10,25 % 85	107 78	9 88	Cit. Ind. (R)	300	300	Pradon	828	816	Alon H. Ben	383 80	402	7438 80	Pradon (C)	243 15	43 71	7438 80	7438 80	7438 80	7438 80	7438 80	7438 80	7438 80	7438 80	7438 80	7438 80	
CFP 10,50 % 85	107 78	9 88	Cit. Ind. (R)	300	300	Pradon	828	816	Alon H. Ben	383 80	402	7438 80	Pradon (C)	243 15	43 71	7438 80	7438 80	7438 80	7438 80	7438 80	7438 80	7438 80	7438 80	7438 80	7438 80	
CFP 10,50 % 85	107 78	9 88	Cit. Ind. (R)	300	300	Pradon	828	816	Alon H. Ben	383 80	402	7438														



**Nous publions le lundi (daté mardi) la liste des concerts de la semaine, dont une sélection commentée figure dans le supplément « Arts » Spectacles » du mercredi (daté jeudi).**

## Périphérie

**THÉÂTRE DES CINQ-DIAMANTS**  
(45-80-51-31). Forest : jusqu'à  
29 novembre. 22 h mer., jeu., sam. ; 15 h dim.  
**THÉÂTRE MAUBEL-GALABRI**  
(42-22-15-85) Françoise Golvan

**ZÉNITH (42-08-80-00).** Michel Jonasz  
jusqu'au 5 décembre. 20 h mar.

**Périphérie**

**CHELLES. THÉÂTRE (80-08-55-00).**  
Chaque semaine : 21 h mar.

**IVRY-SUR-SEINE. THÉÂTRE**  
(46-70-21-55). ■■■■■ Nougare : 16  
dim.

**MAINT. CENTRE PAUL-BAILLIAR**  
(69-20-57-04). ■■■■■ : 21 h ■■■■■

**SURESNES, THÉÂTRE JEAN-VILA**  
(48-97-98-10). ■■■■■ : 21 h ■■■■■

**TREMBLAY-EN-FRANCE. ESPAC**  
**JEAN-ROGER-CAUSSIMO**  
**(48-61-09-85). Tangofon, 20 h**

**BALLETS**

**148-05-57-22**

**CENTRE GEORGES-POMPIDOU**  
(42-74-42-18). Compagnie Marseillaise  
20 h 30 juv., var., sam., dim. Aquí no he  
ha Angel, Ramon Otter (chor.).

**DUNOIS (45-84-72-00).** Nathali  
Cloutier : 20 h 30 jeu., ven., sam. Desai  
Up rim dans

**OPÉRA-BASTILLE (44-73-13-00).** L'opéra de la Bastille présente à partir du 15 novembre 1988, la production de l'Opéra de Paris, *Les Contes d'Hoffmann* de Jacques Offenbach. Les rôles principaux sont interprétés par les artistes suivants : Clouet. (chor.) Compagni. Christine Marciano : jusqu'au 25 novembre 1988. 20 h lun., mar. E. Pericolas. Sporgerl, Christine Marciano (chor.).

**Opéra de Paris, Orchestre de l'Opéra de Paris.** Johnathan Darlington (direction), [ ] (chorégraphie) en scène).

**Opéra de Paris, Palais Garnier.** (47-42-53-71). [ ] Dance Company : 19 h 30 mar. Entrée

**LE REGARD DU CYGNE** (43-68-55-83). Andréine Bel : 20 h  
var., Oksana, Andréine  
(chor.).

**THÉÂTRE DE LA VILLE** (42-74-22-77)  
Comœdia l'Esquise : 20 h

**THEATRE DU SPHINX. CENTR**

**CULTUREL AMORC** (42-78-39-29)  
Mars de Mahodays : jusqu'au  
novembre. 20 h 30 Danse  
l'Inde.

**THÉÂTRE RENAUD-BARRAUL**  
(42-56-60-70). Elan  
beth P. : h m  
Egmore Crossing. Peti

**Périphérie**

**LE SALLE DES FÊTES ET DE SPECTACLES** (47-81-69-02)  
 : 20 h dim., lun. Ballet d'Adam  
 le 10 à l'Opéra

ENGHEN-LES BAINS. THÉÂTRE DU  
CASINO (34-12-94-84). 20 h 30. Agon, George  
(chor.) ; Ombre, Francina  
(chor.) ; Echappée, Andrew  
(chor.) ; Density 21, 5, Carolyn Carlsson  
(chor.) ; August Pace, Cunningham  
(chor.) ; Venus,

**EPINAY-SUR-SEINE. ESPACE**  
**LUMIÈRE. Compagnie Gaudin**  
20 h 30 sam. : 16 h dim. Ecarlate,  
Gaudin (chor.).

**FONTENAY-LE FLEURY. THÉÂTRE**  
**(34-80-20-65). Le Lac cygnes**  
17 h dim. Ballet de Tchaïkovski

**NOISIEL LA FERME DU** (84-62-77-77). : 20 h mer. Ballet d'Adam. Avec le ballet l'Opéra Paris.

21 h sam. Agon, George (chor.); Ombra, Francine Lancelotti (chor.); Echappée, Degroot (chor.); Density 21, 5, Carolyn (chor.); August Pace, M. Cunningham (chor.); Venus, M. Medici (chor.).

**TIER. Compagnie Cré-ANGE : 20 h 45**  
sam. Noir Salle, Cré-ANGE  
(chor.).

**TORCY. ESPACE LINO-VENTURA**  
(60-06-40-15). III : 17 h dim.  
Agon. George Balanchine (chor.) ;  
Ombra, Francine Lancelot (chor.) ;

Echappée, [redacted] Degroat (chor.);  
 Density 21, [redacted] Carolyn [redacted] (chor.);  
 August Pace, Merce Cunningham  
 (chor.); Venus, [redacted] de Medici  
 (chor.).

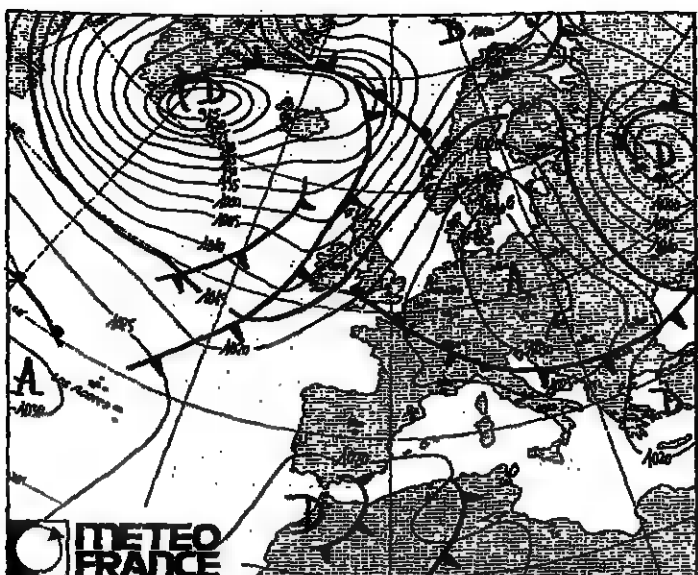
3

هذه امنه الأصل

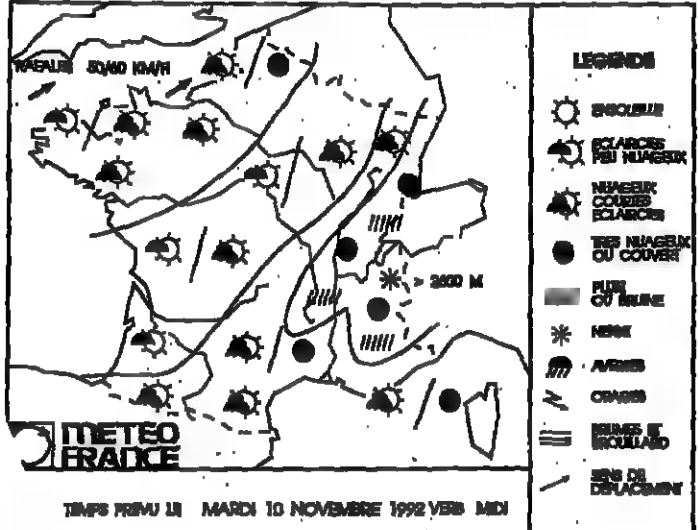


# MÉTÉOROLOGIE

SITUATION LE 11 NOVEMBRE A 11 HEURE TUC



PRÉVISIONS POUR LE 10 NOVEMBRE 1992



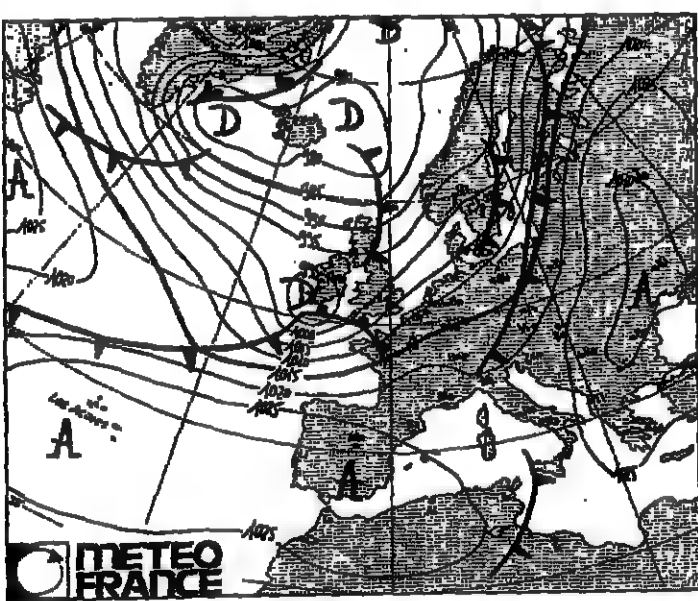
Mardi : la douceur des deux perturbations. Sur la plupart des régions, le ton de la journée sera nuancé. Les passages assez nombreux de nuages et de pluie seront interrompus par des éclaircies. Côté pluie, il faudra tout de même noter une météo humide sur tout le nord-est du pays. Ce temps gris avec des pluies faibles ne s'arrêtera que sur le relief des Vosges au nord et aux Alpes du Nord l'après-midi. Le vent en haute montagne uniquement. En soirée, il recommencera à pleuvoir en Bretagne et en Vendée. Le vent de sud-ouest sera sensible, atteindra de 50 à 60 km/h l'après-midi.

près de la Manche. Les températures seront supérieures aux moyennes d'un début de novembre : le matin, les températures minimales seront souvent comprises entre 8 et 10 degrés, voire même entre 10 et 13 degrés près de la Méditerranée.

L'après-midi, les températures maximales atteindront de 13 à 15 degrés au nord de la Loire et dans le Nord-Est, de 15 à 18 degrés sur la moitié sud du pays, et de 18 à 20 degrés de la Côte d'Azur à la Corse.

L'après-midi, le thermomètre ira de 14 à 16 degrés sur le nord et de 18 à 20 degrés sur le sud.

PRÉVISIONS POUR LE 11 NOVEMBRE 1992 A 0 HEURE TUC



TEMPÉRATURES maxima - minima et temps observé									
le 09-11-1992 à 11 heures TUC et le 09-11-1992 à 0 heures TUC									
le 09-11-1992 à 11 heures TUC et le 09-11-1992 à 0 heures TUC									
le 09-11-1992 à 11 heures TUC et le 09-11-1992 à 0 heures TUC									
le 09-11-1992 à 11 heures TUC et le 09-11-1992 à 0 heures TUC									
le 09-11-1992 à 11 heures TUC et le 09-11-1992 à 0 heures TUC									
le 09-11-1992 à 11 heures TUC et le 09-11-1992 à 0 heures TUC									
le 09-11-1992 à 11 heures TUC et le 09-11-1992 à 0 heures TUC									
le 09-11-1992 à 11 heures TUC et le 09-11-1992 à 0 heures TUC									
le 09-11-1992 à 11 heures TUC et le 09-11-1992 à 0 heures TUC									
le 09-11-1992 à 11 heures TUC et le 09-11-1992 à 0 heures TUC									
le 09-11-1992 à 11 heures TUC et le 09-11-1992 à 0 heures TUC									
le 09-11-1992 à 11 heures TUC et le 09-11-1992 à 0 heures TUC									
le 09-11-1992 à 11 heures TUC et le 09-11-1992 à 0 heures TUC									
le 09-11-1992 à 11 heures TUC et le 09-11-1992 à 0 heures TUC									
le 09-11-1992 à 11 heures TUC et le 09-11-1992 à 0 heures TUC									
le 09-11-1992 à 11 heures TUC et le 09-11-1992 à 0 heures TUC									
le 09-11-1992 à 11 heures TUC et le 09-11-1992 à 0 heures TUC									
le 09-11-1992 à 11 heures TUC et le 09-11-1992 à 0 heures TUC									
le 09-11-1992 à 11 heures TUC et le 09-11-1992 à 0 heures TUC									
le 09-11-1992 à 11 heures TUC et le 09-11-1992 à 0 heures TUC									
le 09-11-1992 à 11 heures TUC et le 09-11-1992 à 0 heures TUC									
le 09-11-1992 à 11 heures TUC et le 09-11-1992 à 0 heures TUC									
le 09-11-1992 à 11 heures TUC et le 09-11-1992 à 0 heures TUC									
le 09-11-1992 à 11 heures TUC et le 09-11-1992 à 0 heures TUC									
le 09-11-1992 à 11 heures TUC et le 09-11-1992 à 0 heures TUC									
le 09-11-1992 à 11 heures TUC et le 09-11-1992 à 0 heures TUC									
le 09-11-1992 à 11 heures TUC et le 09-11-1992 à 0 heures TUC									
le 09-11-1992 à 11 heures TUC et le 09-11-1992 à 0 heures TUC									
le 09-11-1992 à 11 heures TUC et le 09-11-1992 à 0 heures TUC									
le 09-11-1992 à 11 heures TUC et le 09-11-1992 à 0 heures TUC									
le 09-11-1992 à 11 heures TUC et le 09-11-1992 à 0 heures TUC									
le 09-11-1992 à 11 heures TUC et le 09-11-1992 à 0 heures TUC									
le 09-11-1992 à 11 heures TUC et le 09-11-1992 à 0 heures TUC									
le 09-11-1992 à 11 heures TUC et le 09-11-1992 à 0 heures TUC									
le 09-11-1992 à 11 heures TUC et le 09-11-1992 à 0 heures TUC									
le 09-11-1992 à 11 heures TUC et le 09-11-1992 à 0 heures TUC									
le 09-11-1992 à 11 heures TUC et le 09-11-1992 à 0 heures TUC									
le 09-11-1992 à 11 heures TUC et le 09-11-1992 à 0 heures TUC									
le 09-11-1992 à 11 heures TUC et le 09-11-1992 à 0 heures TUC									
le 09-11-1992 à 11 heures TUC et le 09-11-1992 à 0 heures TUC									
le 09-11-1992 à 11 heures TUC et le 09-11-1992 à 0 heures TUC									
le 09-11-1992 à 11 heures TUC et le 09-11-1992 à 0 heures TUC									
le 09-11-1992 à 11 heures TUC et le 09-11-1992 à 0 heures TUC									
le 09-11-1992 à 11 heures TUC et le 09-11-1992 à 0 heures TUC									
le 09-11-1992 à 11 heures TUC et le 09-11-1992 à 0 heures TUC									
le 09-11-1992 à 11 heures TUC et le 09-11-1992 à 0 heures TUC									
le 09-11-1992 à 11 heures TUC et le 09-11-1992 à 0 heures TUC									
le 09-11-1992 à 11 heures TUC et le 09-11-1992 à 0 heures TUC									
le 09-11-1992 à 11 heures TUC et le 09-11-1992 à 0 heures TUC									
le 09-11-1992 à 11 heures TUC et le 09-11-1992 à 0 heures TUC									
le 09-11-1992 à 11 heures TUC et le 09-11-1992 à 0 heures TUC									
le 09-11-1992 à 11 heures TUC et le 09-11-1992 à 0 heures TUC									
le 09-11-1992 à 11 heures TUC et le 09-11-1992 à 0 heures TUC									
le 09-11-1992 à 11 heures TUC et le 09-11-1992 à 0 heures TUC									
le 09-11-1992 à 11 heures TUC et le 09-11-1992 à 0 heures TUC									
le 09-11-1992 à 11 heures TUC et le 09-11-1992 à 0 heures TUC									
le 09-11-1992 à 11 heures TUC et le 09-11-1992 à 0 heures TUC									
le 09-11-1992 à 11 heures TUC et le 09-11-1992 à 0 heures TUC									
le 09-11-1992 à 11 heures TUC et le 09-11-1992 à 0 heures TUC									
le 09-11-1992 à 11 heures TUC et le 09-11-1992 à 0 heures TUC									
le 09-11-1992 à 11 heures TUC et le 09-11-1992 à 0 heures TUC									
le 09-11-1992 à 11 heures TUC et le 09-11-1992 à 0 heures TUC									
le 09-11-1992 à 11 heures TUC et le 09-11-1992 à 0 heures TUC									
le 09-11-1992 à 11 heures TUC et le 09-11-1992 à 0 heures TUC									
le 09-11-1992 à 11 heures TUC et le 09-11-1992 à 0 heures TUC									
le 09-11-1992 à 11 heures TUC et le 09-11-1992 à 0 heures TUC									
le 09-11-1992 à 11 heures TUC et le 09-11-1992 à 0 heures TUC									
le 09-11-1992 à 11 heures TUC et le 09-11-1992 à 0 heures TUC									
le 09-11-1992 à 11 heures TUC et le 09-11-1992 à 0 heures TUC									
le 09-11-1992 à 11 heures TUC et le 09-11-1992 à 0 heures TUC									
le 09-11-1992 à 11 heures TUC et le 09-11-1992 à 0 heures TUC									
le 09-11-1992 à 11 heures TUC et le 09-11-1992 à 0 heures TUC									
le 09-11-1992 à 11 heures TUC et le 09-11-1992 à 0 heures TUC									
le 09-11-1992 à 11 heures TUC et le 09-11-1992 à 0 heures TUC									
le 09-11-1992 à 11 heures TUC et le 09-11-1992 à 0 heures TUC									
le 09-11-1992 à 11 heures TUC et le 09-11-1992 à 0 heures TUC									
le 09-11-1992 à 11 heures TUC et le 09-11-1992 à 0 heures TUC									
le 09-11-1992 à 11 heures TUC et le 09-11-1992 à 0 heures TUC									
le 09-11-1992 à 11 heures TUC et le 09-11-1992 à 0 heures TUC									
le 09-11-1992 à 11 heures TUC et le 09-11-1992 à 0 heures TUC									
le 09-11-1992 à 11 heures TUC et le 09-11-1992 à 0 heures TUC									
le 09-11-1992 à 11 heures TUC et le 09-11-1992 à 0 heures TUC									
le 09-11-1992 à 11 heures TUC et le 09-11-1992 à 0 heures TUC									
le 09-11-1992 à 11 heures TUC et le 09-11-1992 à 0 heures TUC									
le 09-11-1992 à 11 heures TUC et le 09-11-1992 à 0 heures TUC									
le 09-11-1992 à 11 heures TUC et le 09-11-1992 à 0 heures TUC									
le 09-11-1992 à 11 heures TUC et le 09-11-1992 à 0 heures TUC									
le 09-11-1992 à 11 heures TUC et le 09-11-1992 à 0 heures TUC									
le 09-11-1992 à 11 heures TUC et le 09-11-1992 à 0 heures TUC									
le 09-11-1992 à 11 heures TUC et le 09-11-1992 à 0 heures TUC									
le 09-11-1992 à 11 heures TUC et le 09-11-1992 à 0 heures TUC									
le 09-11-1992 à 11 heures TUC et le 09-11-1992 à 0 heures TUC									
le 09-11-1992 à 11 heures TUC et le 09-11-1992 à 0 heures TUC									
le 09-11-1992 à 11 heures TUC et le 09-11-1992 à 0 heures TUC									
le 09-11-1992 à 11 heures TUC et le 09-11-1992 à 0 heures TUC									
le 09-11-1992 à 11 heures TUC et le 09-11-1992 à 0 heures TUC									
le 09-11-1992 à 11 heures TUC et le 09-11-1992 à 0 heures TUC									
le 09-11-1992 à 11 heures TUC et le 09-11-1992 à 0 heures TUC									
le 09-11-1992 à 11 heures TUC et le 09-11-1992 à 0 heures TUC									
le 09-11-1992 à 11 heures TUC et le 09-11-1992 à 0 heures TUC									
le 09-11-1992 à 11 heures TUC et le 09-11-1992 à 0 heures TUC									
le 09-11-1992 à 11 heures TUC et le 09-11-1992 à 0 heures TUC									
le 09-11-1992 à 11 heures TUC et le 09-11-1992 à 0 heures TUC									
le 09-11-1992 à 11 heures TUC et le 09-11-1992 à 0 heures TUC									
le 09-11-1992 à 11 heures TUC et le 09-11-1992 à 0 heures TUC									
le 09-11-1992 à 11 heures TUC et le 09-11-1992 à 0 heures TUC									
le 09-11-1992 à 11 heures TUC et le 09-11-1992 à 0 heures TUC									
le 09-11-1992 à 11 heures TUC et le 09-11-1992 à 0 heures TUC									
le 09-11-1992 à 11 heures TUC et le 09-11-1992 à 0 heures TUC									
le 09-11-1992 à 11 heures TUC et le 09-11-1992 à 0 heures TUC									
le 09-11-1992 à 11 heures TUC et le 09-11-1992 à 0 heures TUC									
le 09-11-1992 à 11 heures TUC et le 09-11-1992 à 0 heures TUC									
le 09-11-1992 à 11 heures TUC et le 09-11-1992 à 0 heures TUC									
le 09-11-1992 à 11 heures TUC et le 09-11-1992 à 0 heures TUC									
le 09-11-1992 à 11 heures TUC et le 09-11-1992 à 0 heures TUC									
le 09-11-1992 à 11 heures TUC et le 09-11-1992 à 0 heures TUC									
le 09-11-1992 à 11 heures TUC et le 09-11-1992 à 0 heures TUC									
le 09-11-1992 à 11 heures TUC et le 09-11-1992 à 0 heures TUC									
le 09-11-1992 à 11 heures TUC et le 09-11-1992 à 0 heures TUC									
le 09-11-1992 à 11 heures TUC et le 09-11-1992 à 0 heures TUC									
le 09-11-1992 à 11 heures TUC et le 09-11-1992 à 0 heures TUC									
le 09-11-1992 à 11 heures TUC et le 09-11-1992 à 0 heures TUC									
le 09-11-1992 à 11 heures TUC et le 09-11-1992 à 0 heures TUC									
le 09-11-1992 à 11 heures TUC et le 09-11-1992 à 0 heures TUC									
le 09-11-1992 à 11 heures TUC et le 09-11-1992 à 0 heures TUC									
le 09-11-1992 à 11 heures TUC et le 09-11-1992 à 0 heures TUC									
le 09-11-1992 à 11 heures TUC et le 09-11-1992 à 0 heures TUC									
le 09-11-1992 à 11 heures TUC et le 09-11-1992 à 0 heures TUC									
le 09-11-1992 à 11 heures TUC et le 09-11-1992 à 0 heures TUC									
le 09-11-1992 à 11 heures TUC et le 09-11-1992 à 0 heures TUC									
le 09-11-1992 à 11 heures TUC et le 09-11-1992 à 0 heures TUC									
le 09-11-1992 à 11 heures TUC et le 09-11-1992 à 0 heures TUC									
le 09-11-1992 à 11 heures TUC et le 09-11-1992 à 0 heures TUC									
le 09-11-1992 à 11 heures TUC et le 09-11-1992 à 0 heures TUC									
le 09-11-1992 à 11 heures TUC et le 09-11-1992 à 0 heures TUC									
le 09-11-199									



La conférence des ministres de l'espace à Grenade

## La France pourrait réduire sa participation dans le programme Columbus

Réunis les 9 et 10 novembre à Grenade (Espagne), les ministres de l'Europe spatiale négocient le nouveau plan à long terme (1993-2000) de l'Agence spatiale européenne (ESA). Sérieusement amputé par rapport aux ambitions proposées à la Haye en 1987, ce plan de 22 717 millions d'unités de compte (MUC), soit environ 10 milliards de francs (1), est le signe de l'austérité. Après l'abandon d'Hermès, les Français pourraient réduire leur participation au projet de Columbus.

GRENADE

de notre envoyé spécial

L'an dernier, lors de la conférence de Munich, l'Allemagne, pourtant deuxième bailleur de l'Europe spatiale, avait, pour la première fois, vu le bras de la technologie, M. Hubert Riesenhuber, s'était alors montré intraitable. Pas question, disait-il, de dépasser le budget qui nous avait été fixé. Ce premier coup de canif dans un programme ambitieux a été suivi par les Français n'allant être que le révélateur d'une ligne de renoncement pour cause de contraintes budgétaires.

Exit Hermès, réduit dans un premier temps à 45 % pour la période 1993-2000, puis amputé de 235 millions d'unités de compte (MUC) dans le nouveau plan à long terme de l'ESA. Mais ces économies, liées à l'austérité, à la charge accrue et, aussi, même si on ne le dit qu'à voix basse, à des inquiétudes budgétaires françaises, n'ont pas suffi : « L'Agence spatiale européenne a eurent à souffrir des coupes du budget général. Columbus d'abord, amputé de 150 MUC : la microgravité

ensuite, de 140 MUC. L'observation de la Terre enfin, affichée comme une priorité pour Grenade, dont les ambitions sont réduites de 100 MUC dans le nouveau plan.

C'est dans ce contexte difficile que les ministres européens de l'espace ont dû débattre. M. Riesenhuber pourra-t-il, comme l'an dernier à Munich, imposer un veto à la conférence ? Un particulier, les Français, premiers bailleurs de fonds de l'Europe spatiale.

Après, l'abandon d'Hermès, les ministres ont paradoxalement plus à l'aise pour négocier. D'ailleurs, le ministre français de la recherche et de l'espace, M. Hubert Curien, a déjà prévenu : « Nous sommes à Grenade avec une réticence car il ne faut pas se disperser sur des outils, certes utiles dans l'espace, mais qui n'ont pas d'urgence immédiate, comme les bras robots ou les scaphandres de sortie. Le seul programme qui posera vraiment problème est celui de L'homme dans l'espace ».

Hermès, ce brûlant dossier, par lequel on espérait réaliser à court terme un certain nombre d'acquis. A commencer par le lanceur lourd Ariane-5 dont les Européens ont engagé depuis longtemps le développement. Les deux tiers du programme, dont les services n'ont dérivé que de 15,9 % (1), ont été réduits et le premier exemplaire de cette fusée devrait voler en 1996, soit avec un retard de quelques mois seulement sur le calendrier initial. Pour M. Curien, « il faut consolider le programme et ne pas faire d'économies sur Ariane-5 ».

Autre chapitre de l'observation de la Terre qui, jusqu'à présent, a été l'unanimité. Certes, les Français ont longtemps bataillé contre les autres États membres pour imposer dans ce domaine de petits satellites dédiés plutôt qu'une lourde charge

utile capable de tout faire. Ils ont obtenu gain de cause à Grenade devant les deux missions de ce type : l'une est l'observation de la Terre par radar (Envisat-1) et l'autre sur la climatologie, la météorologie et l'océanographie (Metop). Aussi ne faut-il pas s'étonner qu'ils soient prêts à participer pour environ 22 % au financement de ces programmes, dont la participation paraît déjà réduite à plus de 100 %, et pour 40 % à une expérience de détection d'ozone (GOMOS) d'environ 90 MUC embarquée sur Hermes.

La même élan a été pris de réviser le programme de missions de transmission de données à haut débit (DRS). Ces missions, qui à Paris, que le ministre de la recherche s'est vu affaibli du fait de l'abandon provisoire de module Hermes dans il était censé relayer les données.

Coopération

avec les Russes

Hermès, tel qu'il était conçu à la Haye et à Munich, paraît maintenant abandonné, bien qu'un milliard d'unités de compte ait déjà été dépensé. Pour la phase de réorientation de trois ans qui s'annonce, les Français ont engagé depuis longtemps le développement. Les deux tiers du programme, dont les services n'ont dérivé que de 15,9 % (1), ont été réduits et le premier exemplaire de cette fusée devrait voler en 1996, soit avec un retard de quelques mois seulement sur le calendrier initial. Pour M. Curien, « il faut consolider le programme et ne pas faire d'économies sur Ariane-5 ».

Autre chapitre de l'observation de la Terre qui, jusqu'à présent, a été l'unanimité. Certes, les Français ont longtemps bataillé contre les autres États membres pour imposer dans ce domaine de petits satellites dédiés plutôt qu'une lourde charge

utile capable de tout faire. Ils ont obtenu gain de cause à Grenade devant les deux missions de ce type : l'une est l'observation de la Terre par radar (Envisat-1) et l'autre sur la climatologie, la météorologie et l'océanographie (Metop). Aussi ne faut-il pas s'étonner qu'ils soient prêts à participer pour environ 22 % au financement de ces programmes, dont la participation paraît déjà réduite à plus de 100 %, et pour 40 % à une expérience de détection d'ozone (GOMOS) d'environ 90 MUC embarquée sur Hermes.

La même élan a été pris de réviser le programme de missions de transmission de données à haut débit (DRS). Ces missions, qui à Paris, que le ministre de la recherche s'est vu affaibli du fait de l'abandon provisoire de module Hermes dans il était censé relayer les données.

Autre chapitre de l'observation de la Terre qui, jusqu'à présent, a été l'unanimité. Certes, les Français ont longtemps bataillé contre les autres États membres pour imposer dans ce domaine de petits satellites dédiés plutôt qu'une lourde charge

Autre chapitre de l'observation de la Terre qui, jusqu'à présent, a été l'unanimité. Certes, les Français ont longtemps bataillé contre les autres États membres pour imposer dans ce domaine de petits satellites dédiés plutôt qu'une lourde charge

Réunis en congrès à Strasbourg

## Des policiers adoptent une charte européenne

Représentant plus de deux cent mille syndicalistes travaillant dans quinze pays, le Conseil européen des syndicats de police (CESP) a tenu son deuxième congrès, les 3 et 6 novembre, au Palais de l'Europe à Strasbourg, où il a adopté une « charte du policier ».

STRASBOURG

de notre envoyé spécial

Leurs pays respectifs les ont affublés de sobriquets plus ou moins flatteurs : au « flic » belge et français correspondent le « maderero » espagnol ou encore le « zaru » hongrois. Les « europoliciers » savent pourtant que leur légitimité repose sur les relations de confiance qu'ils peuvent établir avec la population. À Strasbourg, ils ont donc affirmé leur volonté de plaquer la police « au service de la loi et de la société, et non à celui des gouvernements ». Des grands principes auxquels la charte du policier européen vient de donner un contenu concret. Son préambule affirme notamment que « la police n'est pas un pouvoir, mais un service public qui garantit et protège le libre exercice des droits et libertés des citoyens ».

Les syndicats policiers de quinze pays (1) se sont ainsi donné un catalogue commun de droits et de devoirs, dans une Europe des polices dont la carte syndicale reste très contrastée. La France et l'Espagne restent dotées de « polices militaires » - la Gendarmerie nationale et la Guardia civil - qui sont la bête noire du CESP, parce que leur personnel, sous l'autorité du ministre de la Défense, n'a pas le droit de se syndiquer. Aussi les gendarmes français se sont-ils frottés à Strasbourg, que la gendarmerie belge ait été « démilitarisée » en janvier 1992. Un exemple que devrait suivre la France, a souligné Roger Bouillier, secrétaire général du Conseil européen des syndicats de police.

La charte pose aussi le principe d'un « recentrage » des missions de police autour de la lutte contre la délinquance et la criminalité. En France, l'application de ce principe reviendrait à supprimer certaines fonctions de renseignement des Renseignements généraux. Il s'agit, en clair, des missions relevant de l'information politique, économique et sociale du gouvernement.

L'effondrement du bloc soviétique a donné un regain de vigueur au CESP. Les policiers de Bulgarie, de Hongrie, de Pologne et de Tchécoslovaquie ont eu vite fait de venir frapper à sa porte. Ces syndicalistes d'Europe de l'Est se montrent avides de principes déontologiques. Dans des pays de l'Est sans tradition syndicale, les organisations policières doivent batailler pour être reconnues par les pouvoirs publics. Les huit

mille adhérents du syndicat tchécoslovaque se plaignent ainsi de ne pas être perçus comme interlocuteurs officiels, faute d'atteindre le seuil représentatif légal (il lui faudrait regrouper plus de 40 % du total des effectifs policiers). « Nous avons pourtant bien des raisons de protester contre les missions confiées aux forces de l'ordre », insistent les syndicalistes tchèque, citant des abus de pouvoir quand, à la mi-octobre, des forces de sécurité ont matraqué et embarqué des journalistes « couvrant » une manifestation.

Indépendance politique

Les syndicats d'Europe orientale réclament une « indépendance » maximale vis-à-vis du pouvoir gouvernemental et des partis. Au point que leurs homologues occidentaux doivent déployer de gros efforts de pédagogie pour les convaincre d'accepter le pluralisme syndical, y compris au profit d'organisations proches des communistes. La charte du CESP demande d'ailleurs « l'épuration » des forces de police des éléments de l'Est ne possédant plus un caractère « collectif », mais qu'elle repose sur des enquêtes individuelles ouvrant aux intéressés des droits à la défense.

« Il n'y a pas de démocratie sans une police démocratique. Il n'y a pas de police démocratique sans un syndicalisme autonome du pouvoir politique », a commenté Alain Brillet, secrétaire général du Syndicat national autonome des policiers en civil (SNAPC), majoritaire en France chez les inspecteurs. « Dans toute l'Europe, a renchéri Peter Stoffelen, député néerlandais à l'Assemblée du Conseil de l'Europe, les enjeux sont énormes pour la police qui se trouve chargée de la lutte contre l'immigration illégale, de garantir les droits des immigrés légaux et des demandeurs d'asile, tout en luttant contre la xénophobie et les extrémismes ».

ERICH INCIVAN

(1) Allemagne, Belgique, Bulgarie, Chypre, Espagne, France, Grèce, Hollande, Hongrie, Italie, Lituanie, Pologne, Portugal, Serbie, Tchécoslovaquie.

## SOMMAIRE

## DÉBATS

Un débat avec Alain Allègre 2

## ÉTRANGER

Allemagne : la manifestation anti-terrorisme à Berlin... 3  
Le sort d'Alexandre Dubcek... 3  
L'arrivée à Lyon de sept cents réfugiés bosniaques... 4  
L'Algérie : la président El-Bachir El-Idrissi... 4  
Cambodge : l'intransigeance des Khmers rouges à l'égard du régime du Pékin... 7

## POLITIQUE

La gauche socialiste militera pour une réforme du droit de vote... 6  
Les élections au parlement de la culture adoptées à l'Assemblée nationale... 8

## SOCIÉTÉ

L'affaire du sang contaminé... 10  
Chargé de 1,5 milliard de francs, l'« Akatsuki-Maru » en route pour le Japon... 11  
L'hôtel de police de Marseille : des proies aux soupçons... 12

## SPORTS

Rugby XIII : leçons anglaises pour les Français... 12  
Automobilisme : Gerhard Berger s'impose au Grand Prix de l'Open Air Paris... 13  
Tennis : Boris Becker remporte l'Open Air Paris... 14

## CULTURE

L'opéra romantique : « Impressions du Palais de Peter Brecht au Théâtre des Champs-Élysées du Nord... 14  
Des : les collections du Musée de l'Homme exposées à la Fondation de l'Hermitage à Lausanne... 14  
Théâtre : le jumelage Berliner Ensemble-Théâtre des Américains est un projet déjà lancé... 15

## ÉCONOMIE

Le plan du GATT en l'honneur de la France... 16  
Une monnaie du dollar à l'échelle de l'Europe... 17  
M. Bill Clinton veut commercialiser les sociétés étrangères à payer d'avance d'impôts... 18  
Vie des entreprises... 20

## L'ÉCONOMIE

« Ikea s'embourgeoise » : Banque américaine : le millionnaire... 16  
Les musiciens « compactés » : Affaires albanaises : Finances : survivre à l'UE... 17  
Chronique : « Le Japon, les États-Unis et la CEE », par Paul Hain... 18  
« Une leçon pour l'Europe », par Fabrice Hattem... 19  
La France doit réduire le déficit, par Philippe... 25 à 36

## Services

Abonnements... 17  
Annonces classées... 18  
Cartes... 15  
Loto, Loto sportif... 18  
Marchés financiers... 20 et 21  
Météorologie... 23  
Midi croisés... 18  
Radio-télévision... 23  
Spectacles... 22

La télématique du monde : 3615 LEMONDE 3615 LM

La semaine prochaine un numéro « Le Monde-L'Économie »... 25 à 36

Le numéro du « Monde » du 8-9 novembre 1992... 25 à 36

## Demain dans « le Monde »

« Sciences-médecine » : les pouvoirs de l'embryon

Avec un volet « Espoirs thérapeutiques » se termine l'enquête sur l'embryologie. Discipline tout fondamentale, l'étude du développement ouvre également d'importantes perspectives dans le domaine médical, pour la maîtrise de la reproduction humaine que pour la lutte contre le cancer. Le champ de l'embryologie est l'arène d'une compétition internationale.

## A la suite d'une fuite de gaz à la raffinerie Total

Trois morts dans une explosion près de l'étang de Berre

MARSEILLE

de notre correspondant

Une fuite de gaz a conduit à la mort de trois personnes, mardi matin 9 novembre à 5 h 20, à l'extrémité d'une unité de cracking catalytique de la raffinerie Total située sur les bords de l'étang de Berre, à proximité de La Mède, sur la commune de Châteauneuf-les-Martigues (Bouches-du-Rhône). Trois personnes ont été tuées et douze autres blessées. La victime de l'explosion a été telle qu'elle a été transportée à l'hôpital à la mort.

L'incendie a pu être éteint à la tour de cracking. Il a été efficace, mais combat, grâce au plan de lutte interne de la raffinerie, qui, soumise aux dispositions de la directive Seveso, est placée sous haute surveillance. Trois pompiers, déployés dans le centre du site, ont été blessés par la préfecture, qui a fait évacuer le site à 8 h 30, sous un panache de fumée

noire ajoutait, lundi soir, la nuit, la pollution atmosphérique actuelle sur les bords de l'étang de Berre. La raffinerie Total de La Mède est l'une des trois raffineries de France. Par sa capacité de traitement, elle est la septième en importance.

JEAN CONTRUCCI

## BUSINESS SCHOOL USA

Pourquoi préparer un MBA (avec le Diplôme de l'École Supérieure de Commerce, BTS) en un MBA ? Parce que c'est la seule formation qui vous donne une grande université de France ou de l'étranger ne peut pas plus cher : 50.000 F. Cours, logement, repas inclus. Stage anglais préalable si nécessaire. University Studies in America CEPES 42, avenue Bugeat 75007 PARIS (1) 45 50 28 28

(Publicité)

## DICTIONNAIRE ENCYCLOPÉDIQUE DE FINANCES PUBLIQUES

sous la direction de Loïc PHILIP

Pour la première fois, une vision à la fois claire et complète des finances publiques françaises présentée par 180 spécialistes en 800 termes

2 volumes - 1 647 pages - 480 F  
ECONOMICA - 49, rue Héricart - 75015 PARIS  
TEL : 45-79-93-56 - FAX : 45-75-05-67

# Le droit change et tout est transformé

NOUVELLE ÉDITION ENTièrement ACTUALISÉE.



DALLOZ

DALLOZ

CODE DES SOCIÉTÉS

DALLOZ

1992

Banques et le mail

مكتبة ابن بطوطة



# Le Monde

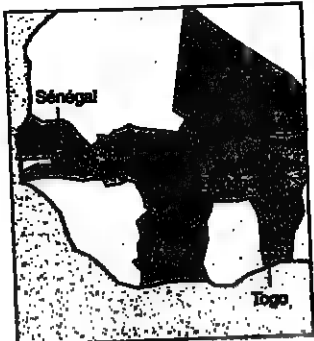
## Les musiciens « compactés »



Les artistes-interprètes sont mis à contribution par les producteurs pour le lancement des nouveaux « supports » technologiques, comme la cassette digitale compacte, mais droits d'auteur et royalties sont roborés.

page 27

## Dossier : la zone franc



La zone franc est-elle encore un atout pour les treize pays africains qui en font partie ? Quatre questions pour mieux comprendre une union monétaire qui fonctionne tant bien que mal depuis la décolonisation.

page 32

## Etats-Unis : la crise des centres-villes



Le déplacement des industries américaines vers le Sud et l'Ouest en grande partie responsable du dépeuplement des centres urbains. L'Europe n'est pas à l'abri d'une telle évolution, prévient Fabrice Hatem.

page 34

**MODE D'EMPLOI** ..... 26  
Aliments inutilisés. Humeur, par Josée Doyère : Vive les fonctionnaires. La cote des mots. Bloc-notes. Lois et décrets.  
**ACTUALITÉ** ..... 27 à 29  
**PERSPECTIVES** ..... 30 et 31  
Finlande : survivre à l'URSS  
**OPINIONS** ..... 33 à 35  
La France doit réduire le coût du crédit, par Philippe Jaffré. La chronique de Paul Fabra. Livres.  
**Notes de lecture** ..... 36  
**CONJONCTURE** ..... 37  
L'emploi : Baïsse durable.  
L'économie mondiale : A la cape.  
Politique monétaire : Après la tempête. L'attente du papy-boom.

# L'ÉCONOMIE

## Affaires albanaises

Pionnier du commerce avec l'Albanie, Julien Roche touche tout : troc, presse, transport aérien, hôtellerie, etc.

DURRËS  
de notre envoyée spéciale

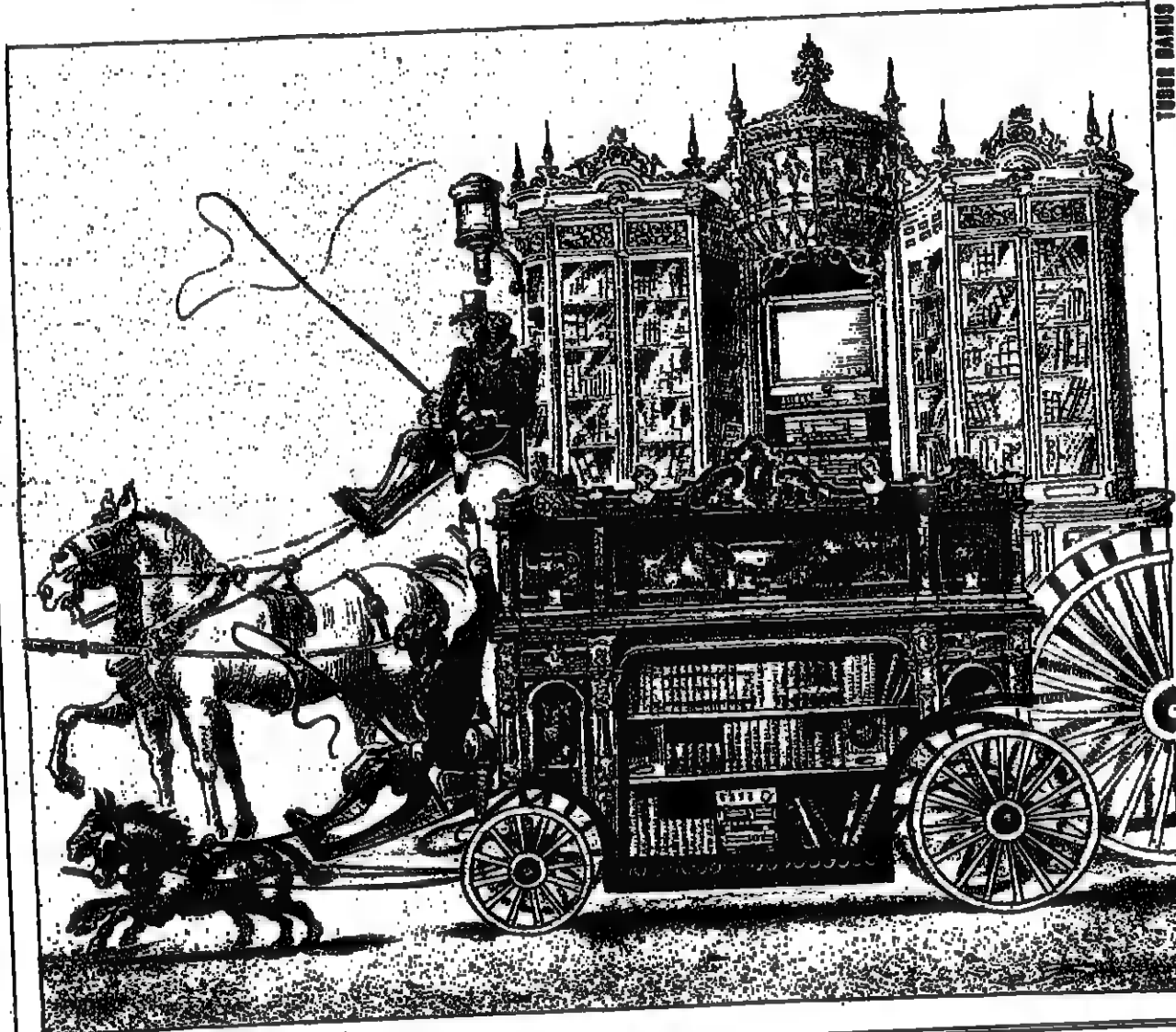
QUAND il a fait installer une antenne satellite sur le toit de sa villa de Durres, Julien Roche a été accusé des pires intentions. Une partie de la presse locale l'a traité d'espion. Le dirigeant de la compagnie ADA Air n'était pas un néophyte dans les affaires albanaises. Il a fait placer une petite antenne satellite sur la niche de son fabricant. Et il s'est répandu en proclamations : « Mon chien est un espion. » Pour investir en Albanie, il lui du répondant - les

sont vides - et de la répartie. Julien Roche habite la villa d'un ancien vice-premier ministre du régime communiste, sur la rive de Durres. Une catastrophe esthétique, comme tout ce que le communisme semble avoir inspiré aux architectes albanais, mais qu'il a égayé de toutes sortes de gadgets électroniques, téléphones sans fil et caméras de surveillance, ainsi que d'un piano et d'une armure de chevalier. Le quartier est une zone militarisée. Les nouvelles dignitaires de l'Albanie démocratique y sont aussi, plus discrètement.

Corinne Leones

Lire la suite page 30

## Ikea s'embourgeoise



Il y a deux semaines, Habitat, spécialiste européen du mobilier moderne « chic », était gobé par Ikea, le géant suédois du meuble « discount », ou plutôt par son créateur. Caprice du vieux capitaine ? Ou diversification financière sans conséquence sur l'indépendance des deux enseignes ? C'est la version officielle. Mais la crise est passée par là, et Ikea plafonne. Sa formule, trop copiée, s'essouffle. Habitat, installé dans les centres-villes et chéri des cadres aisés, lui offre une ouverture vers le haut de gamme, et une place incontournable sur le marché du meuble « jeune ».

Lire page 29 l'enquête de Jean-Philippe Vidal

## Banques américaines : le maillon faible

L'amélioration spectaculaire de leurs résultats ne signifie pas que les établissements de crédit américains soient sauvés. Bill Clinton pourrait avoir à gérer une succession de faillites

GEORGE BUSH avait entamé son mandat par le sauvetage douloureux des caisses d'épargne (Savings and Loans), certains se demandent si le baptême du feu de Bill Clinton ne va pas consister à faire face à une crise bancaire. Le parcours des banques américaines depuis cinq ans est symbolique de la dérive de l'économie à la fin des années Reagan et Bush : le pire côtoie le meilleur. D'un côté, personne ne peut nier la fragilité persistante du système financier et parfois même son état de délabrement, et de l'autre, les banques affichent des profits records. Les experts y perdent leur latin.

Le 19 décembre 1992 pourrait être à marquer d'une pierre noire dans l'histoire du système bancaire américain. C'est à cette date que la réforme du contrôle bancaire adoptée en septembre par le Congrès entrera en vigueur. Les agences fédérales de la FDIC (Federal Deposit Insurance Corporation) et le Trésor devront alors fermer dans les quatre-vingt-dix jours les banques jugées insolubles. Les établissements dont les capitaux dits « tangibles » seront inférieurs à 2 % de l'actif total seront liquidés, saisis ou cédés. Cette échéance fait passer un frisson dans le dos de certains spécialistes. Dans un scénario catastrophe intitulé « Banking on the brink » (les banques au bord du gouffre) et repris par le Washington Post, un économiste de l'université de Cleveland, Edward Hill, et un consultant bancaire, Roger Vaughan, n'hésitent pas à pronostiquer la faillite dans les prochains mois

de plus de 1 000 banques sur un total de près de 11 700. Ils en évaluent le coût entre 31 et 95 milliards de dollars (1) et annoncent une crise d'une ampleur similaire à celle des caisses d'épargne à la fin des années 80. Le parallèle est d'autant plus facile que l'ampleur de la débâcle des caisses d'épargne avait été dissimulée pendant la campagne précédant l'élection présidentielle de 1988.

George Bush et le nouveau Congrès avaient dû s'attaquer au début de l'année 1989 à cette très mauvaise « surprise », dont le coût final pour le contribuable américain pourrait atteindre la bagatelle de 2 500 milliards de francs sur trente ans !

Or, lors des dernières semaines, Bill Clinton et George Bush se sont bien gardés d'évoquer les problèmes du système bancaire américain ou d'émettre le moindre doute sur sa solidité. Les banques ont même été les grandes absentes du débat sur l'économie du pays. En tout cas, les banques américaines vont battre cette année leur record de profits de 1988 (24,8 milliards de dollars) et enregistrer des bénéfices de l'ordre de 30 milliards de dollars contre 18,6 milliards en 1991.

Eric Leser

Lire la suite  
et l'article de Serge Marti page 28

(1) 1 dollar vaut environ 5 F.

## "Les Affaires" : en trois lettres, ça se dit ISA

Vous avez entre 25 et 35 ans, un diplôme de l'enseignement supérieur, et déjà quelques années d'expérience professionnelle.

Aujourd'hui, vous voulez plus... une culture européenne, une formation approfondie au management, des postes à haut niveau.

L'ISA vous propose un MBA bilingue français/anglais, en 16 mois, sur le campus du Groupe HEC.

### Réunion d'information

Jeudi 19 novembre 1992 à 18h30  
Cercle France-Amérique - 9, av. Franklin Roosevelt  
Paris 8<sup>e</sup>

Institut Supérieur des Affaires - 78351 Jouy-en-Josas Cedex - Tél. : (1) 67 73 ou (1) 39 73 82

CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE DE PARIS



HEC Institut Supérieur des Affaires







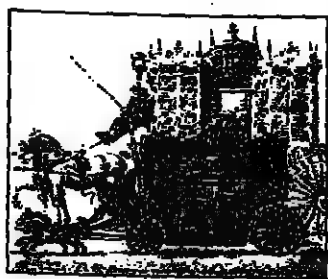
**Abattements sur les droits d'auteur et les royalties :** artistes et interprètes sont mis à contribution par l'industrie du disque pour le lancement de la nouvelle « cassette digitale ». La pilule est dure à avaler

10/25/2016 10:26 AM









## Ikea s'embourgeoise

La firme nordique, spécialiste du meuble économique, vient de racheter le réseau européen d'Habitat.

En élargissant son registre vers le haut de gamme, l'empire suédois assure son avenir

L'INVENTEUR du meuble à importer, qui a fait la joie de générations de ménages, vient de racheter le réseau européen d'Habitat. Il y a des années que le britannique Strehou, pour un peu plus de 100 millions de francs, la firme suédoise, la plus exactement son fondateur, a fait sensation. Ingvar Kamprad, désormais à la tête de la firme connue, en Grande-Bretagne et en France, pour leur image haut de gamme, n'est-il pas un train de renier ce qui a fait son succès depuis quarante ans : le discount ?

A Amsterdam, où se trouve la fondation Stichting Ingka, propriétaire d'Ikea, qui a pris l'initiative du rachat d'Habitat, on ne montre pas d'enthousiasme. « C'est une opération de diversification », dit-on. La porte-parole, A. Ica-France, la laconisme confine au silence radio. Mais elle n'a rien à dire sur le fait que le rachat ne concerne pas, comme on le dit, la concurrence, affirme-t-on en résistance, en précisant que les deux entreprises conserveront chacune leur autonomie.

En fait, l'état-major d'Ikea semble avoir été tenu à l'écart des tractations. Mais l'argument du cloisonnement, qui interdirait toute interrogation sur la stratégie du rachat du meuble, n'est pas pour servir l'intérêt. D'une part, c'est Jan Aulin, un collaborateur du président d'Ikea, qui a assuré les négociations. D'autre part, l'importance de l'opération, tout comme la détermination manifestée par Ingvar Kamprad (il avait déjà fait une offre de reprise il y a trois ans), montre qu'il s'agit là de toute autre

chose que d'un pur caprice du capitaliste fortuné : Ikea est bel et bien à un tournant. Pourquoi ? Parce que, apparemment, le modèle suédois n'attire plus les foules comme jadis. Certes, la suprématie de la firme d'Almhult sur le marché du « jeune habitat », comme disent les spécialistes, 113 milliards de chiffre d'affaires à travers 113 magasins répartis dans 23 pays, n'est pas entamée.

**ESSOUFFLEMENT** Mais des signes d'essoufflement sont, dit-on, perceptibles. Avec seulement 10 magasins, la firme et l'Allemagne font à elles seules plus de la moitié (51 %) du chiffre d'affaires. Ce qui veut dire, à contrario, que les magasins des autres pays (73) ne brillent pas par leurs performances. En France, les dirigeants d'Ikea seraient, dit-on, déçus par les résultats de leurs magasins de Lille et de Plaisir en région parisienne. Et les concurrents de murmurer que les investissements, orise oblige, seraient mis en veilleuse.

En fait, les dirigeants d'Ikea ont eu à cœur de donner à leur entreprise un double profil : le rachat d'Habitat est copié, il s'est banalisé. Surtout, la duplication du grand magasin périphérique en discount a conduit à une uniformisation de l'offre qui provoque aujourd'hui un phénomène de rejet chez le consommateur. Le ménage français, autrichien ou italien, veut autre chose que le petit meuble suédois standard.

De ce point de vue, la firme suédoise avait eu à cœur de le phénomène, en exacerbant les différences culturelles nationales et en fragilisant les gros mastodontes

du meuble. Certes, les statistiques montrent que, face à la déprime générale (selon la Banque de France, les ventes de meubles pour les neuf premiers mois de l'année sont en recul de 7 % sur le chiffre d'affaires de 1991, lui-même en baisse de 10 %), le contemporain aurait limité la casse. Mais les spécialistes sont formels, en période de récession les magasins de meubles, plus petits et moins commerciaux, s'en tirent mieux que les grands magasins.

En fait, la reprise d'Habitat n'apparaît plus comme un coup de dés, mais comme une nécessité. Pour le fondateur d'Ikea, la firme jadis par Terence Conran présente un double avantage : d'abord, elle est complémentaire. Pour les concurrents, la complémentarité ne se joue pas aux yeux, mais on fait valoir qu'Habitat est un peu le négatif d'Ikea. Le premier exploite les petits magasins en centre-ville, le second s'est installé dans les zones périurbaines. Et les concurrents de murmurer que les investissements, orise oblige, seraient mis en veilleuse.

**NECESSITÉ** L'occasion d'un coup de dés unique de la firme suédoise : racheter l'empire en répartition des risques (c'est un peu la stratégie du Printemps... mais à l'envers), tout en prenant en compte les enseignements de certains événements. La perspective d'une division géographique du travail, les pays « riches » (Europe de l'Ouest, Amérique du Nord) étant attribués à Habitat et les pays « pauvres » (le Sud et l'Est) à Ikea.

Surtout, l'Edouard Leclerc du meuble se donne les moyens de

devenir incontournable. A Amsterdam, on se refuse bien entendu à « faire l'addition », mais il est clair qu'avec plus de 200 magasins une belle machine de guerre se met en place.

C'est d'ailleurs ce qui inquiète le ministère français des finances, qui ne peut se cacher le dossier. Pour la Rue de Bercy, qui considère qu'il y a en France un marché spécifique du jeune habitat, le risque d'une position dominante n'est pas à écarter, puisque les deux chaînes représentent environ 50 % du marché français. Celles-ci proclament leur volonté d'autonomie, mais une telle profession de foi laisse les experts sceptiques. Il est clair que des actions de développement sont développées chez Habitat et Ikea (les achats peuvent-être la logistique) comme il est clair également que le propriétaire d'Ikea unique, l'indépendance financière de l'un et de l'autre entreprises n'est pas garantie.

Mais Ingvar Kamprad n'est pas un homme d'ordre, le patron d'Habitat qui, dans une affaire, a bien tiré une épingle du jeu, ne peut pas se laisser d'arguments. Ils pourront dire que le marché du jeune habitat n'a pas de potentiel économique et que si qui compte, c'est le marché du meuble dans son ensemble, sur lequel les deux entreprises ont une présence de 5 % des ventes totales environ. On ne voit pas pourquoi, d'ailleurs, les pouvoirs publics s'opposeraient à une opération qui, au contraire, peut contribuer à une rationalisation d'un secteur qui donne un peu l'impression aujourd'hui d'être à l'eau-forte.

Jean-Philippe Vidal

## Le mystère Kamprad

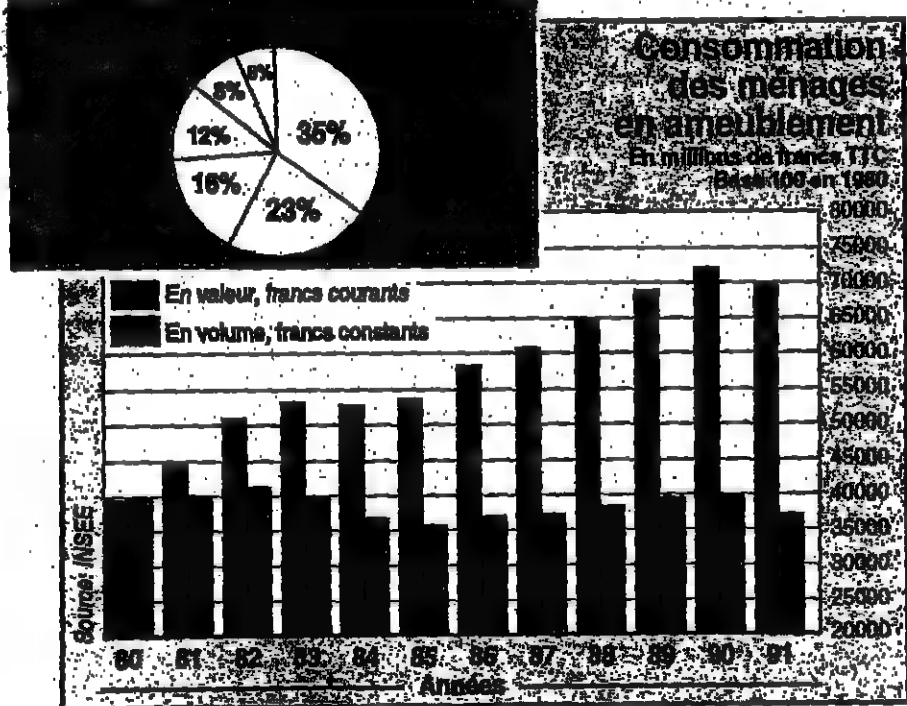
Ingvar Kamprad, le fondateur d'Ikea, est tout le contraire d'un homme public. Son interview est rare et il ne se prête guère aux médias. Parler de lui, c'est donc se condamner à colporter des rumeurs, ou, on-dit. Ainsi, qu'il serait dur à la tâche, pour lui et les autres (ses vices ne n'ont pas de facilité dans l'entreprise et n'en aurait peut-être jamais) ; on le dit aussi parcimonieux, comme l'Américain Sam Walton, lui aussi fondateur d'un géant mondial du commerce, Walmart, qui est le champion du monde en matière de commerce. Leur seule différence n'est-elle pas que de Kamprad leur nom sert à l'enseignement de leurs magasins ?

L'entourage de Ingvar Kamprad reconnaît d'ailleurs que l'homme est discret, strict, secret. Autant par tempérament que par nécessité (sa fortune ne parait pas, peut-être, à braver les foudres de la fiscalité). Mais son poids dans le groupe, le fait qu'il est à la tête d'une semi-retraite paisible en Suède. Ce qui est sûr, c'est qu'Ikea est bien à son image. La chaîne comme lui l'art du secret. N'étant pas en Bourse, pourquoi éprouverait-elle le besoin de publier ses comptes ailleurs qu'au registre du commerce ? Comme lui, elle donne l'impression d'être à l'eau-forte.

organisée que pour décourager toute velléité d'investigation : si la chaîne commerciale est en Suède, les services administratifs, les holding de sociétés aux Pays-Bas, A. J. Kamprad, où justement a été créée la fondation Stichting Ingka, créée par Ingvar Kamprad, à qui il a donné ses droits de propriété sur Ikea.

Une fondation bien mystérieuse et qui fait couler beaucoup d'encre. Ses dirigeants, qui ont pour mission de promouvoir le design et l'architecture, sont des hommes de langues étrangères, les autorités néerlandaises n'étant pas très regardantes. Stichting Ingka ne tient pas ses comptes, mais la volonté du fondateur de disposer d'une banque sur l'Europe communautaire et surtout d'échapper à l'impôt sur les successions, particulièrement lourd en Suède, il est vrai, se décharge, que l'auteur de « l'histoire d'un vendeur de meubles » n'est pas un homme qui goûte aux charmes discrets des Pays-Bas. Carrefour, mais ce n'est qu'une coïncidence, dispose lui aussi dans ce pays d'une holding qui détient des participations étrangères. Mais lui n'en parle pas beaucoup...

J.-Ph. V.



### Habitat sauvé par la France

Créé au début des années 80 par un styliste de génie, Terence Conran, Habitat a connu, dès l'origine, un succès foudroyant (Le Monde de l'Economie du 23 octobre). Part de Grande-Bretagne, le groupe devait très vite essaimer en France (1973), puis aux Etats-Unis. Mais le rachat de Marchesons (l'équivalent de Prénatal outre-Manche), puis des quatre magasins BHS, à un moment où la Grande-Bretagne commençait à entrer dans la récession, devait rendre le glas des ambitions de Terence Conran. Les difficultés furent telles qu'à partir de 1981 il fallut envisager la fermeture de magasins : une vingtaine sur près de quarante au total.

En revanche, Habitat-France, après une expérience maladroite dans la grande surface (Grand H), devait trouver son rythme et son marché. Pivotal au développement en Europe de l'enseigne (un magasin Habitat doit bientôt s'ouvrir en Espagne), Habitat France, dont on a toujours dit que les bénéfices servaient à éponger les pertes de la chaîne anglaise, réalise un chiffre d'affaires de 1,2 milliard de francs, avec 37 magasins. Au total, la chaîne Habitat (hors les Etats-Unis, qui comptent 25 magasins pour un chiffre d'affaires proche de 2 milliards de francs)

J.-Ph. V.

### L'empire du nordique

Depuis l'ouverture du premier magasin en Suède, en 1958, Ikea a fait du chemin. Aujourd'hui, la chaîne compte, à travers le monde, 113 magasins (dont 18 en franchise). Elle réalise un chiffre d'affaires qu'on estime supérieur à 22 milliards de francs. Elle emploie 20 000 personnes et ferait, dit-on, travailler (en grande partie à l'Est) près de 2 000 sous-traitants.

Bien qu'Ikea ait su imposer, sur les marchés européens et nord-américains, le mobilier nordique, il n'est plus suédois, depuis longtemps. La Suède n'entre plus que pour 24 % dans les ventes du groupe. Elle vient loin derrière l'Allemagne, qui, avec 27 %, est la première (les vieux magasins), constitue son marché de prédilection.

Présent, dans la plupart des pays d'Europe (sauf en Espagne), au Canada et aux Etats-Unis (où elle a acquis il y a un an la société Stor), la chaîne a été la première (mais là, en franchise), la chaîne a été la première à investir à l'Est (en Pologne, en Hongrie, et en Tchécoslovaquie).

En France, où il s'est implanté en 1981, Ikea compte 7 magasins (le dernier n'étant ouvert en mai 1992 à Plaisir) pour un chiffre d'affaires de 2,5 milliards de francs. Assurément, la firme ne semble, dans l'immédiat, être envisagée.

J.-Ph. V.

### AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

NOUS CHANGEONS DE NOM PAS DE MISSION.

La Caisse Centrale de Coopération Economique devient

La Caisse Française de Développement.

Financer le développement, les investissements publics et privés, afin que tous bénéficient des grandes évolutions mondiales : telle est notre action dans les soixante pays où notre mission nous mène, et dans les départements et territoires d'outre-mer.

Si aujourd'hui nous changeons de nom, c'est pour mieux affirmer notre mission d'Etablissement Public et la permanence de notre action financière dans la politique française d'aide au développement.



Les émissions domestiques de la CFE sont garanties par l'Etat et ses émissions internationales bénéficient d'un triple A décerné par Standard & Poor's.



## PERSPECTIVES

## LES SECOURS DU POST-COMMUNISME

## Affaires albanaises

Suite de la page 25

La plage illuminée par des réverbères flamboyants qui éclairent, dans les 10 mètres, le désert.

Pionnier occidental du commerce en Albanie, Julien Roche s'est installé à Durrës, il y a un peu plus d'un an, que les étrangers ne sont autorisés à résider. Avant, les hommes d'affaires étaient condamnés à loger à l'hôtel, à payer, jamais plus de quinze jours de suite. Locataire de la villa pour la somme de 4 000 dollars (1) par mois, il aurait volontiers soulagé les militaires de leur tâche de surveillance à l'entrée du « bloc » où se déroulent des vigiles privées. Le ministère de la culture a été vexé de cette proposition, mais il a retenu l'idée qui coûte peine méritait salaire et présenté sa facture. Les albanais n'en viennent pas moins quémander régulièrement quelques paires de chaussures résidents.

**PIONNIER** L'aventure albanaise de ce natif de Bourg-en-Bresse a commencé il y a deux ans. Fondateur d'une petite société de commercialisation d'émetteurs-récepteurs, Julien Roche s'ennuyait. Avec son nouvel ordinateur, il a concocté un mailing de prospection à l'étranger. Par ordre alphabétique. Surprise : l'ours albanais a répondu tout de suite. Par un télégramme émanant en fait de la centrale d'achat de l'armée.

« Envoyez de la documentation », Julien Roche a sauté dans un avion. Et emporté un chèque de 1,5 million de dollars, ce qui représentait la moitié de son chiffre d'affaires. Il n'a compris qu'au dernier moment que, la partie albanaise méprisant le dollar, il fallait le mettre au troc. Qu'à cela tienne. Julien Roche n'était pas par le chrome, dont l'Albanie était le troisième producteur mondial. Il a choisi la culture des plantes médicinales, en association, pour la commercialisation aux États-Unis, puis Duros, dont il s'est d'ailleurs rapidement passé. « Avec la différence de 100 %, je m'a payé quelques voyages en Corcorde », mais Tchernobyl a mis un peu d'engouement américain pour l'herboristerie albanaise. Julien Roche a alors essayé de répondre aux multiples desiderata de ses interlocuteurs. « Il faut dix mille téléphones. Des hélicoptères... »

Depuis le début du processus démocratique, les perspectives sont à la fois plus prometteuses et plus délicates. L'Albanie ayant replongé avec délices dans ses habitudes de tribu méditerranéenne perpétuant ses farouches guerres de clans et maintenant un rapport compliqué à l'étranger. Après avoir fondé ADA, société qui emploie aujourd'hui près de deux cents Albanais, en joint-venture avec un État qui « n'a jamais apporté, lui, le moindre dollar », Julien Roche a été

accusé de « les » les « Trafic d'armes, liens trop rapprochés avec les anciens dirigeants. La tentative de corruption pour avoir les livrer en décembre à une centaine de responsables politiques et économiques » qui lui apparaissait comme un acte d'entreprise : une caisse de douze bouteilles de vin bulgare « à 1 dollar l'une ». Six mois après, la presse en parlait.

Sous l'ancien régime – signalé ce point d'histoire – la corruption n'était que répandue à des niveaux élevés de la hiérarchie, selon Julien Roche, qui avait quelques cadeaux, mais au plus. « Je faisais dans le disque compact. »

Plus récemment, les bagarres sont devenues homériques. Un tribunal a reproché à l'homme d'affaires d'essayer d'acheter « le moins cher possible » pour rendre beaucoup plus cher. Un tribunal d'extrême droite, ancien magistrat du régime communiste, membre, malgré l'étonnant cumul, du Parti démocratique, est entré en résistance contre l'envahisseur : non, écrivait-il en août, « l'Albanie n'a pas été ni par le pas du protectorat



variation avec les crédits... Enfin l'entrepreneur a en avril la « première compagnie aérienne privée » d'Albanie, ADA Air, qui effectue chaque jour une

liaison Bari-Tirana, après avoir envoyé six pilotes albanais de Mig-21 en France. Mais le climat économique, en ce moment, est mauvais. Les prix du

pain, de l'eau, sont multipliés par cinq ou par dix. La dette extérieure, dans ce pays qui avait excommunié le crédit, s'élève à 700 millions de dollars (2). La banque centrale, elle-même, doit de l'argent au groupe ADA (4,8 millions de dollars de chiffre d'affaires l'an dernier). Et les diplomates ironisent sur l'opération « coffres vides » qui pourrait être dangereuse et remplacer une quelconque opération « portes ouvertes ».

**TRAGÉ-COMÉDIE** Alors, le soir, dans la ville de Durrës, le vice-président du conseil régional a été invité à un dîner par un des hommes d'affaires pendant qu'une manifestation à demeure joue du piano et qu'un orchestre joue des mélodies du vin bulgare. Et les convives évoquent les tragédies économiques de l'Albanie en ses premiers pas vers l'économie de marché.

Le ministre des transports exigeait des 747 à Tirana, alors que la piste de l'aéroport est trop étroite. Un haut fonctionnaire des douanes – 200 agents pour tout le pays – pose son vélo sur un ordinateur, qui ne sert à rien d'autre que d'être un bureau. Son directeur refuse de le vendre

des invitations en Europe occidentale car il raisonne encore comme sous l'ancien régime, quand chaque produit était synonyme d'un produit détaxé.

« Je le comprends. J'étais comme lui il y a quinze ans, dit Marcel Skendo, le président de la société de joint-venture et complice de toujours de Julien Roche. La première fois que je suis allé à l'étranger, il y avait dans ma famille à l'aéroport. Cinq personnes. Et moi j'allais à Tirograd, acheter des machines! » Marcel Skendo désespère un peu des chances de l'Albanie nouvelle. « Pour l'instant, nous avons des problèmes de machines à l'envers. Il faudra dix ans pour les remettre à zéro. »

Corinne Lesnes

(1) 1 dollar vaut environ 1 franc.  
(2) Le total à Tirana, le président du FMI, M. Michel Camdessus, a promis une aide de 500 millions de dollars pour 1993. Début octobre, la CEE a également promis 10 millions de dollars pour le règlement des traités de la dette extérieure. Une aide de 30 millions d'euros (245 millions de francs) avait été promise en juillet dernier.

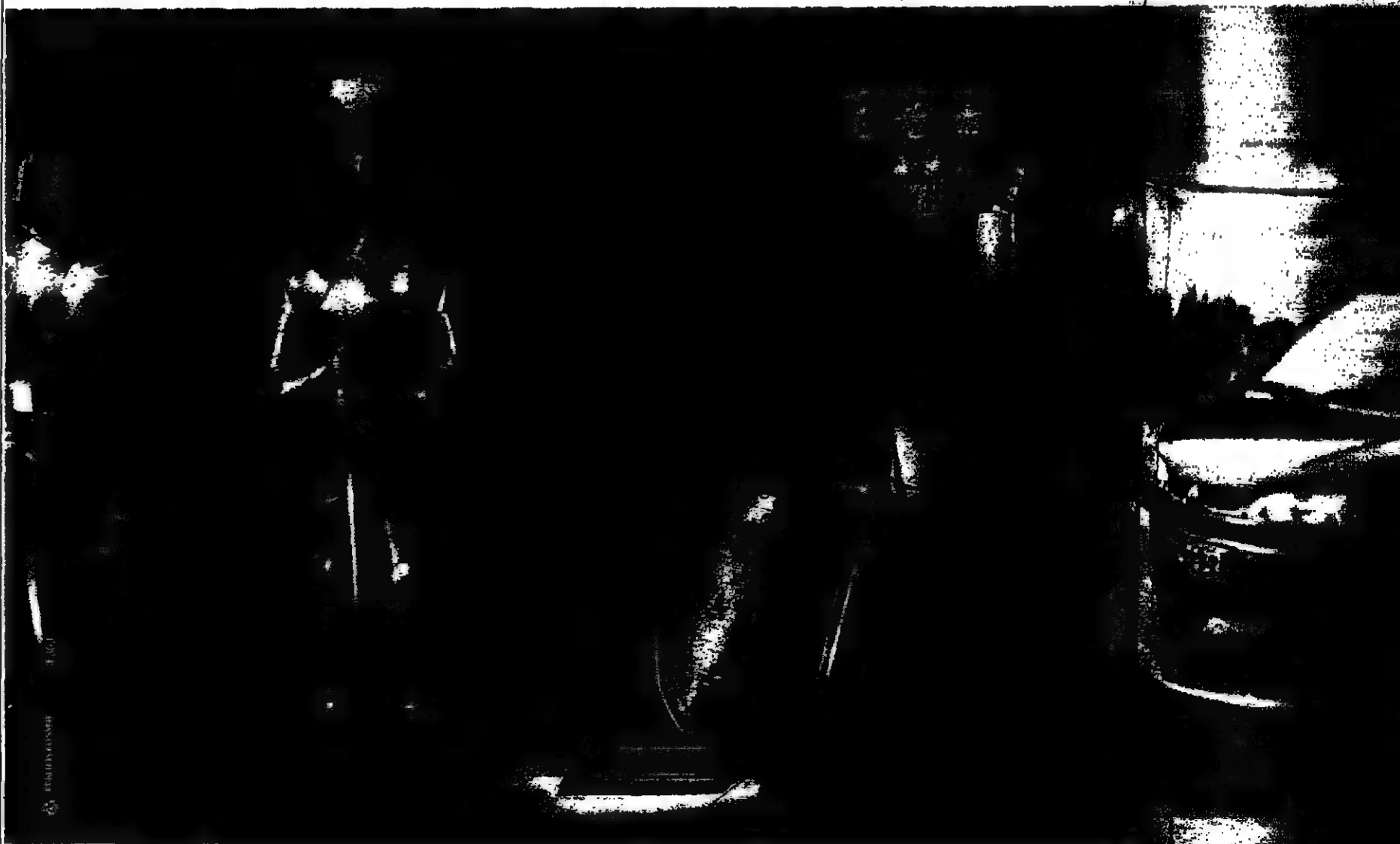
**L'entrepreneur**  
en avril une  
compagnie privée  
d'aviation après avoir  
envoyé six pilotes  
albanais de Mig-21 en  
France.

français. Sans parler des procès, des droits de réponse, des fuites... Et des taxes sur les importations – 5 000 dollars par jour, indique le vice-président d'ADA – alors que la loi fait le commerce de cigarettes en tranquillité.

**TOUCHE-A-TOUT** Le Français, il est vrai, a touché de tout. Une boîte belge de cosmétiques en fait. Il a touché les stocks. Il a touché les tubes de rouge à lèvres. Il a touché les 3,2 millions d'habitants. Le papier manquant en papier pour imprimer les bulletins de vote? Julien Roche envoie chercher 200 tonnes de papier en Italie. Croit-il avoir repéré les derniers bancs de corail de la Méditerranée, sauvegardés par l'isolement albanais? Il expédie six plongeurs en formation en Corse et leur fait les repérages. Il se soucie des autorisations. Qu'il n'obtienne pas. Peu importe. Les plongeurs rapportent des langoustes qu'il servira à ses invités, ministres, ambassadeur de France...

Julien Roche est aussi fondateur d'un magazine, la Tribune économique albanaise. Et copropriétaire du grand hôtel de Tirana, le Dajti, une voie de réno-

Du cuir, du bois, nous avons réussi à mettre quelque chose d'ancien dans la nouvelle Renault 19.



## Un pays délabré

Pays le moins développé d'Europe, l'Albanie est aussi la plus malade des anciennes « démocraties populaires » (sur-vit en bonne partie grâce à l'aide internationale).

La misère et la pauvreté (un PNB par tête de l'ordre de 500 dollars) sont imputables au retard de développement (en 1947, il n'existait encore aucune ligne de chemin de fer), mais aussi à l'isolement auquel le pays a vécu pendant plus de quarante ans (comme pendant plus de quatre siècles sous la domination turque), après des siècles de déchirement par les diverses puissances étrangères. Le régime communiste d'Enver Hoxha, d'abord proche de la Yougoslavie, rompu avec elle en 1952, s'est tourné vers l'URSS, pour se rapprocher de la Chine, s'enfermer dans un stalinisme post-stalinien... jusqu'à la rupture en 1978 avec le dernier « grand frère » et l'autarcie caricaturale.

Le pays a repris les pro-

gressivement après la mort d'Enver Hoxha en 1985, la réorientation ne s'est faite qu'en 1990. La transition vers la démocratie, qui a abouti, après de nouvelles élections, au début de l'opposition en mars 1992, a été particulièrement difficile. Le pays a traversé une période de chaos en 1990, puis en 1991, approchant l'anarchie au début du dernier hiver, puis l'été. Ajoutés au mouvement économique, les ont provoqué plusieurs reprises de véritables exodes, notamment en 1991 vers l'Italie.

L'Albanie, qui a accordé une protection aux investissements étrangers, permis de créer des sociétés mixtes, entamé une prudente privatisation de l'économie, s'est tourné vers les petites entreprises collectives. Elle a reçu en 1991 une aide alimentaire de 200 millions de dollars de la Communauté européenne – l'Italie a versé à elle seule 100 millions par crainte d'un nouvel exode.

Grâce à la qualité irréprochable de son intérieur où le cuir et le bois sont savamment dosés, la nouvelle Renault 19 Baccara

est ce qui séduit les plus fervents défenseurs des traditions. Cependant, nous sommes autorisés à ajouter le

3615 3616  
RENAULT

conditionnement d'air, les rétroviseurs dégivrants à commande électrique, les jantes en alliage léger, les projecteurs antibrouillards, la housse à vêtements sous la tablette arrière, la condamnation centrale

هناك امنه الاصل



# Finlande : survivre à l'URSS

**Les récentes élections communales en Finlande ont sonné comme un avertissement pour le gouvernement. Après deux dévaluations et trois plans d'austerité successifs, le pays s'enfonce dans une récession sans précédent. L'industrie finlandaise avait prospéré sous le régime commercial particulier qui la liait à l'URSS ; le démantèlement de celle-ci il y a un an la frappe au moment où la conjoncture mondiale ■■■ maussade.**

Dans quelques semaines, la Finlande célébrera le soixante-quinzième anniversaire de son indépendance obtenue sur une décision tsariste en 1917 de devenir une

Il y a un an, ils compaient définitivement les liens qui les avaient de nombreux unis. Ils avaient en 1943, à la suite de la guerre, des conséquences. Ils avaient plutôt bien les dix dernières années de cette période, mais ils étaient en conjonction avec les autres, qu'ils avaient sous leur tir de leur croix. Ils avaient pensé de « clearing » l'URSS. Ils avaient une conjonction favorable qui avait été proposée la Fin. Ils avaient dans le camp des pays très développés, avec les autres, ils avaient une pleine expansion et un rythme de croissance qui faisait des jaloux. A tel point que, en 1988, la Finlande, la Norvège, la Suède, la Danemark, la Norkia, le premier employeur étranger en Suède, la IBM, C'est tout.

Les dérapages catastrophiques, de glasnost en perestroïka, ont cependant avoir de ~~trist~~ conséquences pour la petite voisine de l'Union soviétique. ~~En~~ ~~ce~~ tour ~~de~~ la conjoncture internationale commençait à s'échir, la Finlande, ~~autre~~ dans les centres vitaux de son économie, a dégringolé la pente beaucoup plus vite qu'elle se l'était ~~grimpé~~.

**AUTOSTRITÉ** • En dix-huit mois de pouvoir, le gouvernement de Christian de la Motte a-t-il pu réduire de moitié le déficit de la dette d'État ? En fait, le déficit a augmenté de 12,3 %, en novembre dernier, l'autre implice, et officiel, du 12 septembre de l'année dernière - et il a été présenté sous l'angle d'un redressement économique, ce plus ou plus minime. Le dernier d'entre eux, qui prévoit des dépenses budgétaires de plus de 60 milliards de francs en trois ans, est en fait un peu la veille des élections du 10 octobre.

qui, pour n'être « que » communales, risquaient d'avoir un impact national, tant il était attendu que les électeurs, inquiets pour leur avenir, ~~utilisent~~ cette occasion pour manifester leur mécontentement devant la rapide dégradation de la situation.

Il y a **différence** de quoi être inquiet quand on voit le taux de chômage atteindre 15 %, sans autre espoir que de le voir se maintenir à 13 % l'année prochaine, comme le prévoient les analystes. Et il y a de bonnes raisons d'être mécontent quand on voit son pouvoir **financier** **financier** comme neige au soleil, les avantages sociaux **financiers** rognés les uns après les autres, les salaires réels réduits, et quand on est par-dessus le marché obligé de prêter de l'argent à l'Etat au risque de le voir revenir bien délavé.

Les Finlandais n'ont pourtant pas jugé trop sévèrement ceux qui les gouvernent et s'ils ont été nombreux à voter pour les sociaux-démocrates dans l'opposition, cela n'entraînera pas l'élargissement de

En confusion. Les syndicats, de leur côté, grondent depuis le début de l'automne dans un indécrottable râle qu'il n'y a aucune raison permettant de satisfaire les revendications salariales. Il n'en va ainsi en fin de compte qu'ils saignent leurs adhérents au placard par leur loi. Le plus forte raison si le gouvernement n'arrive pas à revenir sur un point si dernier promesse d'austérité : la réduction de l'assurance-chômage.

**FAMILIARITÉ** • Il reste que pour les syndicats l'aggravation de la situation sur le marché de l'emploi est de plus en plus lourde à supporter ; ils n'apprécient pas l'attitude du ministre des finances, Risto Viinanen, viennent dire qu'il n'est pas d'être syndiqué pour bénéficier l'allocation-chômage. « Si on pouvait être certain que les conditions actuelles ne permettront pas d'affaiblir systématiquement les syndicats, il serait plus facile de discuter », dit récemment Kari Tapiola, le secrétaire général de la SAK, la centrale syndicale centrale d'ouvriers.

Les syndicats veillent d'ailleurs très bien à leur grande affaire : d'ici septembre, l'organisation centrale des fonctionnaires du secteur public, l'un des quatre grands syndicats, a tout simplement fait l'arrêt après des « affaires » qui ont mal tourné.

Modes originales peut-être beaucoup plus dramatiques que les autres qui ont en cours ces trois dernières le tissu du PIRE. Quelque 7 000 d'entre elles devraient fermer durant la seule année 1992. L'affaiblissement de la demande intérieure n'est déjà pas de nature à régénérer le tissu, et si par ailleurs la dévaluation du mark a favorisé les industries d'exportation, elle a aussi aggravé la situation des industries domestiques avec l'augmentation des prix à l'importation.

Une petite promenade à travers Helsinki nous va rendre compte de l'état de cette ville qui s'est enrichie pendant l'été. Sur les façades d'immeubles, ce n'est qu'une longue succession de panneaux proposant des locations d'appartements désertés par les vacanciers. Les appartements ou en ville ancienne. Les appartements sont fermés aussi sérieusement qu'une quille dans un jeu de - et, pas plus, la restauration n'est en difficulté. Le soir, pourtant, cafés et boîtes de nuit de la capitale sont pleins. Je n'ai pas les moyens de partir en vacances, alors, ma folie, j'en suis plus. Je dépense sur place. A quoi bon aller chez moi déprimer ? », un jeune

**TIMIDE REMONTÉE** • Mais la remontée de l'austérité a aussi malheureusement touché le secteur public, en particulier les hôpitaux, par manque de ressources, les contraintes à des choix qui ne sont guère réjouissants : « Les méde-

Remettre ensuite le patient confortablement, dans une position choisissant des alternatives », dit un médecin. « Si je dois être obligé de sélectionner parmi mes patients ceux que je vais soigner et ceux que je ne soignerai pas parce qu'ils sont incurables ou trop âgés, je me suis moi-même formé », ajoute un confrère par la tournure que prennent les choses.

« Le marché fléchit ces jours-ci », déclare un responsable du ministère des Finances étrangères à l'Agence. Pourtant, plusieurs économistes estiment que le pire a été maintenu jusqu'à présent. L'économie française n'est pas timide : elle remonte des abysses où elle avait sombré. La production avait atteint son point le plus bas en 1982. L'industrie — mécanique et électrotechnique, par exemple — avait perdu 20 % de sa main-d'œuvre. Elle répond à présent à 50 % des exportations. Le plan de rigueur qu'elles réclamaient depuis longtemps n'a qu'un défaut : elle n'aurait pas dû le faire. Le gouvernement devrait les satisfaire. La situation est bonne. Le marché a repris sa normale. Le marché monétaire les a libérés. L'industrie reprend son souffle ailleurs.

Malgré le markea, mais on ne doit pas oublier que l'inflation qui, selon l'Office des statistiques, pourrait être de 4 à 5 % l'année prochaine.

[illegible]

Ce qui inquiète plus la police, c'est l'apparition du commerce de drogues diverses — marijuana, cocaïne et l'héroïne, « de mauvaise qualité » pour l'instant, mais ce n'est qu'une question de temps ». A Nisinski, on entend beaucoup parler de la « mafia russe » qui vend le « vols-drogue-prostitution. Mais la police judiciaire on minimise le danger en faisant savoir que les délits commis représentent moins de 1 % du chiffre national de la criminalité, qui augmente de manière inquiétante avec la crise.

**Françoise Niéto**

## Du côté de chez Swan

A Jakobstad, petite ville suédoise au bord de la golfe de Bothnie, on trouve toujours construit des pontons. Autrefois, en guerre, pour le transport des soldats, aujourd'hui le plaisir pour les loisirs des civils. La crise, là aussi, frappe durement, car le vingtième les petits chantiers navals de l'Europe vivent avec des clients en baisse. Les entrepreneurs attendent une commande avant d'investir dans la construction de leurs raves. Mais il y a des clients, ils ont l'habitude d'avoir les plus solides. Lisbeth Staffans, la jeune PDG de la entreprise Yachts, indépendante de la crise date, ne se plaint pas. « Les commandes sont bonnes », dit-elle, « bon, mais la concurrence a plein régime et les prix sont élevés. »

Chez son voisin Neutswan, marque prestigieuse par excellence, c'est le top de la gamme du *Wooly Superwash* sur machine qui est vendu le moins en ces temps de conjoncture déprimée. Les clients arrivent pour la plupart des étrangers très fortunés, Américains, Allemands, même aussi des Japonais bien sûr, mais l'habituel à la maison, qui remplace un bon *Wooly* par un *Neutswan* coûteux de plusieurs millions, en moyenne en dollars, pour les Rolls royales.

Mais dans le Sud qui fait partie du groupe forestier Kymmenen a dû, en 1992, la reprise, réduire la capacité de production de ses usines et supprimer trente-cinq emplois sur trois cent soixante mille

**F. N.**

que chose dans la nouvelle Renault 19 Baccara.



**NOUVELLE  
RENAULT 19 BACCARA  
nouvelle pour longtemps**

des portes avec commande à distance, l'autoradio 4 x 6 W avec un satellite de commande sous le volant, codage antivol et 6 haut-parleurs, l'ordinateur de bord à 7 fonctions et bien d'autres choses encore, pour qu'ils puissent en plus goûter aux joies du progrès. Modèle présenté et décrit : Renault 19 Baccara, manuelle. Garantie anti-corrosion Renault 6 ans. Dites votre financement. **RENAULT présente C.F.**



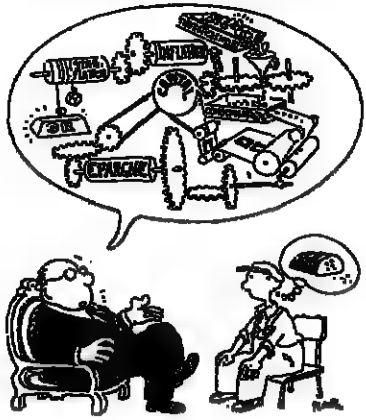
**RENAULT**  
LES VOITURES  
■ VIVRE

**REMARKS** *cont.* **EF**



## DOSSIER

## La zone franc



Le sommet franco-africain de Libreville, réuni du 5 au 7 octobre, a au moins permis de convaincre d'une chose : la France a su maintenir des liens privilégiés avec ses anciennes colonies d'Afrique. « A quoi servent ces sommets ? A rien, et c'est pourquoi ils sont indispensables », écrit Michel Aurillac, ancien ministre de la coopération, dans son livre *L'Afrique à cœur*. C'est que l'influence de la France passe par les « multiples conversations informelles » de ces rencontres. L'essentiel du pouvoir qu'elle continue à exercer sur les pays du « pré carré » est pourtant ailleurs. Treize Etats africains et les Comores sont membres d'un ensemble monétaire intégré autour de l'ancienne métropole : la zone franc. Cette unité économique a traversé les grands bouleversements du monde. Elaborée d'autorité par les forceps du pacte colonial, elle a permis à l'Hexagone de traverser mieux que d'autres la crise de 1929 et de Gaulle de financer, dès 1942, l'effort de guerre de la France libre. A l'époque des indépendances, la zone franc a dû s'adapter pour survivre. Baptisée « coopération monétaire », présentée alors comme une façon « moderne » de redonner leur « pleine souveraineté aux Etats », elle offre aujourd'hui certains avantages aux pays membres et des avantages certains à la France. En contrepartie de son assistance financière – premier bailleur de fonds en Afrique –, elle bénéficie de nombreuses commandes de biens et de services, et parvient à transférer d'une partie de l'épargne locale. De façon plus générale, et indépendamment des échanges qu'elle induit, la zone franc constitue indéniablement une « rente de situation » pour les entreprises françaises. En plus de vastes débouchés, elles y trouvent une source privilégiée de matières premières. Et d'aucuns évoquent – non sans fierté – la stabilité monétaire de ces pays, grâce à la parité de leur monnaie avec le franc français. Parlant du billet CFA, les dirigeants africains se félicitent-ils pas eux-mêmes d'avoir du « pouvoir blanc entre les mains » ?

Dossier établi par Olivier Piot

## Comment s'est-elle formée ?

La zone franc est le produit d'une série de mutations dont l'origine remonte à l'époque de l'empire français. Au XIX<sup>e</sup> siècle, à une époque où la France étend ses colonies, elle procède à des mutations territoriales (pièces) étrangères, se organise l'émission de billets de banque. Cette tâche est confiée à des banques privées locales – Banque d'Algérie, Banque d'Indochine, etc. – sous le contrôle de l'Etat français. Des liens privilégiés entre la France métropolitaine et les monnaies des territoires sont ainsi mis en place très tôt, délimitant de facto une zone monétaire déjà particulière.

Après la première guerre mondiale, les « Banques coloniales » sont placées sous le contrôle plus strict de leurs opérations en contrepartie de la possibilité d'échanger leurs billets à parité avec le franc (1 pour 1). La crise de 1929 donne une nouvelle cohésion à cet ensemble. Régissant l'effondrement des échanges internationaux, la France développe une politique monétaire qui lui permet de contrôler et d'orienter plus facilement l'économie de ses colonies. La seconde guerre mondiale ne définitivement pas la notion de zone franc : les colonies des colonies doivent permettre à la métropole de mieux résister au conflit.

En août 1939, l'inconvertibilité du franc a instauré un contrôle des changes interdisant toute opération commerciale ou financière entre l'« Empire français » et l'extérieur. Ces décrets officialisent pour la première fois l'existence de la zone franc, définie comme un espace géographique à l'intérieur duquel les monnaies des colonies convertibles tout en faisant l'objet de règles de protection commune. Une autre mutation s'annonce pendant la guerre : la mise en place de l'émission monétaire dans les colonies françaises à des fins de guerre. En 1942, le lien avec Paris est rompu : la France libre prend le contrôle des monnaies des colonies. En échange, de Gaulle, pour financer l'effort de guerre, offre à l'Angleterre la cession de la production d'or de l'AEF.

En 1945, deux nouvelles unités monétaires sont créées : le franc CFA et le franc CFP. Pour les autres territoires, le franc français continue à avoir cours légal. Par la suite, de nombreux événements menacent la zone franc, le plus important : l'accession à l'indépendance – entre 1954 et 1962 – de la plupart des anciennes colonies françaises. En 1954, les trois Etats souverains de l'ancienne Indochine (le Laos, le Vietnam et le Cambodge) quittent la zone franc. Les Etats d'Afrique du Nord – Maroc, Tunisie et Algérie – choisissent également de s'éloigner progressivement. Pour ses colonies, la France a su éviter, avec l'accord des nouveaux pouvoirs, l'indépendance en conservant l'indépendance de la zone franc, comme elle l'a fait pour le monde sterling.

## DÉVALUER LE CFA ?

Des rumeurs, l'été dernier, ont révélé l'existence d'un projet de dévaluation du franc CFA. L'Etat français, on a solennellement rappelé la théorie de la « stabilité du franc CFA », invoquant l'absence de la déflation des pays de la zone franc grâce à la bonne tenue de la monnaie métropolitaine.

Pourtant, de nombreux économistes, une dévaluation permettrait de relancer les exportations des pays africains de la zone franc – le commerce de ceux-ci avec la France reste structurellement déficitaire – et pourrait rendre plus compétitifs. L'argument de poids, le manque d'exportation de ces pays subissant depuis plusieurs années l'effondrement des prix des produits de base. D'autant que les tensions se sont aggravées avec les dévaluations importantes des monnaies de pays voisins comme la livre.

Depuis déjà plusieurs années, la France refuse à ces revendications d'un aménagement structurel l'application de politiques d'ajustement structurel le renforcement des mesures d'intégration régionale. Les responsables français, le développement économique de ces pays avant tout, une gestion plus rigoureuse des dépenses publiques et une harmonisation générale des règles du marché. Plus leur union monétaire, les pays africains francophones sont invités à mettre en place une cohésion du droit des affaires et des règles d'assurance, afin notamment de redonner confiance aux investisseurs. Si ces mesures sont appliquées, la France estime que la question d'une dévaluation, au fond, ne se pose pas.

## Comment fonctionne-t-elle ?

En 1967, l'Hexagone, la zone franc comprend aujourd'hui les DOM-TOM, les collectivités territoriales à statut particulier, Mayotte, Saint-Pierre, treize souverains d'Afrique, les Comores et Monaco.

Depuis la suppression du contrôle des changes par la France, en 1967 – l'application constituait jusqu'alors le principal critère d'appartenance à la zone franc –, cet espace géographique est limité aux pays qui ont passé des accords de coopération monétaire avec Paris (au moins dix ans pour les pays d'Afrique). Trois principes majeurs régissent cette coopération : la libre convertibilité entre le franc CFA et le franc français ; la liberté d'achat et de transfert dans la zone, qu'il s'agisse de transactions courantes ou de mouvements de capitaux ; enfin, les mouvements de capitaux dans la zone sont limités par le Trésor français, en contrepartie de quoi les Banques régionales des territoires sont tenues de déposer auprès de lui au moins 10 % de leurs réserves de change sur un compte courant dénommé « compte d'opération ».

Les transferts vers l'étranger sont effectués par l'intermédiaire de ces comptes et les règlements en devises avec les pays tiers sont, dans les deux sens, exécutés sur le marché des changes de Paris. Les taux de change des monnaies de la zone avec le franc français sont inchangés depuis 1945 (1 franc CFA pour 0,02 FF et 1 franc CFP pour 0,055 FF). Pour les pays africains, tout se passe comme si la zone franc avait une monnaie unique, mais représentée matériellement de plusieurs façons : émission de billets et de pièces.

« La zone franc est une zone dans laquelle ceux qui gagnent de l'argent le font à l'exportation ».

Abdoulaye Wade, ministre d'Etat sénégalais, 1982.

## Quels en sont les inconvénients ?

Bien que la « coopération monétaire » ait largement contribué, selon certains, à redonner « leur pleine souveraineté » aux Etats africains de la zone, elle n'en constitue pas moins le plus sûr moyen, pour la France, de continuer à contrôler les dépenses de ses anciennes colonies. Les accords signés en 1972-1973 ont bien réduit le nombre des administrateurs français présents dans les conseils d'administration des banques centrales – ils sont aujourd'hui trois (sur treize) à la BEAC et deux (sur quatorze) à la BCEAO –, mais l'absence d'une puissance nationale continue de bénéficier d'un droit de veto efficace. Pour les questions essentielles de la poli-

« Toute notre stratégie repose sur la parité entre le franc CFA et le franc français. »

Vincent Bolloré, 1989.

tique monétaire des Etats de la zone, les décisions sont en effet prises à la majorité des trois quarts (BCEAO) et des septièmes des voix (BEAC), c'est-à-dire avec le consentement de la France.

Il en est de même de toute modification du statut des deux instituts d'émission, puisque la décision exige l'unanimité des membres de leur conseil. Concernant les principes de la « coopération » monétaire, il est clair que la liberté totale des mouvements de capitaux, la liberté d'achat et de transfert de la majeure partie de leurs réserves et l'absence de la fuite des capitaux.

Enfin, la garantie sans limite par le Trésor des monnaies de la zone minimise l'Etat français à financer régulièrement les déficits des banques régionales de ces pays. Un pays peut d'ailleurs « dévaluer » sa monnaie sans que cela ait d'impact sur la zone franc, car la limite d'un rapport de 20 % entre ses avoirs extérieurs et ses engagements est maintenue.

## Quels en sont les avantages ?

Au-delà, pourtant, de ces inconvénients, de nombreux avantages découlent de l'existence de la zone franc. Si les mécanismes permettent sans conteste une fuite importante des capitaux, ils ont également permis de mobiliser des fonds substantiels aux différents pays de la zone. Les garanties du Trésor français placent en effet ces pays dans une position privilégiée pour accueillir l'investissement international. Se confondant pratiquement avec le franc français, son alter ego, le franc CFA bénéficie d'une assurance de stabilité et de sécurité, si ce n'est de bonne gestion.

Ce climat de confiance a d'ailleurs permis de renforcer par la liberté des transferts que les capitaux français ont pu rapatrier leurs fonds. D'aucuns soulignent par ailleurs que l'union monétaire – conjuguée à la liberté des mouvements de capitaux, ce qui permet d'attirer des capitaux à Monaco – a constitué un facteur important du développement du commerce entre les pays de la zone (et des sous-zones). En somme, la zone franc a permis d'éviter la « balkanisation » économique et financière de l'Afrique une partie du monde africain.

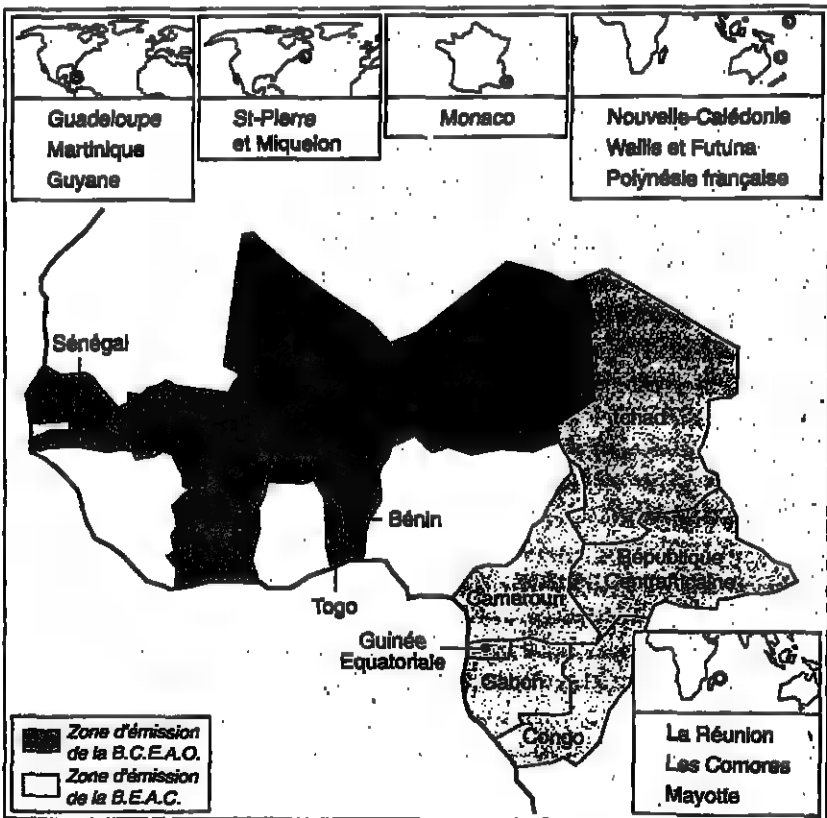
Dans une zone franc, il est clair que, pour les Etats africains, la coopération monétaire a trouvé un prolongement naturel et appréciable dans l'aide au développement dispensée par la France. Bien que cette assistance reste totalement indépendante des mécanismes de la zone franc, c'est à l'évidence vers ses anciennes colonies – et « a fortiori » celles qui ont conservé des liens privilégiés avec elle – que la France dirige la majeure partie de son aide.

Côté français, les avantages sont sans doute plus directs encore. La zone franc constitue pour les entreprises françaises un marché privilégié. Une monnaie pratiquement commune, l'implantation ancienne des sociétés, la liberté des transferts, la compatibilité de langue, ajoutés à « l'élevage » des liens financiers, ont permis de créer un environnement favorable à la France une sorte de « rente de situation » dans ces pays.

De plus, outre le renforcement du rôle international de la place de Paris – grâce au fait que la plus grande partie des opérations de change des pays membres y sont effectuées –, la France peut compter sur la fidélité des voix de ces Etats lors des discussions internationales, notamment au sein de l'Organisation des Nations unies.

## BIBLIOGRAPHIE

- La Zone franc, de Xavier de La Fourrière, PUF, collection « Que sais-je », n° 868, 1971.
- Franc et développement africain, de Patrick et Sylviane Guillaumont, Economica, 1984.
- Vingt ans d'institutions monétaires ouest-africaines, de Robert Julienne, l'Harmattan, 1988.
- La Zone franc, de Marc Vixy, Centre des hautes études pour l'Afrique, l'Asie modernes (CHEAM), La Documentation française, 1989.
- La Zone franc, tome 1 : Histoire des institutions, d'Hubert Gérardin, l'Harmattan, 1989.
- Le Prix de l'argent CFA, d'Olivier Vallée, Karthala, 1989.
- Le Petit Soldat de l'Empire, Guy Gouzy, Flammarion, 1992.
- La Zone franc, institut technique de banque-Centre international de formation de la profession bancaire, troisième édition.



## LEXIQUE

**BCEAO.** La Banque des Etats de l'Afrique de l'Ouest (BCEAO) a été créée en 1959, en remplacement de l'Institut des Etats de l'Afrique Occidentale (IEAO) de Togo, en 1955.

**BEAC.** La Banque des Etats d'Afrique centrale (BEAC) est créée en novembre 1972. Cet institut régional d'émission succède à celui de l'AEF (Afrique-Equatoriale française) du Cameroun, en 1955.

**FRANC CFA.** En 1945, les Etats « francs coloniaux », le franc CFA (colonies françaises d'Afrique). Révalué vis-à-vis du franc français lors de la dévaluation de celui-ci en 1948, sa parité est fixée à 1 franc CFA pour 2 francs français. Un simple réajustement est intervenu lors de la création du nouveau franc, le 1<sup>er</sup> janvier 1960 : 1 franc CFA = 0,02 franc français. En 1972-1973, le franc CFA change de signification : il devient le franc de

communauté française africaine (CFA) pour les pays d'Afrique de l'Ouest. Le franc de la coopération financière en Afrique centrale (CFA) pour les pays d'Afrique centrale.

**FRANC CFP.** Créé également en 1945, le franc CFP (colonies françaises du Pacifique) est aujourd'hui le franc des territoires d'outre-mer (TOM), la Nouvelle-Calédonie, la Polynésie française, Wallis-et-Futuna. Sa parité n'a pas changé depuis 1949 (1 franc CFP = 0,055 franc français).

**FRANC FRF.** Franc de la République française (FRF). En dehors de l'Hexagone, la monnaie circule dans les départements d'outre-mer (DOM) – la Guadeloupe, la Guyane, la Martinique et la Réunion – ainsi qu'à Mayotte-Saint-Pierre-et-Miquelon et à Monaco.

**IDOM.** Institut d'émission des départements d'outre-mer (IDOM). Créé en 1959, il assure l'émission monétaire

des Etats français des DOM – Saint-Pierre-et-Miquelon. Son siège est à Paris où il agit en tant que correspondant de la Banque de France.

**IEOM.** Institut d'émission d'outre-mer. Créé en 1967, en remplacement de la Banque d'Indochine, il est chargé de l'émission monétaire du franc CFP dans les trois territoires d'outre-mer (TOM).

**UMOA.** En 1959, alors que se définissent les relations financières entre les Etats africains, la zone franc est une métropole, six Etats nouvellement indépendants d'Afrique occidentale – la Côte d'Ivoire, le Dahomey (l'actuel Bénin), la Haute-Volta (l'actuel Burkina-Faso), la Mauritanie, le Niger et le Sénégal –, rattachés par le Togo en 1963, créent l'Union monétaire ouest-africaine. La République du Mali a intégré l'UMOA en plusieurs étapes et adopté le franc CFA en 1984.



Handwritten signature or mark at the top of the page.

OPINIONS

CHRONIQUE • Par Paul Fabra

Le Japon, les Etats-Unis et la CEE

COMMENT les Américains ont, de leurs propres mains, défilé l'ordre international qu'ils avaient, au lendemain de la seconde guerre mondiale, inspiré (avec une ampleur de vue rarement égale) et puissamment contribué à instituer, personne, depuis longtemps, ne l'avait expliqué aussi lucidement qu'un membre du cabinet japonais. Dès le début de la conférence qu'il prononça récemment à l'université Harvard sur le thème « Changement des règles gouvernant les relations économiques internationales », Haruhiko Kuroda, jeune (quarante-sept ans) vice-ministre adjoint des finances (poste à la chambre du politique et de l'administratif), annonçait la couleur.

« Ma thèse, disait-il, peut se résumer de la façon suivante : la triade des règles économiques internationales qui avaient été créées après 1945, puis maintenues par les Etats-Unis au prix d'un grand effort et d'une attention constante poussée jusqu'au détail, les Etats-Unis se sont comme employés, au cours des vingt ou vingt-cinq dernières années, à les détruire. Rien de cohérent n'est venu combler le vide ainsi apparu, si ce n'est que la Communauté européenne est en train d'instaurer, en quelque sorte parallèlement, ses propres règles. Toute la question est de savoir si les Etats-Unis sauront reprendre l'initiative ou bien si, au prochain siècle, c'est la Communauté européenne qui sera l'inspiratrice. » Il était clair que, pour l'ancien étudiant d'Oxford, auteur de plusieurs ouvrages sur les finances publiques et internationales, la question posée n'était pas seulement académique. Son objectif était d'exposer quelles sont, devant une pareille situation, les « options » ouvertes au Japon, et dans quelle mesure celui-ci pourra faire pencher la balance d'un côté ou de l'autre.

De la triade à laquelle Haruhiko Kuroda faisait allusion, les deux premiers éléments viennent, immédiatement, à l'esprit. Ils n'ont cessé d'alimenter l'actualité et de susciter d'innombrables commentaires : d'abord, le dollar et le GATT. Etant donnée la saine franchise des propos tenus par le vice-ministre, il n'est pas inutile de les rapporter ici, quitte à en signaler, au moins sur un point d'histoire, la cruciale mais très commune insuffisance. Sur l'abandon du régime des taux de change fixes (dont l'accord de Bretton-Woods de juillet 1944 avait par avance établi les règles), l'analyse présentée rejoint ce qu'on n'a jamais complètement cessé, en Europe, et notamment en France, de soutenir. Haruhiko Kuroda n'hésite pas à qualifier de « non-système » le prétendu système des taux de change flexibles auquel le monde est voué depuis 1973.

Sur la relation de cause à effet entre, d'une part, les mouvements giratoires des monnaies, l'agitation financière, l'instabilité économique et, de l'autre, l'absence, précisément, d'un système monétaire international digne de ce nom, le conférencier ne laisse aucun doute. Ni sur le caractère dérisoire des tentatives faites pour reprendre le contrôle de ces mouvements.

Les accord du Plaza de septembre 1985 et du Louvre (février 1987) pour faire baisser puis stabiliser le dollar font figure d'actions « aberrantes » (ils devaient, notamment, faire graduellement disparaître les excédents japonais). Au passage, le haut fonctionnaire politique, qui fit toute sa carrière au MoF (le puissant ministry of finance nippon), désigne l'origine de la chronique instabilité. La suppression de la convertibilité en or du dollar, décrétée par Richard Nixon en août 1971, a rendu impossible la « résurrection » des taux de change fixes, le système étant désormais privé d'un moyen de règlement ultime des avoirs accumulés en devises.

C'est ici qu'une erreur historique d'interprétation bloque à Tokyo, comme partout ailleurs dans le monde, toute possibilité de pousser plus loin l'analyse, et donc de porter remède, dans un avenir prévisible, au « non-système » destructeur. L'ancien représentant du MoF au FMI (de 1975 à 1978) assimile, à son tour, le rôle du dollar dans la variante d'étalon-or instituée à Bretton-Woods à celui que jouait le livre sterling avant 1914. Ce qu'il appelle l'« étalon or-sterling » d'avant la première guerre mondiale fonctionnait dans des conditions tout à fait différentes de celles de l'« étalon or-dollar », qui commença à battre de l'aile dès la seconde partie des années 60.

Avant 1914, seuls les pays dépendant de la Couronne d'Angleterre, telle l'Inde, et les colonies de fait qu'étaient certains pays d'Amérique latine gardaient dans leurs réserves de change des avoirs en sterling. Les instituts d'émission des pays pleinement souverains (France, Alle-

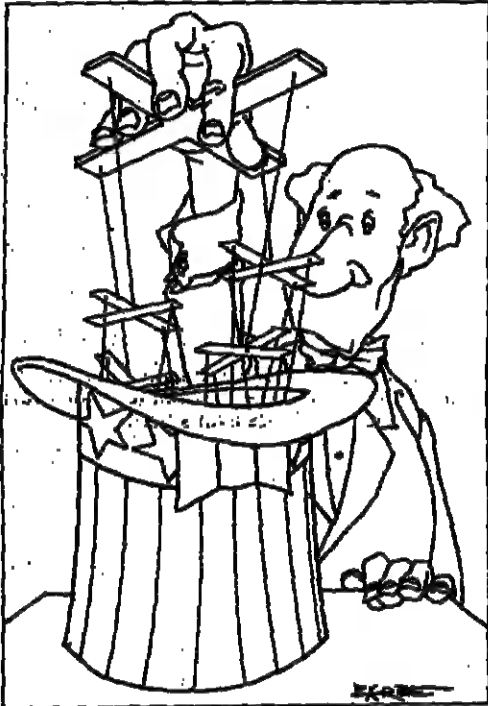
magne, Belgique, Italie, etc.) n'admettaient dans leurs actifs, outre l'or, que des créances libellées dans leur propre monnaie. Le résultat de cette saine pratique était que la Banque d'Angleterre, chargée de la gestion du centre financier du monde, pouvait se contenter d'une infime réserve métallique. Les déséquilibres temporaires se soldaient, le plus souvent, sans mouvements d'or, par des déplacements de capitaux à court terme vite réabsorbés. C'est le secret, ou plutôt la rationalité de ce subtil mécanisme, qui a été irrémédiablement sacrifié à l'impérialisme monétaire, à rayon d'action illimité, qui s'est manifesté par la suite (à partir d'une certaine conférence monétaire à Gènes en 1922) au profit d'abord des deux grandes monnaies anglo-saxonnes, puis du seul dollar.

Deuxième composante de la triade qui avait assuré le foudroyant essor de l'économie dans les vingt-cinq à trente premières années de l'après-guerre, l'ordre commercial international, symbolisé par le General Agreement on Tariffs and Trade (le GATT), n'a pas cessé, en principe, d'être soutenu par les Etats-Unis. C'est encore à ces derniers que l'on doit le lancement, en 1986, de l'Uruguay Round. Selon Haruhiko Kuroda, cette négociation a très peu de chances de se terminer cette année, si elle se termine jamais. « Entre-temps, dit-il, les Etats-Unis se sont engagés dans une autre voie, celle du régionalisme... Si l'accord de libre-échange nord-américain (ALENA) est ratifié et si l'Uruguay Round devait finalement échouer, c'en serait fini de l'ordre commercial institué après la guerre. »

Déjà, du temps où les Américains s'engageaient avec le plus de fougue — et de succès — en faveur du libre-échange mondial, ils portaient quelques coups de pioches dans leur ouvrage. En 1965, dans un monde encore empêtré dans l'ultra-protectionnisme hérité de la grande dépression, Washington demande à Genève une « exception » pour l'agriculture. Avec le temps, la conduite des négociations au GATT est devenue un prétexte pour prendre des dispositions dont la légalité à l'égard du GATT est des plus douteuses. Tel est le cas de la clause dite « super 301 ». Washington se fait juge des torts que lui causeraient ses partenaires commerciaux.

Le troisième élément de la triade, c'était un traitement fiscal libéral, par lequel pays, des investissements faits par ses nationaux à l'étranger et, réciproquement, des investissements faits sur son territoire par des étrangers. Là encore, les Etats-Unis avaient commencé par donner le bon exemple, notamment par un traité signé avec la France en 1945 pour éviter les doubles taxations. Etendu progressivement aux principaux impôts directs (sur les sociétés, mais aussi sur les personnes), le principe de neutralité a inspiré les conventions internationales conclues sous les auspices de l'OCDE. La politique américaine a commencé à changer au début des années 70 : les réformes fiscales introduites sous l'administration Reagan ont rendu méconnaissable le dessin initial. L'objectif est désormais d'augmenter coûte que coûte les rentrées fiscales, et cela tant au détriment des investisseurs américains à l'étranger (lesquels ne peuvent plus, dans les faits, déduire la totalité des taxes payées à l'étranger par leurs succursales) que des sociétés non américaines installées sur le territoire américain.

En violent eux-mêmes les règles du multilatéralisme, les Etats-Unis ne peuvent qu'encourager le développement des accords régionaux. Il n'en existe pour l'instant qu'un seul qui fonctionne vraiment comme un puissant facteur de rassemblement dans une aire géographique déterminée : la CEE. Le Japon, jusqu'à ce jour, a fidèlement épaulé les Etats-Unis, même quand ces derniers ont cessé d'être les champions du mondialisme, si favorable aux intérêts japonais. Visiblement, Tokyo est disposé à aller encore très loin dans cette voie (ce que ne dit pas ouvertement Haruhiko Kuroda). L'espoir est que Washington finira, face à l'avancée européenne, par reprendre le flambeau du multilatéralisme. Une autre option consisterait à appuyer discrètement la CEE « dans son défi à l'ordre économique international ». S'y rallier conduirait le Japon à former « autour de lui une zone de libre-échange, voire une Communauté asiatique ». Mais on se plaint encore à Tokyo, comme à Séoul, Taipei et Bangkok, à relever que, jusqu'à ce jour, ni l'archipel nippon ni les pays nouvellement industrialisés d'Asie n'ont eu besoin d'une telle construction pour leur croissance, la plus forte du monde.



LIVRES

Formaliser l'hétéroclite

Pierre Lévy explique comment la programmation permet de transformer en « modèle » un écheveau apparemment inextricable de faits et de règles

DE LA PROGRAMMATION CONSIDÉRÉE COMME UN DES BEAUX-ARTS de Pierre Lévy. La Découverte, 240 pages, 135 F.

ON peut conduire une automobile en ignorant tout de la mécanique du moteur à explosion. Il est possible de pianoter sur un clavier d'ordinateur sans avoir aucune notion d'informatique. Pierre Lévy a voulu briser l'écran (c'est le mot) entre l'utilisateur et celui qui a alimenté la machine, et donner à la « programmation », substance grise de l'informatique, ses lettres de noblesse.

La fabrication d'un logiciel, estime-t-il, ne relève pas de la technique, mais de l'art, de la passion, de la convivialité. Il rejoint Deleuze et Guattari et leur célèbre théorie des « machines désirantes ». C'est dire que son livre tranche sur tous ceux que l'on peut feuilleter sur le sujet. Ce qui n'est pas pour déplaire au lecteur. D'autant plus que Pierre Lévy s'est efforcé, beaucoup plus que dans la *Machine universelle* (1), de rendre accessible ses propos à l'honnête homme. Il n'y parvient pas toujours car nous sommes tout de même dans une zone où l'abstraction est la première servie. Mais nous pouvons approcher de l'essentiel, de ce noyau d'intelligence à multiples facettes qui permettra de transformer en « modèle » un écheveau apparemment inextricable de faits et de données, afin de formaliser l'hétéroclite.

INTERACTIF • Pour illustrer son thème tout au long de l'ouvrage, notre auteur a choisi quatre exemples très différents. Nous sommes d'abord conviés à la construction du logiciel d'un jeu d'aventure qui a pour but de perfectionner l'utilisateur dans une langue étrangère. En l'espèce, le scénario « interactif » est agencé de telle sorte que le joueur qui parle le mieux l'anglais marque le meilleur score. On voit peu à peu comment l'on transforme un mécanisme conceptuel en machine réelle, comment des états de raison sont transformés en états matériels et agissent, à travers six fichiers informatiques contenant des données et pourvus de sous-programmes : les fichiers des lieux, des images, des énoncés des répli-

ques, des conséquences et des circonstances.

C'est au Québec que Pierre Lévy va chercher la deuxième illustration de son propos. Il s'agit cette fois d'un système d'aide à la décision sur la protection de la jeunesse. Aucun détail ne nous est épargné sur le processus d'élaboration par avancées, reculs et progressions du « modèle ». Un autre exemple est cherché en Suisse. Il s'agit de l'automatisation pour la nuit d'une radio libre (Radio Tonic). Un logiciel dresse la liste des émissions, et la programmation musicale est passée à l'antenne par une sorte de disc-jockey robotisé commandé par un ordinateur qui réalise des enchaînements impeccables entre les morceaux et va permettre bientôt d'accéder aux demandes particulières des auditeurs.

MUTABILITÉ • Nous nous arrêtons un peu plus sur l'exemple du « système expert ». Il s'agit de recueillir du détenteur d'un métier (l'expert) le plus possible de connaissances de son savoir-faire, et de formaliser l'ensemble pour construire un logiciel qui contienne une base de « faits » et une base de « règles ». En son cœur, qu'on a appelé « moteur d'inférence », la machine appliquera les règles aux faits pour aboutir à une conclusion ou à un diagnostic. Pierre Lévy a la sagesse de préciser qu'il ne s'agit nullement d'intelligence artificielle mais « bien plutôt de médias originaux pour la transmission de savoirs empiriques ».

Si l'on prend maintenant l'exemple du cours du dollar, on voit bien aujourd'hui qu'il n'y a aucune raison d'espérer que le futur se comportera de la même manière que le passé. La mutabilité est au centre de la réflexion, et les changements de règles peuvent être divisés en deux groupes. L'un concerne les mutations économiques et financières objectives (prédominance de la parité yen/dollar sur le rapport de l'euro/dollar, par exemple). L'autre relève du phénomène de « mode » parmi les principaux acteurs du marché, les grands courtiers ou les journalistes spécialisés. « L'indice d'importance accordé aux différents facteurs ne dépend pas du tout de leur portée intrinsèque ou de leur rôle réel, mais bel et bien de

leur effet sur la subjectivité des agents... Le raisonnement de ses semblables, tel est le véritable objet de l'expert en prévision des taux de change. Tout son art consiste à prévoir ce que les autres acteurs vont inférer d'une situation. »

La complexité de ce cheminement pour aboutir à un « modèle » a poussé les « cognitivistes », comme on dit aujourd'hui, à recoder des données aussi disparates que des indices, des pourcentages, des tendances, des chiffres absolus, etc. La mode est introduite de façon simple : « Si deux règles aboutissent à des conclusions différentes, il y a une règle qui prédomine sur l'autre, celle qui est à la mode. » Quant aux rumeurs, elles seront analysées de façon séparée. A l'utilisateur de faire l'intégration avec le diagnostic résultant des règles fondamentales.

L'avantage du système est essentiellement de permettre à des profanes d'avoir accès immédiatement aux raisonnements des meilleurs spécialistes, sans besoin de communication orale. L'intérêt du livre, lui, est de plonger le lecteur dans la « cuisine » des logiciels, ce qui satisfait non seulement la curiosité mais permet d'apprécier l'esprit de géométrie et l'esprit de finesse des programmeurs, la naissance de ce que Pierre Lévy appelle un « huitième art », celui de la construction de modèles interactifs pour la communication et la pensée.

Pierre Drouin

(1) La Découverte, Paris, 1987.

**HOTEL DU RHONE**  
GENÈVE  
Parce que  
votre succès est  
notre affaire.  
Tél. (41 22) 731 98 31  
Fax (41 22) 732 45 88

**Collection**  
La Triade dans la nouvelle économie mondiale par Pascal Gauchon, Dominique Hamon et Annie Maimas.  
**Major.**  
Deutschland - was nun ? par Marie-Renée Diot et Jean-Robert Diot.  
**La collection**  
Croissance, crises et développement par Frédéric Teulon.  
**qui ouvre les portes**  
Le siècle des excès, de 1880 à nos jours par Patrice Touchard, Christine Bermond, Patrick Cabanel et Maxime Lefebvre.  
**des grandes écoles.**  
Leçons particulières de culture générale par Eric Cobast.  
Mathématiques. Analyse et programmation. Cours et exercices par Tran Van Hiep et Alain Combrousse.  
Presses Universitaires de France **puF**



## OPINIONS

La crise des centres-villes américains

## Une leçon pour l'Europe

Ans Etats-Unis, la migration des industries vers les régions ensoleillées et l'abandon des grands centres urbains ont des conséquences sociales dramatiques. A l'heure du marché unique, l'Europe de l'Ouest risque de connaître une évolution similaire.

par FABRICE HATEM (\*)

LES émeutes de Los Angeles au printemps ont révélé l'ampleur de la crise que connaissent les centres dégradés de nombreuses grandes villes américaines. Ces quartiers ont en effet subi la disparition, en vingt ans, de plusieurs millions d'emplois, déplacés vers les banlieues des mêmes villes ou vers d'autres régions des Etats-Unis. La polarisation entre gagnants et « laissés-pour-compte » de cette relocalisation s'est trouvée aggravée par les défaillances des mécanismes de solidarité.

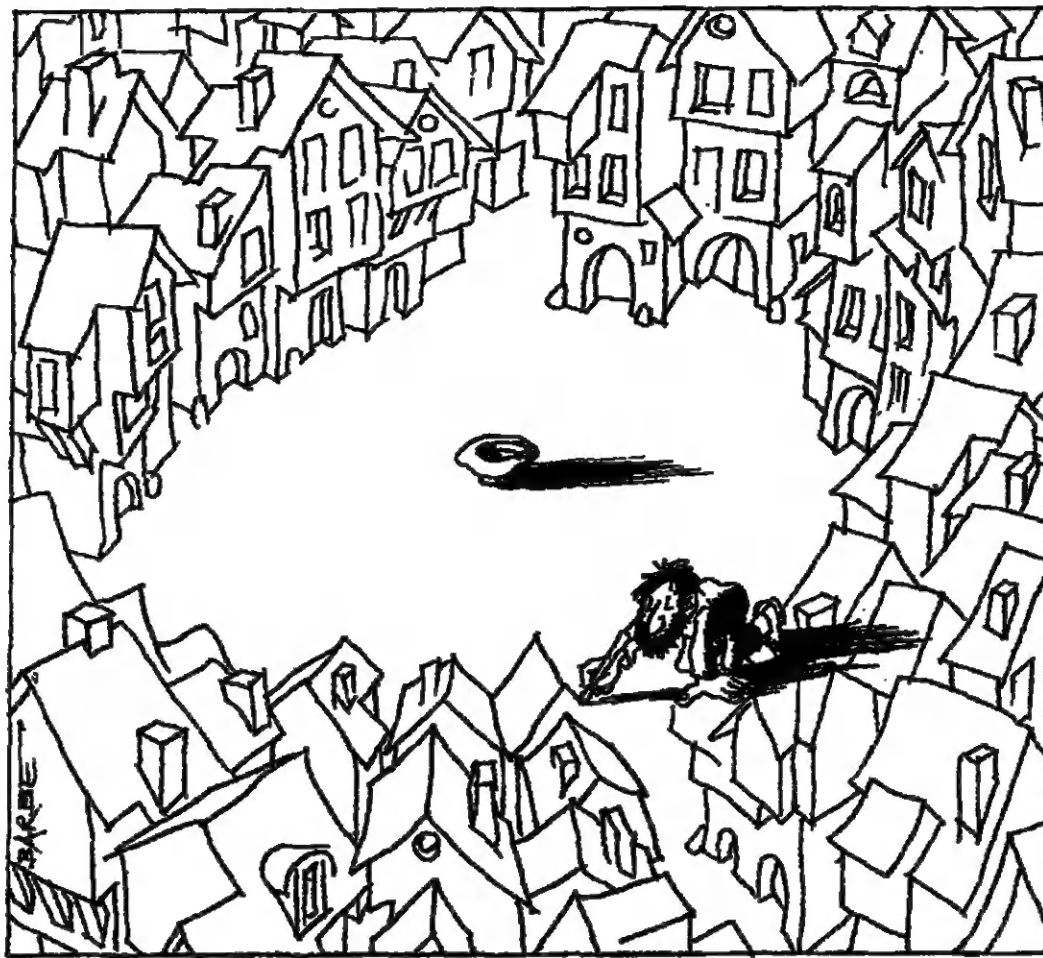
La 24 février dernier, les habitants d'Ypsilanti (Michigan) ont connu une cruelle déception : General Motors venait d'y annoncer la fermeture de son usine automobile, entraînant la perte de plus de 4 000 emplois. L'entreprise préférait conserver le site d'Arlington (Texas), pourtant moins moderne, mais où les ouvriers venaient d'accepter le travail « en trois équipes ». Quelques mois plus tôt, International Papers avait achevé le transfert de son siège social (1 200 emplois) de New-York vers la Tennessee.

Ces deux épisodes sont révélateurs du basculement qui s'est produit, au cours des vingt dernières années, au détriment des régions du « rust belt » (la « ceinture de rouille » : Grands Lacs et Nord-Est) et au bénéfice du « sun belt » (la « ceinture du soleil » : sud et ouest du pays). Les trente et un Etats « ensoleillés » représentaient, en 1989, 53,6 % de l'emploi aux Etats-Unis contre 51,5 % en 1980. De 1970 à 1989, leur part dans le PIB américain a progressé de 8 points, passant de 45,7 % à 53,7 % avec une croissance particulièrement marquée pour la Californie, le Texas et les Etats côtiers du Sud atlantique. Selon Robert Crandall, économiste à la Brookings Institution, ce phénomène s'explique à la fois par des différences de coûts salariaux, par la plus grande efficacité de la main-d'œuvre et par des conditions de vie plus attractives.

## Drame social

Ce mouvement peut entraîner la revitalisation de zones jusque-là délaissées. La Caroline du Sud, hier l'un des Etats les plus pauvres de l'Union, connaît actuellement un développement industriel significatif, dont témoigne la décision récente par BMW d'y implanter une grande usine automobile. Quant à la Caroline du Nord, le « triangle de la recherche » Raleigh-Durham-Chapel Hills, surgi en dix ans, en fait désormais l'un des pôles technologiques les plus dynamiques des Etats-Unis.

Les régions de départ n'en sont pas pour autant entièrement sinistrées. Dans des Etats tels que l'Illinois, le Michigan ou l'Ohio, le taux de chômage moyen (respectivement 8,6 %, 8,2 % et 8,6 %) n'est que très légèrement supérieur à la moyenne américaine (6,3 % en 1991). Dans l'Etat de New-York, le nombre total d'emplois a progressé de 800 000 (soit 11 %) entre 1980 et 1991, malgré la



perte de plus de 300 000 emplois industriels. C'est en fait dans les quartiers pauvres des centres-villes qu'est localisée la crise. Pour ces « perdants », le déclin peut prendre un tour dramatique : chômage, pauvreté, démolition sociale.

Dans les villes de Detroit et Cleveland, les taux de chômage atteignent respectivement 19,7 % et 14 % en 1991. A New-York, les revenus moyens des 20 % des ménages les plus pauvres ont baissé d'un tiers entre 1979 et 1989, l'écart avec les 20 % plus riches passant de 10 % à 15 %. A Washington, près de 750 maîtres ont été commis l'an dernier, pour les trois quarts dans les quartiers noirs pauvres.

Les conséquences sociales de la crise des centres-villes ont été aggravées par l'affaiblissement de l'effort de solidarité nationale et local. Le désengagement fédéral en matière de politiques urbaines, esquissé avec le « revenue sharing » de Richard Nixon, un moment stoppé sous la présidence de Jimmy Carter, a été massivement amplifié par le « nouveau fédéralisme » de Ronald Reagan, qui a conduit à transférer vers le niveau local de très nombreuses charges : assistance ou protection sociale, entretien d'infrastructures... Selon la Natio-

nal League of Cities, les dépenses fédérales dans les programmes urbains ont ainsi été divisées par deux entre 1981 et 1991, passant de 50 à 25 milliards de dollars.

Les conséquences du désengagement fédéral ont été accentuées par la montée des égoïsmes communautaires, les groupes les plus riches cherchant à s'isoler des populations pauvres, par la formation de municipalités nouvelles ou de districts scolaires spéciaux, afin de limiter les transferts financiers. Le résultat : crise financière des municipalités, dégradation des services publics et des infrastructures. A Los Angeles, la dépense scolaire par tête dans le primaire et le secondaire est quatre fois plus élevée pour le rejeon de Beverly Hills que pour le gamin de South Central. A Chicago, l'effondrement de la voûte de soutènement d'une rivière souterraine, mal entretenue faute de crédits et de rigueur dans la gestion municipale, a entraîné au printemps dernier l'inondation d'une grande partie des sous-sols de la ville, y compris les lignes électriques et centraux téléphoniques.

La vie dans ces quartiers déshérités est devenue si difficile que ceux qui le peuvent cherchent à partir, à l'image de la nouvelle classe moyenne

noire, accentuant ainsi l'isolement des laissés-pour-compte. Le départ se fait vers les banlieues - 60 % de la population urbaine américaine en 1990, contre 54 % en 1970 - mais également vers les villes moyennes du Sud et de l'Ouest. Fait impensable il y a quinze ans : un mouvement de retour des populations noires vers le vieux Sud s'est même enclenché, le flux net d'arrivées s'étant élevé à 355 000 personnes entre 1985 et 1989. Au total, la part des régions Sud et Ouest dans la population totale est passée de 48 % en 1970 à 55,6 % en 1990.

## Banane bleue ou triangle d'or

L'Europe de l'Ouest n'est pas totalement à l'abri d'un tel scénario. La formation du « marché unique » va en effet accroître la mobilité de l'investissement. Des relocalisations industrielles massives, dans ce contexte, ne peuvent être exclues. Les chercheurs du groupe « Rectus » travaillent ainsi sur l'hypothèse d'une Europe bipolaire, où les activités « haut de gamme » resteraient localisées sur une « banane bleue » Londres-Francfort-Milan tandis que les activités de main-d'œuvre se déplaceraient vers le sud du continent. D'autres préfèrent évoquer la formation d'un « triangle d'or » englobant Londres, la Ruhr et Paris. Dans toutes les hypothèses, on risque d'assister à la marginalisation et au dépeuplement de zones autrefois prospères, phénomène dont le drame lorrain ou celui de Liverpool ont déjà donné des exemples.

Jusqu'ici, cependant, les conséquences sociales des relocalisations géographiques avaient été plus limitées en Europe de l'Ouest qu'aux Etats-Unis. L'écrasement des classes moyennes, le développement d'un sous-prolétariat urbain marginalisé et dangereux y sont, encore aujourd'hui, des réalités moins massives. Des politiques sociales plus cohérentes et ambitieuses, une plus grande égalité devant l'école, une volonté d'aménagement du territoire, des clivages ethniques moins marqués, expliquent cet état de faits.

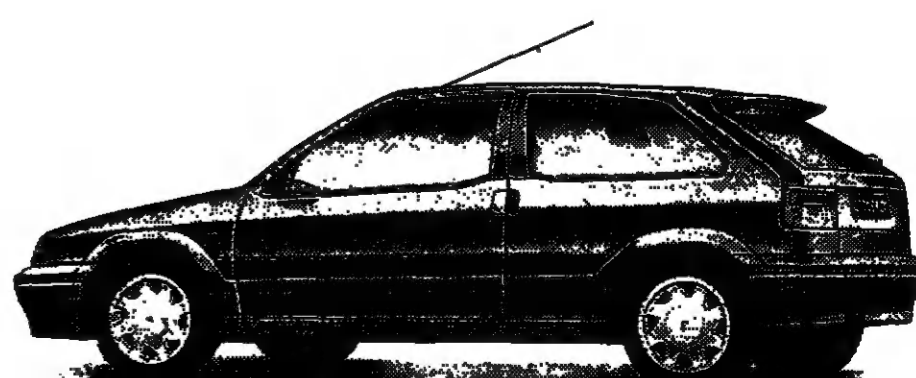
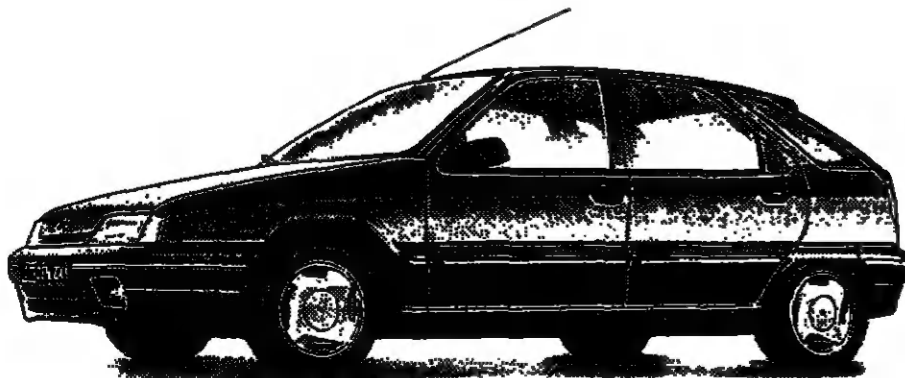
Mais la situation évolue dangereusement. La crise des systèmes de protection sociale, la perspective de privatisation de certains services publics de base risquant de recréer les conditions d'une inégalité devant la santé ou l'éducation, dont l'Angleterre nous a donné l'exemple au cours des années 80.

Les émeutes de Rostock, en Allemagne, témoignent du désarroi de populations autochtones confrontées à l'effondrement de leur économie et de leurs institutions, de même que celles des villes anglaises montrent les difficultés d'intégration des populations immigrées, d'origine pakistanaise, regroupées en communautés à la fois marginales et très soudées. Le vote législateur en Italie du Nord préfigure peut-être un mouvement de « révolte fiscale » de classes moyennes qui ont perdu confiance dans les élites politiques traditionnelles et veulent réduire les transferts financiers vers le sud. Toutes raisons qui militent en faveur de notre « culture de la solidarité », sans laquelle l'ouverture de l'espace européen pourrait se transformer en tragédie pour certaines régions et groupes sociaux de la Communauté.

(\*) Chargé de mission au Commissariat général du Plan.

ROULEZ TOUTE UNE JOURNÉE  
AVEC LA CITROËN ZX DE VOTRE CHOIX.

N° Vert 05 108 108  
APPEL GRATUIT



PRÊT GRATUIT DU 2 AU 21 NOVEMBRE 1992

Pour que vous découvriez toutes les qualités de la CITROËN ZX, Citroën a décidé de vous en prêter une, gratuitement, toute une journée.

Alors coupé ou berline, essence ou diesel, manuelle ou automatique, partez en toute liberté, kilométrage illimité, vous ne paierez que le car-

burant. Téléphones gratuitement au 05 108 108... Et bonne route ! Offre réservée aux titulaires du permis de conduire depuis plus d'un an.



CITROËN

CITROËN ZX.

CITROËN préfère TOTAL

هاتفه ٠٥ ١٠٨ ١٠٨



Je tiens à dire

Pour une relance sans inflation

## La France doit réduire le coût du crédit

La France dispose encore de marges de manœuvre propres pour relancer son économie sans abandonner la politique de désinflation compétitive. Elle peut notamment réduire le coût du crédit, alourdi depuis 1986 par une dérégulation financière excessive, afin d'alléger, pour les entreprises, le fardeau de taux d'intérêt de marché élevés.

par PHILIPPE JAFFRÉ (\*)

Le maintien de la parité franc/mark est l'ancrage d'une stratégie économique gagnante. Elle est la condition d'une politique de désinflation compétitive qui, au prix d'efforts considérables, a permis de renforcer en profondeur les structures des entreprises françaises. Sait-on qu'aujourd'hui nos PME sont en moyenne plus performantes que les PME allemandes ? Poursuivre dans la voie suivie depuis 1983 ne nous empêche pas, néanmoins, d'utiliser nos marges de manœuvre. Elles sont plus nombreuses que veulent le faire croire, dans un unanimisme troublant, les partisans d'un retour aux poisons et aux délices de l'inflation, les dogmatiques, ou les eurosceptiques.

La première d'entre elles est précisément européenne. Nous devons continuer de plaider auprès des Allemands pour qu'ils abaissent substantiellement leurs taux d'intérêt dans le cadre de la gestion commune de la zone économique que nous formons avec eux. Tous les pays de la Communauté sont en récession ou - c'est le cas de l'Allemagne - s'apprêtent à y entrer, ce qui autorise un desserrement des contraintes monétaires, sans risque inflationniste.

Nous pouvons leur faire valoir que le maintien des grands équilibres économiques, politiques et sociaux, exige chez eux, chez nous et en Europe, un retour à la croissance et, pourquoi pas, un plan de relance européen. Mais les convaincre prendra sans doute encore un peu de temps, et il est à craindre que les banques et les entreprises françaises supportent de plus en plus mal cette attente. Nous devons donc sans délai mettre également en œuvre nos autres marges d'action qui relèvent uniquement de décisions nationales. Nous avons, en effet, si nous le voulons, les moyens de découpler en partie les conditions du crédit interne des taux d'intérêt à court terme, et d'alléger ainsi pour tous ceux qui sont endettés le coût induit par notre stratégie de désinflation compétitive. Nous devons, pour y parvenir, recréer les amortisseurs qui nous font cruellement défaut aujourd'hui et qui auraient permis, dans une certaine mesure, de rendre les taux d'intérêt de marché élevés plus supportables pour les agents économiques.

Sur le fond, nous payons aujourd'hui le prix d'une dérégulation financière qui n'a pas toujours été menée avec le recul et le doigt nécessaires. Cette dérégulation a rapproché de plus en plus les taux des prêts bancaires des taux du marché. La dérégulation du passif des banques associée à l'erreur qu'a été la création en 1988 des sicav de capitalisation portait en germe cet effet pervers. Le développement des marchés financiers au bénéfice quasi exclusif de l'Etat l'a amplifié. Ces deux phénomènes ont entraîné une élévation structurelle du coût du crédit bancaire et l'ont rendu beaucoup plus sensible aux taux du marché.

### Le prix de la dérégulation

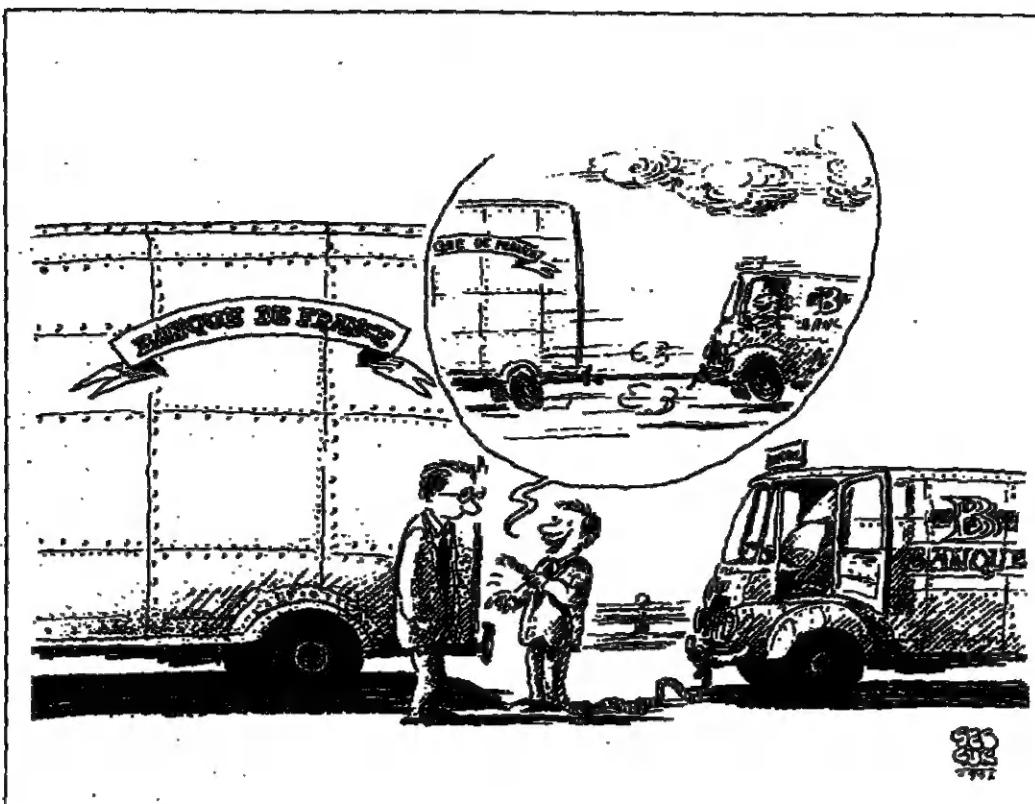
Entre 1986 et 1992, le coût du panier de ressources qui finance un crédit se sera accru de 1,3 point sous le simple effet de la déformation de sa structure, les ressources bon marché étant progressivement supplantées par des ressources plus coûteuses. Autrement dit, une politique plus soucieuse du financement des investissements aurait permis d'abaisser de 1,3 point le coût du crédit bancaire par rapport à ce qu'il est aujourd'hui.

Pourquoi diable a-t-on ajouté à l'effort déjà considérable que représentait pour la France l'alignement sur la politique de taux d'intérêt réels de l'Allemagne une dérégulation financière qui a fait disparaître les amortisseurs ? Les Allemands s'en sont bien gardés... Il nous faut les rétablir.

Comment ? En enrayant tout d'abord la montée du coût du crédit par une mesure d'urgence qui assurerait une certaine redistribution des gains qu'entraînent, pour certains, des taux élevés. Ce qu'entreprises et banques perdent, d'autres, en effet, le gagnent : ceux dont la trésorerie est positive. La Banque de France fait partie, certes malgré elle, de ces heureux bénéficiaires. Elle engrange la différence entre le taux du marché allemand et celui du marché français. La Banque de France doit donc rétrocéder aux banques et aux entreprises les profits qu'elle tire de ce différentiel.

Elle a commencé à le faire à travers ses mécanismes d'alimentation du marché de la liquidité bancaire où elle pratique, pour des montants limités, des taux inférieurs à ceux du marché. Mais, pour des raisons techniques, cette méthode ne peut assurer la totalité des transferts souhaitables. Il faut donc utiliser un instrument bien connu des spécialistes monétaires et précisément conçu pour détacher partiellement le taux du marché et le taux du crédit interne : les réserves obligatoires.

Institutions des « réserves obligatoires négatives » pour les banques assises sur leur encours de crédits de façon à leur transférer les profits que la Banque de France tire de la situation des taux. Le terme de réserves obligatoires négatives peut surprendre. Il s'agit simplement pour la Banque de France de constituer des dépôts à taux zéro dans les banques. Pour maintenir la liquidité du marché inchangée, la banque centrale contraindra parallèlement les banques à replacer ces sommes chez elle, mais cette fois en les rémunérant au taux du marché. Naturellement, les banques transféreront à leur tour ces profits aux entreprises, en abaissant forfaitairement les conditions des crédits indexés sur le marché monétaire, et en maintenant le taux de base bancaire à son niveau



actuel. Cette mesure d'urgence ne réglerait pas tous les problèmes, mais elle compenserait en partie les conséquences du niveau élevé des taux pour les entreprises endettées en contribuant à abaisser le coût du crédit.

Elle devrait être relayée par de véritables réformes à plus long terme visant à distendre le lien entre les taux d'intérêt que supportent les agents économiques et les taux du marché.

### Mesure d'urgence

Ces mesures sont connues. Elles passent par une remise en ordre de la fiscalité sur l'épargne courte, qui doit d'abord aligner celle des produits bancaires et celle des sicav et autres fonds communs de placement. Elles supposent une application effective de l'interdiction de rémunérer les dépôts à vue qui ne constituent en aucun cas de l'épargne. Elles imposent un arrêt de la distribution par les réseaux d'Etat de produits parés des vives couleurs de la nouveauté qui viennent en fait concurrencer le livret d'épargne, seule source durable de financement du logement social.

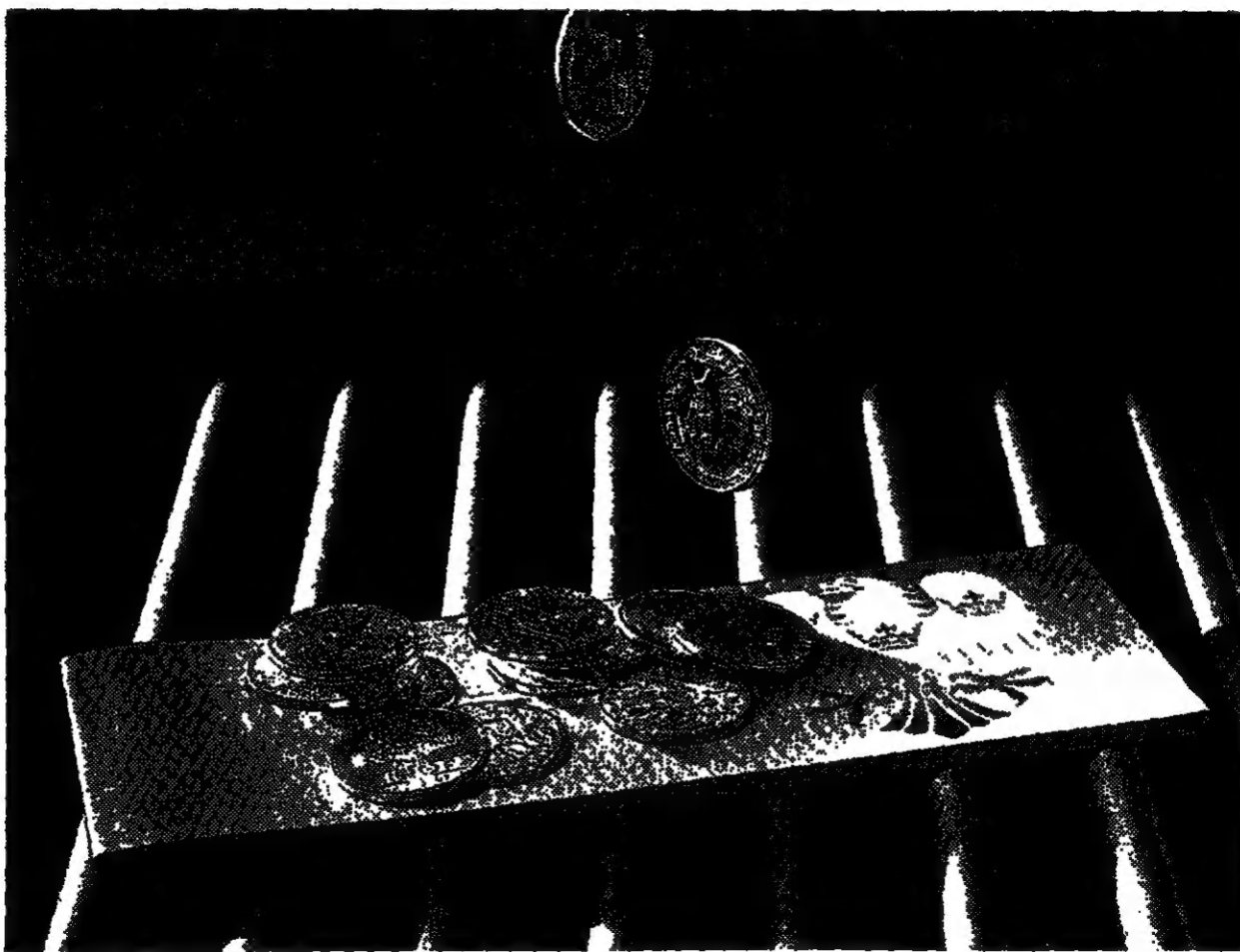
Qu'elles relèvent de l'action immédiate ou s'inscrivent dans le cadre d'une politique structurelle, aucune de ces mesures n'est en contradiction avec les choix européens de la France et les obligations qui en découlent. Toutes procèdent d'une même logique : quand la route est cahoteuse, l'absence d'amortisseurs, trop vite supprimés dans l'euphorie de la croissance et la fausse évidence des modes, devient insupportable.

(\*) Directeur général du Crédit agricole.



BARCLAYS

## Barclays invente une nouvelle façon de vous faire gagner de l'argent : le compte dynamique.



BARCLAYS vous propose désormais la gestion dynamique de votre compte chèque. Nous investissons automatiquement vos liquidités au-delà de 15 000 F. Vous utilisez librement votre compte chèque de 5 000 F à 15 000 F sans toucher à vos investissements. Nous vous alertons dès que votre solde tombe à 5 000 F. Vous décidez alors d'approvisionner ou de désinvestir. Le compte chèque dynamique Barclays : une grande banque a décidé de vous faire gagner de l'argent.

3614 BARCLAYS  
N° VERT 05 31 03 93

05 108 108



ITCEN



## CONJONCTURE

**APRÈS** une pause de quatre mois, le chômage a repris sa progression en Europe et les intentions d'embauche demeurent orientées à la baisse. Motivée par l'absence de perspective de reprise de la demande et la persistance de surcapacités, une vague de compression des effectifs succède à l'attentisme apparent des derniers mois.

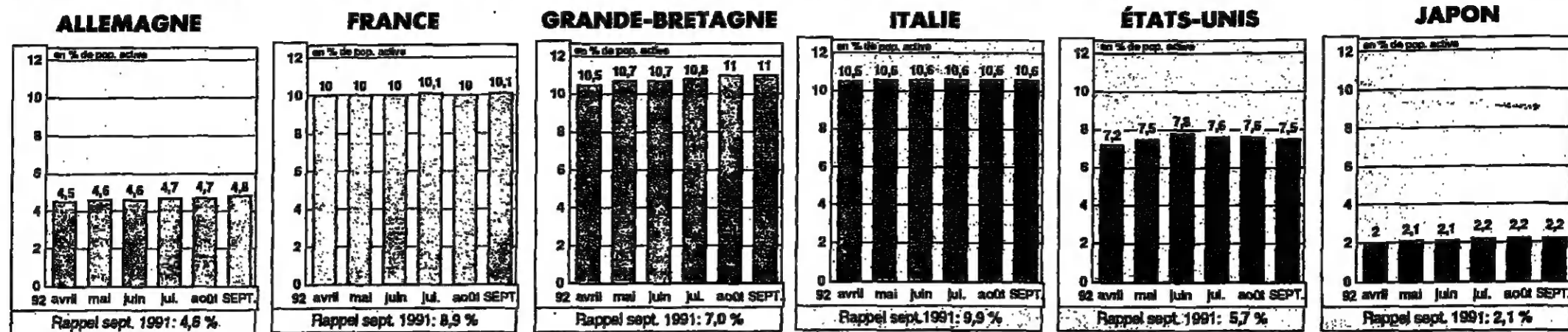
La progression des licenciements au mois de septembre montre en effet que les entreprises ont ravivé leur politique d'ajustement des effectifs. Ce mouvement a touché la Grande-Bretagne dès le mois d'août. En France, l'effort de traitement social du chômage ne peut plus endiguer la tendance de fond : l'économie détruit des emplois depuis deux ans dans l'industrie et le bâtiment et n'en crée pratiquement plus dans le

INDICATEUR • L'emploi  
Baisse durable

tertiaire. En Allemagne, la dégradation continue de l'emploi depuis avril est la conséquence attendue du ralentissement de l'activité et devrait s'amplifier au cours des prochains mois.

Si l'évolution des taux de chômage concorde mieux que les mois précédents avec la réalité économique en Europe, ce n'est pas le cas aux

Etats-Unis et au Japon. Le taux de chômage américain a amorcé un reflux depuis deux mois, mais cette apparente amélioration ne résulte que du décalage croissant des demandeurs de travail et non d'un redémarrage des créations d'emplois : l'économie américaine a encore perdu 57 000 emplois civils en septembre. Le Japon, quant à lui, demeure fidèle à sa tradition de rigidité des effectifs par rapport à l'activité. Le taux de chômage est demeuré stable, mais le rapport entre les offres et les demandes d'emploi ne cesse de baisser, signe de la dégradation du marché du travail. La tendance à la dégradation demeure et demeure : la reprise serait-elle au rendez-vous qu'un délai d'un à deux trimestres serait nécessaire pour voir l'emploi s'améliorer.



Taux de chômage en pourcentage de la population active. Sources : office statistique des Communautés européennes (sauf Japon : sources nationales).

## L'ÉCONOMIE MONDIALE

## A la cape

**P**ARTOUT, l'ambiance économique se dégrade. Partout, les comportements économiques traduisent la plus grande prudence. Les entreprises réduisent leurs programmes d'investissement, ajustent leurs effectifs, gèrent leurs stocks au plus près, reportent leurs achats de biens durables (automobiles, électroménager, meubles, vêtements), attendent pour réaliser leurs projets immobiliers. Les institutions financières assainissent leurs bilans et craignent la croissance des mauvais risques. La médiocrité des anticipations et le niveau élevé des taux d'intérêt favorisent l'attentisme. Bref, de plus en plus nombreux sont les secteurs économiques qui - comme les marins réduisent leur vitesse par gros temps - mettent à la cape.

Aux États-Unis, six trimestres consécutifs de croissance ont été justes suffisants pour revenir à un niveau d'activité supérieur à celui qui prévalait avant la courte récession de fin 1990-début 1991. Les revenus des ménages stagnent, et la réticence à s'endetter conduit à une croissance très modérée de leur consommation. La production n'est plus soutenue par une reconstitution des stocks maintenant achevée. L'investissement des entreprises a été relativement dynamique, mais sa reprise pourrait s'interrompre tant le climat des affaires est dégradé. Malgré la nullité des taux d'intérêt réels à court terme et un déficit budgétaire record, c'est avec une économie américaine quasiment à l'arrêt que va s'engager le nouveau mandat présidentiel.

Les perspectives se sont aussi assombries en Allemagne. À l'ouest, l'investissement et la construction sont en recul. Le léger rebond de consommation consécutif à l'expiration au 30 juin 1992 de la surtaxe temporaire sur les revenus ne sera pas durable, et les perspectives de consommation des ménages pour 1993 sont très maussades. À l'est, malgré des anticipations qui restent favorablement orientées et un gigantesque effort d'investissement, la production manufacturière continue de baisser et la croissance d'ensemble reste faible.

Au Japon, l'ajustement se poursuit, et il est sévère, malgré la vive progression des investissements publics et la bonne croissance de l'investissement en logements. Le climat des affaires reste dégradé, particulièrement dans le secteur manufacturier. L'investissement est orienté défavorablement et la consommation fait également preuve de faiblesse. L'économie japonaise évitera probablement de connaître une vraie récession, mais la période d'ajustement en cours, qui relève à la fois du cycle conjoncturel et de la correction des dérapages financiers des années 80, se prolongera bien au-delà de la fin de 1992.

Cela fait maintenant plus de deux ans que le Royaume-Uni est, lui, en récession. Après une amé-

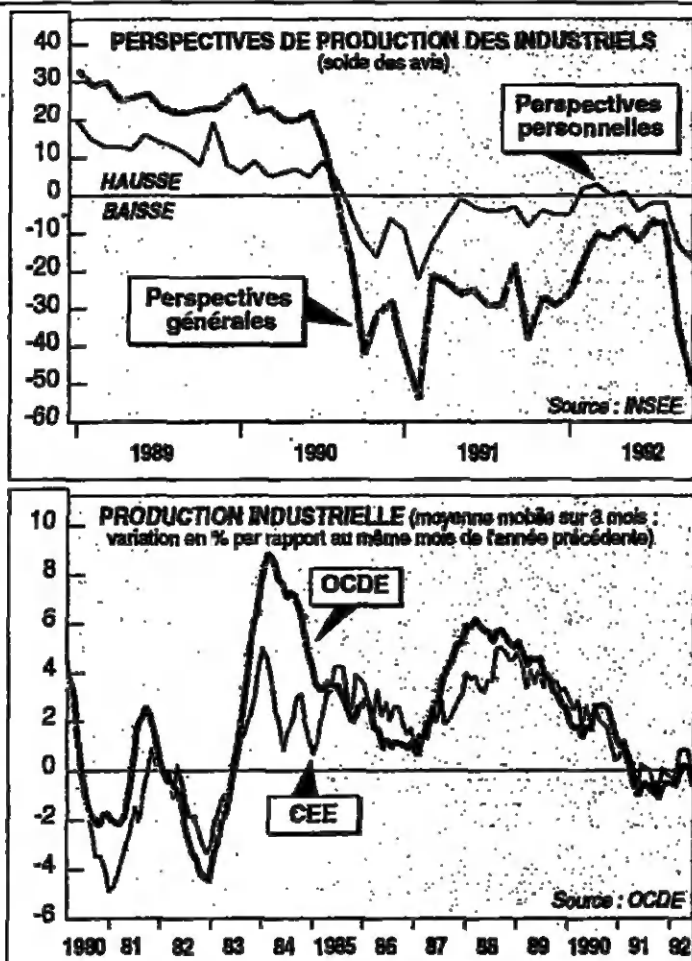
lioration éphémère, les conditions économiques se sont de nouveau dégradées pendant l'été. Les ménages continuent de privilégier le désendettement : ils sont donc très prudents dans leurs achats, d'autant plus que le chômage poursuit sa tendance ascendante. Les licenciements et les faillites se multiplient. L'investissement des entreprises est encore en réduction, bien que son niveau soit maintenant inférieur d'environ 20 % à celui du début 1990. La dévaluation compétitive récente de la livre pourrait entraîner une certaine contribution positive du commerce extérieur à la croissance britannique, aux dépens évidemment des partenaires commerciaux du Royaume-Uni. En revanche, il est peu probable que la baisse des taux d'intérêt puisse déclencher, dans le climat actuel, une reprise de la demande interne.

Les performances de la France étaient restées honorables jusqu'à l'été : avec une tendance supérieure à 2 %, la croissance française se plaçait parmi les plus rapides de l'OCDE. Mais aujourd'hui la France n'est pas épargnée par la révision des anticipations. En octobre, les perspectives des chefs d'entreprise se sont effondrées, laissant craindre une poursuite de la baisse des investissements, malgré un taux d'autofinancement agrégé maintenant supérieur à 100 %. Et la consommation des ménages demeure plus que prudente.

Il serait erroné d'adopter la vision déprimante d'une convergence passive de tous les grands pays industrialisés vers une croissance zéro. De profonds mouvements structurels sont en œuvre derrière l'apparent immobilisme des agrégats macro-économiques. Les entreprises ajustent leurs coûts et améliorent leur productivité, notamment aux États-Unis. L'inflation ralentit dans tous les pays. Les banques restaurent leur situation financière et assainissent leurs bilans. Les prix d'actifs corrigent les excès des années 80. Les acteurs trop endettés - particuliers, entreprises, institutions publiques - réduisent leurs dépenses et reviennent progressivement vers des ratios raisonnables. Les préalables financiers et micro-économiques d'une reprise mondiale se mettent progressivement en place.

Quel est le catalyseur qui sera capable, le moment venu, de précipiter un mouvement de redémarrage ? Ce pourrait être une détente de la politique monétaire internationale, et à coordonner leurs politiques économiques dans un sens favorable à la croissance.

Jean-Michel Charpin  
directeur des études  
économiques de la BNP



## PROBLÈMES MONÉTAIRES

## Après la tempête

**D**ANS un article écrit il y a une quinzaine d'années, James Tobin, promu depuis Prix Nobel, avait proposé la création d'une taxe sur les transactions de change. Même un taux ridicule, même une taxe minuscule, affirmerait-il, suffirait à réduire considérablement le volume des transactions.

Cette taxe n'a, bien sûr, pas été mise en œuvre. On voit d'ailleurs mal par qui elle aurait pu être décidée et comment elle aurait pu être collectée. Les transactions de change se sont développées à un rythme vertigineux pendant les années 80. Les estimations de la Banque des règlements internationaux conduisent à penser que leur volume atteint 50 fois celui de la totalité des opérations internationales ayant une justification économique : commerce, investissement, versements d'intérêts, transferts de revenus, etc. À ces 2 % près, les transactions sur les marchés des changes ont une finalité financière, et la majorité d'entre elles relèvent de mouvements d'aller et retour de nature spéculative.

Il ne faut cependant pas surestimer l'influence de ces transactions à horizon très court sur la détermination des cours de change. La plupart d'entre elles n'ont pas d'impact sur les variations nettes de position au-delà de quelques heures, et ne participent donc pas vraiment à l'évolution des parités, même observée à un rythme quotidien. En revanche, en cas de turbulences

monétaires, quand des ruptures décisives résultent de mouvements spéculatifs, alors la masse des transactions sur les marchés prend une importance cruciale.

C'est ce qui a été observé récemment lors de la crise de la livre sterling : même si leur détermination avait été totale, les banques centrales n'auraient probablement pas pu résister aux attaques massives qui se sont produites dans la journée du mercredi 16 septembre. À l'inverse, le franc français a pu résister parce qu'une partie des opérateurs a fait confiance à la détermination des banques centrales et à la qualité des indicateurs fondamentaux de l'économie française.

Lors de l'assemblée générale du Fonds monétaire international et de la Banque mondiale, Nicholas Brady, secrétaire américain du Trésor, a proposé le lancement par le groupe des dix pays les plus industrialisés d'une étude sur les mouvements de capitaux et leurs conséquences sur le système monétaire international. Cette annonce traduit un revirement de la part des autorités américaines. Plus profondément, elle exprime la perplexité des gouvernements et des banques centrales devant la difficulté de la gestion des taux de change dans un monde où les mouvements de capitaux sont devenus totalement libres.

J.-M. Ch.

## SECTEUR • La lunetterie

## L'attente du papy-boom

**L**e petit monde de l'optique et de la lunetterie a l'espoir chevillé au corps. Dès 1993, le marché mondial devrait se redresser pour vivre, enfin, quelques belles années. C'est que ce petit marché, estimé entre 230 et 250 milliards de francs pour le monde entier (prix de détail), suit les lois de la démographie : à quarante-sept ans en moyenne, hommes et femmes deviennent... presbytes. Un âge fatidique, inamovible semble-t-il, auquel arriveront l'an prochain les générations nombreuses de l'immédiat après-guerre. Une aubaine pour des fabricants de verres et de montures frappés d'anémie.

L'Amérique (30 % du marché mondial) souffre de langueur. Le marché japonais, après s'être ouvert aux importations étrangères, se ferme : « Leur pôle lunetter, Fukui, fait preuve d'une efficacité grandissante », raconte Jean-Marie Berthe, secrétaire général du Groupement des industries françaises de l'optique. Nombreuses et très spécialisées, les entreprises y utilisent le titane ou la fibre de carbone, des nouveaux matériaux résistants, légers, antiallergiques. Leur montée en puissance est impressionnante et l'on voit désormais des firmes comme Nikon ou Seiko acheter les licences de grandes marques européennes. Ils ont reconquis leur marché intérieur, commencent à exporter aux États-Unis et débarqueront demain en Europe.

L'Europe, justement, pense les plaies d'une conjoncture maussade que l'Allemagne, après le boom de la réunification, a cessé de tirer. La Grande-Bretagne déprime : l'Espagne s'enfonce. Le Sud-Est asiatique inonde la Communauté de produits bon marché. Les lunettes correctrices « pré-montées » (avec deux verres identiques) vendues moins de 150 francs, livrées depuis Taïwan ou par le britannique Ready Spex Ltd, ont fait leur apparition dans les grands magasins et les pharmacies de l'Hexagone, au grand dam des industriels jurassiens de Morez et d'Yonnax.

Les lunetiers transalpins,

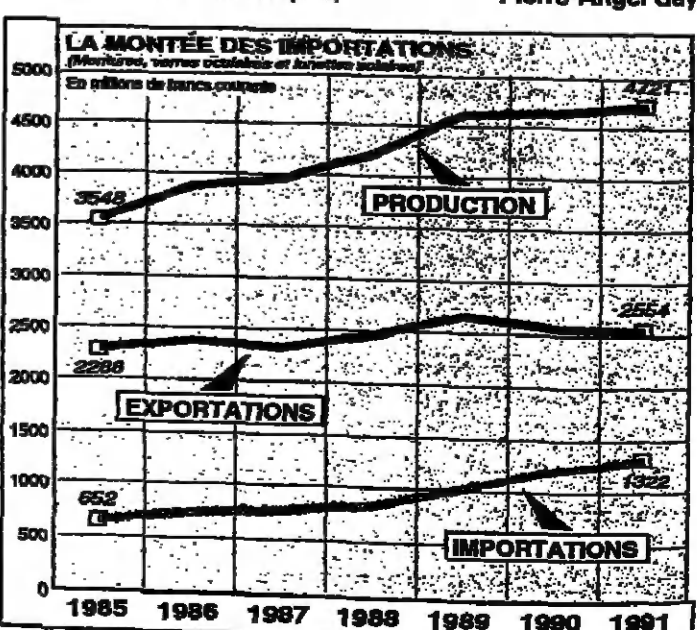
Luxottica, Safilo et Marcolin en tête, jouent de la dévaluation de la monnaie italienne pour renforcer leurs positions, fortes déjà dans le luxe et les montures griffées.

Prise en tenaille, la production française, en valeur, est étale : +0,5 % en 1990, +1,6 % en 1991, +2,7 % au premier semestre 1992. La balance commerciale se détériore sensiblement : en 1990 et en 1991, les exportations ont légèrement fléchi (-3,5 % puis -0,6 %) quand les importations bondissaient respectivement de 19,5 % et de 8,5 % (voir graphique).

L'industrie poursuit la restructuration entamée l'an dernier avec la reprise de HM Lunetterie par le groupe L'Amey et le plan de restructuration d'Essilor (le Monde du 11 décembre 1991). La branche lunetterie du leader mondial du verre correcteur, qui a perdu 80 millions de francs pour 530 millions de chiffre d'affaires en 1991, a fusionné depuis juillet - à l'exception des lunettes griffées Cartier - avec le groupe Lux de Morez au sein d'une nouvelle société, Logo SA, dont Essilor et le groupe Darnaud détiennent chacun 47 % du capital.

Avec 600 millions de francs de chiffre d'affaires et 2,5 millions de montures commercialisées, Logo SA a pour objectif « de redevenir le numéro un sur le marché français », selon son PDG, Vincent Darnaud, grâce, notamment, à une réduction des temps de fabrication et des stocks. Grâce, aussi, au recours à une plus grande délocalisation. « Impossible de continuer à exister sans transférer une part plus importante de la production dans des pays à bas coût de main-d'œuvre », explique Vincent Darnaud. C'est la seule façon, désormais, de conforter l'emploi en France. Un emploi en recul sensible, cette année, puisque les effectifs des entreprises de plus de vingt employés devraient à peine dépasser, fin 1992, les 11 000 salariés - 1 000 de moins qu'il y a deux ans...

Pierre-Angel Gay



Statistiques concernant les entreprises de plus de vingt salariés.

Les graphiques et cartes de ce supplément sont réalisés par le service infographique du Monde et l'agence de presse Idé.